

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
DÉCHEANCES ET INCAPACITÉS PÉNALES
EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 18 avril 1899, à 10 heures

PAR

Augustin POLLISSARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE

✱

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1899

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
DÉCHÉANCES ET INCAPACITÉS PÉNALES
EN DROIT FRANÇAIS

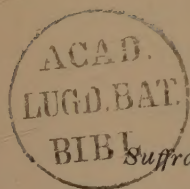
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'Acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
Mardi 18 Avril 1899, à 10 heures.

PAR

Augustin POLLISSARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE



Président : M. LE POITTEVIN

Suppléants : { MM. LEVEILLÉ, }
 { PLANOL, } *professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1899

DES
DÉCHÉANCES ET INCAPACITÉS PÉNALES
EN DROIT FRANÇAIS

INTRODUCTION

Le mot « Droit » est employé dans la langue juridique en des acceptions très diverses ; d'une manière générale, on définit le droit l'ensemble des règles qui gouvernent les rapports sociaux : la nécessité de ces règles s'impose, pour garantir, à chaque membre du corps social, dans une mesure égale, l'exercice de son activité. Elles sont déterminées par ce qu'on est convenu d'appeler le droit naturel, ou droit idéal, basé sur la notion du juste ou de l'injuste, que tout homme civilisé trouve dans sa conscience et dans sa raison. Mais ces préceptes sont insuffisants pour régler les rapports sociaux, car aucun signe manifeste n'en révèle l'existence. Il appartient au pouvoir social de formuler dans des textes l'ensemble des règles précises qui forment les lois : c'est ce qu'on appelle le droit positif, que l'on oppose au droit naturel.

De cette première idée du droit découle une autre signification dérivée. Dans les limites où l'homme peut agir, sans porter atteinte à la liberté d'autrui et sans troubler l'ordre social, l'exercice de ses facultés constitue pour lui un ensemble de droits, dont la loi doit assurer le respect. A première vue, on se rend compte facilement de la multiplicité de ces droits : aussi une exacte classification en est-elle peu facile à faire.

D'une façon très générale, on peut distinguer les droits civils ou privés et les droits publics.

Le Code civil ne donne aucune définition des droits civils ; on ne trouve dans l'article 8 que cette simple proposition : « Tout Français jouira des droits civils ». Cette vague formule, employée par les rédacteurs du Code, soulève bien des difficultés. Le problème se pose surtout, lorsqu'il s'agit d'étudier la condition des étrangers en France comparée à celle des Français ; il importe alors de bien délimiter d'une part les droits civils, dont la loi semble faire l'apanage des seuls Français et, d'autre part, les droits privés qui peuvent également leur appartenir en même temps qu'aux étrangers.

Cette question n'a pas trait au sujet que nous nous proposons de traiter par la suite, et les expressions droit civil ou privé, peuvent indistinctement être employées sans aucun inconvénient.

On appelle droits civils ou privés, ceux que la loi

accorde aux personnes dans leurs rapports privés avec d'autres personnes, tous les droits en un mot qui dérivent du droit privé ou civil. « Ils concernent la propriété, ses démembrements et les droits réels accessoires (gage, antichrèse, privilège, hypothèque), les manières d'acquérir ces droits et les différents événements réunis sous le nom d'accession.

Ils comprennent aussi les obligations, les rapports de famille ou la jouissance d'une personne sur une autre et enfin la sanction des droits eux-mêmes » (1).

On oppose aux droits civils et privés, les droits publics. Mais cette dénomination est beaucoup trop large et, en tous cas, insuffisante pour caractériser le grand nombre de droits qu'elle embrasse.

On sous-distingue, habituellement, les droits politiques et les droits publics, proprement dits : nous préférons cependant adopter une autre division, beaucoup plus étroite et certainement très exacte, donnée par M. Depeiges (2). Cet auteur propose trois catégories, dans lesquelles il classe les différents droits publics, *lato sensu* : il distingue les libertés publiques, les droits politiques et les droits civiques.

1) Il faut entendre par droits publics proprement

(1) HUMBERT, *Des conséquences des condamnations pénales relativement à la capacité des personnes*, 1855, p. 177 et 178. M. Humbert range aussi sous le nom de droits privés une catégorie de droits, dits primordiaux et qui ont trait à la sûreté, à la liberté, à la réputation et au domicile des personnes ; il nous semble préférable d'indiquer dans une autre classification, ces différents avantages reconnus et accordés par la loi.

(2) *Étude sur les effets civils des condamnations pénales*, 1889, p. 105 et s.

dits, libertés publiques ou droits de l'homme, ces droits reconnus soit implicitement, soit explicitement par les diverses constitutions qui nous ont régis successivement (1) : Enumérons quelques-uns de ces droits : la liberté individuelle, la liberté d'aller et venir, les libertés de conscience et des cultes, de la presse, de réunion et d'association, du commerce et de l'industrie, la liberté d'enseignement, l'inviolabilité de la demeure, le droit de pétition, etc. . .

2) Les droits politiques sont ceux qui nous permettent de participer à la gestion des affaires publiques par l'élection ou l'éligibilité ; les conditions auxquelles les Français sont admis à la jouissance et à l'exercice des droits politiques sont déterminées par les lois constitutionnelles et électorales ;

3) Il est enfin certains droits « qui ne rentrent ni dans les droits privés, ni dans les libertés publiques, ni dans les droits politiques proprement dits. Ces droits, en effet, ne régissent pas les rapports des particuliers entre eux ; ils n'appartiennent pas à tous comme les libertés publiques, ils n'ont pas pour but comme les droits politiques, de concourir au gouvernement de la nation : ce sont les droits civiques, car ils tiennent à l'organisation de l'Etat et supposent une capacité particulière » (2) : tels sont les droits d'oc-

(1) V. la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* La Charte de 1814 et les *Constitutions de 1848 et de 1852*.

(2) DEPEIGES, *op. cit.*, p. 406.

cuper une fonction publique, de porter une décoration, d'obtenir un permis de chasse, de faire partie de l'armée, etc.

Ces différents droits, dont nous avons essayé de donner une énumération aussi complète que possible, n'appartiennent pas indistinctement à tout individu ; ils nécessitent, ainsi que nous avons eu l'occasion de le voir, une certaine aptitude légale chez la personne qui peut en devenir le sujet : c'est la capacité juridique. Cette aptitude est la conséquence de certaines qualités que la loi reconnaît dans les personnes ; toute atteinte portée à ces conditions premières modifie ou anéantit la capacité, qui est, suivant les droits auxquels elle s'applique, civile, politique, publique ou civique. Ainsi, la capacité publique appartient à toute personne sans distinction de sexe, d'âge ou de nationalité ; nous avons vu que l'art. 8 du C. c. déclare que tout Français est investi de la capacité civile ; celle-ci entièrement distincte de la capacité politique (art. 7 C. c.), qui nécessite outre la qualité de Français celle de citoyen. La qualité de Français sera, la plupart du temps, nécessaire pour avoir la capacité civique.

Ces différentes capacités sont susceptibles de diverses restrictions relatives soit à la jouissance, soit à l'exercice des droits. « La jouissance consiste dans l'aptitude légale à acquérir le droit, à en être investi, à en devenir titulaire ou dans la propriété du droit acquise en vertu de cette aptitude. L'exercice du droit, c'est

l'aptitude légale à en user, à le mettre en œuvre, en pratique ou l'usage opéré en vertu de cette aptitude » (1).

Tandis que certains droits, comme les droits de propriété, de créance, de recours aux tribunaux peuvent être exercés par autrui en notre nom, il est à remarquer que d'autres droits civils comme le droit de se marier, de tester, tous les droits politiques et publics ne comportent pas la distinction que nous venons de faire, car on peut difficilement concevoir pour eux l'exercice séparé de la jouissance.

Pour des raisons très diverses, il est des personnes que la loi prive de l'exercice ou de la jouissance des droits ; elle crée alors des incapacités et des déchéances. Celles-ci sont très nombreuses et procèdent des causes les plus diverses.

C'est ainsi notamment que la loi édicte à titre de peines, un grand nombre de déchéances ou d'incapacités, qui font le sujet de cette étude.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES FOURCADE, *op. cit.*, n° 315.

CHAPITRE PREMIER

CARACTÈRES DES DÉCHÉANCES ET INCAPACITÉS PÉNALES

Toute peine consiste en une souffrance physique ou morale infligée au condamné ; considérées sous cet aspect, les peines en général, malgré les formes très diverses qu'elles ont revêtues dans les différents systèmes pénitentiaires, peuvent cependant se classer de la façon suivante.

Elles frappent l'individu dans son corps, dans sa liberté, dans son patrimoine, dans sa considération, enfin dans ses droits (1).

Les peines corporelles tendent de plus en plus à disparaître, tels le fouet, la mutilation d'un membre, etc., châtiments usités dans notre ancien droit. On peut aussi ranger dans cette catégorie des peines consistant en des travaux pénibles, comme la condamnation au travail des mines usitée en Droit romain, la condamnation aux galères de l'ancien droit français ; toutefois la peine de mort, dépourvue cependant de tous les

(1) GARRAUD, *Précis de droit criminel*, n° 163.

modes d'exécution jadis usités (1) est encore admise dans un grand nombre de législations.

On entend par peines frappant le condamné dans sa liberté, les modes de répression dont l'exécution comporte l'internement du coupable, son éloignement de certains lieux avec défense de s'y présenter : tels l'emprisonnement, l'exil ou le bannissement, la transportation dans des pays éloignés, l'interdiction de certains séjours.

Le condamné est atteint dans son patrimoine, lorsque la peine qui lui est appliquée aboutit à le déposséder complètement de ses biens, ainsi la confiscation, ou bien à en diminuer plus ou moins la valeur, telle l'amende.

Il est aussi des peines d'ordre moral, frappant le condamné dans son honneur et dans sa réputation et ayant pour but de l'humilier : l'amende honorable, le blâme, l'exposition publique, la publication de l'arrêt de condamnation, etc., modes de répression qui tendent à disparaître (2).

On distingue enfin les peines privatives de droits proprement dites : une peine quelconque, en effet, frappe toujours le coupable en quelqu'un de ses

(1) La condamnation aux bêtes du Droit romain, l'écartellement, le feu, la roue, la potence, etc..., modes d'exécution jadis usités pour l'exécution de la peine de mort.

(2) Le législateur ne doit pas abuser de ces peines, parce qu'elles ont deux défauts essentiels : d'être inégalement ressenties et d'être destructives de la liberté humaine (GARRAUD, *Précis de droit criminel*, N° 225).

droits : et, par exemple, tout mode de répression dont l'exécution comporte une atteinte à la personne physique a pour résultat de violer un certain nombre de droits et principalement les droits de sécurité et de liberté individuelle (1). Cependant, on trouve dans tous les systèmes pénitentiaires une catégorie spéciale de pénalités, dites privatives de droits qui se distinguent des autres modes de répression, notamment des peines corporelles et des peines privatives de liberté, en ce qu'elles ne portent pas atteinte directement à la personne physique. Les peines privatives de droits produisent leurs effets indépendamment de toute exécution matérielle ; elles sont parfaites, du moins en général, par le seul fait qu'elles ont été prononcées contre l'individu qui les a méritées. Enfin, les peines que nous étudions, ne se proposent pas une diminution du patrimoine du coupable ; elles tendent de plus en plus à éviter la déconsidération du condamné ; elles peuvent cependant aboutir à l'un ou l'autre de ces deux résultats, soit que le coupable se trouve, par suite de la privation de tel droit, dans l'impossibilité d'augmenter la valeur de ses biens, soit que les motifs qui ont entraîné la perte de certains droits ou le fait même de ne plus en jouir, aient pour résultat une atteinte portée à son honneur ou à sa réputation.

Peut-on légitimer les déchéances ou incapacités infligées à titre de peines ?

(1) ORTOLAN et A. DESJARDINS, *Éléments de droit pénal*, II, n° 1331.

L'exposé des motifs de la loi du 31 mai 1854 (1), s'exprimait en ces termes : « La privation totale ou partielle des droits a toujours été chez les nations civilisées une peine accessoire résultant de certains châtiments. Si dans les législations naissantes ou dans des temps de troubles et d'agitations publiques, elle a été étendue aux droits les plus naturels et les plus sacrés de l'homme ou appliquée avec une excessive rigueur, les effets de la civilisation ont constamment tendu à dépouiller cette peine accessoire de ses exagérations et de ses inutiles sévérités. Marcher prudemment dans cette voie d'humanité et de justice est, ce nous semble, rendre plus efficace une théorie qui, judicieusement appropriée à la nature de chaque délit, est une source féconde et légitime de pénalités » (2).

Rarement les déchéances et incapacités ont été employées à titre de peine principale ; la plupart du temps, les législateurs en ont fait l'accessoire de peines corporelles ou privatives de liberté. Cette dernière considération, qui tendrait à faire croire que les peines privatives de droits ne sauraient constituer à elles seules un moyen de répression suffisante et quelques autres motifs, ont décidé certains auteurs à soutenir qu'en principe la privation d'un droit ne saurait être considéré comme une peine, au sens légal du mot. C'est cette opinion que nous nous proposons maintenant de discuter.

(1) SIREY, *Lois annotées*, 1854, p. 99.

(2) Cp. HUMBERT, *op. cit.*, p. 183.

En s'attachant seulement à considérer les idées les plus modernes, la notion qu'on doit se faire de la peine est la suivante : d'abord le but qu'elle poursuit et qui justifie sa nécessité, c'est le maintien de l'ordre indispensable à la conservation de la société. Pour arriver à cette fin, il est nécessaire que la peine ait certains caractères : elle doit être tout d'abord une sanction, c'est-à-dire une affirmation de la loi, quand elle a été violée, et cette sanction consiste dans un châtiment infligé au coupable. Cette souffrance ne doit pas être quelconque : il faut qu'elle frappe l'individu proportionnellement d'abord au mal commis, mais aussi à sa véritable culpabilité. Car le châtiment devra produire différents effets : l'exemplarité, au regard de tous par l'intimidation, au regard de l'auteur du fait, par la contrainte psychologique qui résulte de la crainte du mal qu'infligent les châtiments. Ceux-ci ont ce caractère d'exemplarité quand ils sont proportionnés à la gravité de l'infraction et que la publicité des débats et de la condamnation frappe les esprits (1). Mais ceci est insuffisant pour empêcher le criminel de nuire. Or, on peut le mettre dans l'impossibilité de recommencer de deux façons : il y a l'impossibilité physique absolue, c'est la peine perpétuelle ; l'impossibilité morale relative, c'est l'amendement. Pour arriver à ce dernier résultat, on devra se préoccuper, tout en conservant à la peine

(1) GARRAUD, *Précis*, p. 78-79.

une sévérité suffisante en rapport avec la gravité de l'infraction, de l'appropriier à la nature du criminel, en évitant toute souffrance inutile.

Or ces différents caractères reconnus nécessaires à toute peine se rencontrent-ils dans les peines privatives de droits ou déchéances pénales ?

On a dit (1) : Les déchéances et incapacités pénales ne réunissent pas les conditions de prévention et de répression constitutives d'une véritable pénalité ; aussi ne sont-elles pas des peines au sens légal du mot.

Ainsi les peines privatives de droits ne sauraient être considérées comme une souffrance infligée à l'individu. Il convient de faire tout d'abord remarquer que la peine peut tout aussi bien consister en une souffrance morale qu'en une souffrance physique ; il est évident, d'autre part, que c'est ce premier genre de douleur qui est infligé à un individu, lorsque la loi le déclare privé d'un droit. Or, quoi qu'on puisse dire, cette privation peut produire certainement une forte souffrance, car elle frappe l'individu dans sa dignité sociale et morale. Sans doute la peine privative de liberté est un châtiment plus pénible pour l'individu, parce qu'elle atteint en lui une des facultés les plus nécessaires et pour ainsi dire les plus indispensables à son existence même, dont le développement de son activité est une des conditions. S'ensuit-il que nous

(1) GOURAINCOURT, *Traité du droit de grâce sous la 3^e République*, p. 35 et 36.

puissions rester indifférents en présence des autres avantages que la loi nous reconnaît, de telle sorte que la jouissance ou l'exercice nous en puissent être enlevés, sans nous causer aucun mal ?

Sans contester aux déchéances et incapacités prononcées à la suite d'une infraction commise, le caractère de peines, on dit cependant qu'elles sont très inégales. Mais il convient de remarquer qu'une application bien entendue de ces peines peut permettre d'échapper à une critique qui peut être adressée à tout mode de répression quel qu'il soit.

Il est donc permis de soutenir d'une façon générale, sous le bénéfice toutefois de l'application convenable qu'il conviendra d'en faire, que les peines privatives de droit sont par elles-mêmes une sanction suffisante. Elles nous paraissent également exemplaires, car leur effet afflictif est suffisamment certain pour exercer un pouvoir d'intimidation..

Reste à examiner la question de savoir si ces peines peuvent être considérées comme capables d'exercer sur l'individu un pouvoir salutaire, en contribuant à le réformer.

Cette question a fait l'objet d'une discussion très intéressante au Congrès pénitentiaire international de Rome de 1885 ; la première question du programme de la première section était ainsi conçue : l'interdiction à temps de certains droits civils ou politiques est-elle compatible avec un système pénitentiaire réformateur.

Disons, tout de suite, que le Congrès se prononça en faveur de l'affirmative à une très grosse majorité. Ceci est d'autant plus notable que de toutes les critiques adressées aux peines privatives de droits, les plus vives en même temps que celles qui paraissaient le plus exactes, ont toujours été formulées à propos de cette question de l'amendement du condamné que l'application de l'interdiction des droits semblait compromettre.

M. Laszló, l'un des deux rapporteurs de la question posée au Congrès de Rome, s'exprimait en ces termes : « Cette peine est un obstacle au reclassement du libéré..... Considérée au point de vue général, une peine ne paraît juste et équitable, que si le juge peut en mesurer approximativement la portée : ceci n'existe pas pour l'interdiction même temporaire. Le Code civil ne met-il pas les outils indispensables au travail de l'ouvrier à l'abri de la saisie juridique ? Ce que les outils sont pour l'entretien de la vie de l'ouvrier, les droits civils et politiques le sont pour d'autres individus qui, sans l'exercice de ces droits, ne pourront trouver dans la société une occupation lucrative, conforme à leurs aptitudes, et ne seront jamais en état de s'élever de nouveau au niveau social où ils se trouvaient avant leur condamnation ».

Cependant M. Laszló se voyait contraint d'avouer que toutes les législations adoptaient cette peine : il expliquait ce résultat en disant que cette peine était

dans certains cas imposée par la morale publique, car le sentiment d'honneur public serait blessé à voir certains individus, immédiatement après leur libération, remplir des fonctions publiques et réclamer une confiance qu'on ne leur accorderait pas.

En somme ce qu'on a souvent reproché à l'interdiction des droits, c'est de faire revivre dans un système pénitentiaire l'infamie légale condamnée à peu près universellement.

Or, qu'est-ce que cette infamie légale ? « C'est, dit M. Haus (1), la déclaration par laquelle le législateur signale à l'animadversion publique les auteurs de certaines infractions ou les individus condamnés à certaines peines. Quelle influence exercera sur les masses cette excitation légale au mépris ? Si l'homme déclaré infâme par la loi a perdu par son crime l'estime et la considération publiques, à quoi bon prononcer l'infamie contre un malheureux flétri déjà dans l'opinion des honnêtes gens ? Que si, au contraire, la personne condamnée pour une offense, telle qu'une infraction politique, ne mérite point d'encourir le mépris de ses concitoyens, le législateur qui excite ce sentiment contre le condamné fait un acte inutile si l'opinion ne répond pas à son appel, ou une chose immorale s'il obtient le résultat désiré ».

C'est donc à l'opinion qu'il appartient de déverser

(1) *Principes généraux du droit pénal Belge*, t. II, p. 3 et 4.

sur l'individu la déconsidération qui constitue l'infamie : celle-ci ne se commande pas.

Mais que signifie ce reproche de peine infamante appliqué à cette catégorie de peines dites privatives de droits ?

Dans les législations anciennes ou modernes, où nous trouvons consacré le système des peines infamantes, on peut dégager différents moyens admis par le législateur pour réaliser le but poursuivi : le désir de déconsidérer publiquement l'individu, qui s'est rendu coupable d'une certaine infraction ou qui a mérité une peine déterminée.

C'est tout d'abord le nom d'infamant donné à la peine ou à l'infraction (1).

Mais le législateur ne se contente pas de cette affirmation insuffisante : il faut rendre l'infamie, pour ainsi dire, palpable. Ce résultat peut être obtenu de deux façons différentes :

1) La peine peut être exécutée d'une manière qui la rendra plus dégradante : ainsi dans l'ancien droit français, le vilain, nous dit Loysel, était pendu, le noble décapité, de telle sorte que l'infamie atteignait le vilain ; ou bien la peine, tout en s'exécutant ainsi qu'elle doit l'être, comporte une publicité d'un genre particulier : la marque (disparue en 1832), le carcan,

(1) Art. 559, 603, 604 du *Code du 3 Brumaire* an IV ; art. 6 et 7 du *Code pénal Français*.

puis l'exposition (supprimée en 1848) jadis usités sous l'empire de notre Code pénal.

2) L'autre élément qui concourt à assurer à la peine son caractère infamant, ce sont des déchéances et incapacités de droits organisées d'une certaine façon. Les peines ou les infractions dites infamantes emportent de plein droit et à perpétuité la perte d'un très grand nombre de droits énumérés dans la loi, sans qu'il soit permis au juge de choisir entre un maximum et un minimum de déchéances à appliquer. Ainsi le condamné privé de la plupart de ses droits, se trouve dans une situation à part, qui atteste de son indignité. Telle est la théorie des *Capitis deminutiones* et de l'infamie en droit romain, de la mort civile et de l'infamie dans notre ancien droit, de la dégradation civique dans notre Code pénal français.

Ceci explique comment on a pu reprocher aux peines privatives de droits d'être un vestige de l'infamie légale. Elles n'ont été à l'origine que des peines infamantes. Elles le sont encore, du moins en partie, dans certaines législations de plus en plus rares et principalement dans notre Code pénal français.

Que peut-on reprocher aux déchéances et incapacités organisées par le législateur dans le but de déconsidérer l'individu ?

Nous avons déjà observé avec M. Haus que les peines infamantes reposaient sur une notion très fausse ; ce sont, de plus, « des peines immorales puis-

qu'elles élèvent un obstacle au reclassement du condamné ; indivisibles, puisqu'elles ne permettent pas de distribuer le blâme, suivant les degrés et les nuances de la criminalité ; inégales, puisque légères pour les uns, elles sont accablantes pour les autres ; irréparables enfin, puisqu'elles imprègnent le condamné d'une indélébile flétrissure. A la vérité elles sont exemplaires : mais le législateur doit-il acheter cet effet aux dépens de la morale et de l'humanité ? » (1)

Il apparaît bien de tout ce que nous venons de dire des peines infamantes, que si les peines privatives des droits ont pu être considérées comme telles, ce caractère pour ainsi dire traditionnel n'a pu être donné à ce mode de répression, que parce qu'il comportait une certaine organisation ; en d'autres termes, ce qui rend infamant les déchéances ou incapacités pénales, ce n'est pas le fait d'enlever à un individu la jouissance ou l'exercice d'un ou de plusieurs droits, c'est la mauvaise application qu'on a fait de cette privation.

Et le meilleur exemple qu'on puisse citer à l'appui de cette opinion est fourni par notre droit pénal français ; nous y rencontrerons deux peines privatives de droits, la dégradation civique et l'interdiction des droits civils, civils et de famille : toutes deux font une énumération à peu près identique d'un certain nombre de droits, susceptibles d'être enlevés au condamné, et

(1) *Théorie du Code pénal*, par CHAUVÉAU, Adolphe ; FAUSTIN, Hélié ; VILLEY, t. I, p. 98 et 99.

cependant l'une de ces peines, la dégradation civique, est infamante, l'autre ne l'est pas, et ce résultat est obtenu grâce au mode différent adopté par la loi dans l'application de ces peines. Aussi le Congrès de Rome déclarait-il que l'interdiction des droits pouvait, grâce à une bonne organisation, satisfaire pleinement aux exigences d'un système pénitentiaire réformateur. Voyons de quelle façon ce résultat peut être obtenu.

« L'interdiction des droits, dit M. Polè, l'un des deux rapporteurs de la première question posée au Congrès de Rome, ne doit être appliquée que quand le fait spécial qui entraîne la condamnation, justifie la crainte d'un abus du droit au préjudice d'intérêts publics, soit d'intérêts privés légitimes ». Ainsi, la peine privative de droits, comme tout autre mode de répression, ne doit être appliquée que dans les limites où son intervention est nécessaire pour satisfaire au but que se propose toute peine : la protection de la société ! Et de même qu'il serait monstrueux de retrancher à jamais un homme du reste de ses semblables, de même qu'il n'est pas admissible qu'on lui enlève la liberté, si ce genre de pénalité n'est pas exigé par la nécessité de veiller à la sûreté de la société, soit en retranchant à jamais ou momentanément de son sein, un être nuisible, capable d'abuser de sa liberté, soit que cette privation de liberté s'imposant moins impérativement, on puisse espérer ainsi amender le coupable, de même une peine privative de droits n'est équitable que si la

protection de la société en impose l'application. Il n'est pas permis à un législateur d'édicter une peine, dont la seule utilité sera d'aboutir à déconsidérer le coupable.

Ainsi, on peut espérer d'une déchéance frappant le délinquant dans la mesure que nous avons indiquée, un double résultat : c'est non seulement une protection, pour ainsi dire matérielle qu'on arrive à assurer à chacun des membres du corps social contre les atteintes de l'un des leurs incapable désormais de nuire puisque l'instrument qui pourrait lui servir à commettre le mal, c'est-à-dire la jouissance de tel droit dont il pourrait abuser, lui a été enlevée, mais c'est aussi une protection morale qu'il est permis de faire espérer à la société, grâce à l'amendement probable du condamné, lorsqu'il aura repris la jouissance de ses droits.

En effet, l'interdiction des droits peut être une peine réformatrice. L'abus que fait l'individu d'un droit ne signifie pas qu'il n'en fait aucun cas et on peut le toucher beaucoup en le privant du droit dont il a abusé. En le lui ôtant temporairement, on lui apprend à mieux l'apprécier, et peut-être aussi à le mieux employer. Mais on ne saurait attendre d'une peine privative de droits un effet réformateur que moyennant deux conditions essentielles : il est évident qu'elle ne devra pas être en principe perpétuelle et, d'autre part, son organisation se comportera de telle

sorte qu'elle ne puisse être appliquée que dans les cas et dans la mesure où elle sera nécessaire.

Est-il certain que l'interdiction des droits ne doive être admissible que comme moyen de prévention et jamais comme moyen de répression, ainsi que l'ont prétendu certains auteurs ? (1) Les déchéances ne sont-elles applicables que comme accessoire d'autres peines ou peuvent-elles également être employées en qualité de peines principales ?

Le Congrès de Rome a été appelé à se prononcer également sur cette question, et il a décidé que l'interdiction des droits pouvait fort bien se concevoir comme peine principale.

Cette peine, nous l'avons vu, constitue un châtiement suffisamment répressif par lui-même. Sans doute, elle est peut-être, en règle générale, insuffisante à réprimer les infractions les plus graves (2). Toutefois, il est bien des délits de droit commun et même des fautes très graves en matière politique que l'interdiction des droits suffira à châtier. Si l'on doute, après tout, de l'effet des peines privatives de droits à l'égard de certaines personnes, pourquoi ne pas laisser la liberté au juge de leur substituer un emprisonnement ou une amende ? (3)

(1) V. notamment *Congrès de Rome* (Rapport de M. POLS).

(2) Cependant le *Code pénal français* ne punit certains crimes que de la dégradation civique.

(3) Cp. l'art. 35 *Code pénal français* (V. *Congrès de Rome*, observations faites par M. BRUSA).

L'interdiction des droits peut donc fort bien être admise comme peine principale : « Il serait à souhaiter, dit M. G. Dubois (1), que l'interdiction devienne une peine principale pour certains délits ».

Cette question fut notamment agitée, en 1893, dans deux séances de la Société générale des prisons (2). Dans la séance du 17 mai, un rapport fut présenté par M. J. Boullaire sur la question suivante : « Des peines qui pourraient, dans certains cas, être substituées à l'emprisonnement ».

Le rapporteur débutait en ces termes : « L'abus qui a été fait des courtes peines d'emprisonnement et les inconvénients qu'elles présentent ont été signalés depuis longtemps ; elles n'ont aucun effet moralisateur, car elles manquent de la durée, élément essentiel du succès : pour les récidivistes, elles n'ont aucun effet répressif ; quant aux délinquants primaires, elles leur impriment une flétrissure et, de plus, ont tous les inconvénients de la promiscuité ». M. Guillot, reprenant cette idée, ajoutait : « La prison est nécessaire toutes les fois que, par la liberté des coupables, la sécurité des personnes est compromise ; mais, pour un grand nombre de délits (3), elle n'est pas néces-

(1) Réponse de la Société générale des Prisons aux questions du programme du Congrès de Rome (*Bull. de la Société gén. des Prisons*, 1883).

(2) V. le *Bulletin*, 1893.

(3) M. GUILLOT donnait l'énumération de ces délits. Ce sont le premier délit de vagabondage ou de mendicité, les délits de rébellion, outrages, bris de scellés, dégradation de monuments publics, de port illégal de décorations, de blessures, d'homicide, d'incendies volontaires, d'adultère, de dénon-

saire. ». MM. Boullaire et Guillot proposaient donc, toutes les fois que c'était possible, de substituer à la courte peine d'emprisonnement l'amende, les prestations personnelles et aussi certaines incapacités ou déchéances (1). « Je voudrais, disait M. Guillot, faire une application plus étendue et plus fréquente de l'interdiction du droit électoral.... Aujourd'hui, nous vivons sous le régime du suffrage universel.... le personnage le plus humble se trouve élevé à la dignité de gouvernant » et il s'en montre fier. « Pour celui qui offense l'ordre public et la tranquillité de la rue par la rébellion, pour celui qui viole la propriété par de petits vols, pour celui qui souille le foyer domestique par son inconduite, etc..., je trouverais une excellente pénalité dans la privation du droit électoral : je n'admets pas qu'on ait le droit de devenir un législateur, si on n'observe pas soi-même les lois sociales et les lois morales les plus élémentaires.... La crainte de se voir enlever certains droits politiques agirait utilement sur ceux qui n'ont point encore perdu le souci de leur dignité personnelle » (2).

ciation calomnieuse, de révélation de secret professionnel, de détournements d'objets saisis, de banqueroute simple, de faux témoignage en matière civile, de tenue de maisons de jeux, d'ivresse, enfin les délits de presse.

(1) En 1887, lors d'une discussion qui eut lieu à Société générale des Prisons à propos de la réforme du casier judiciaire, M. Bonneville de Marsangy proposait de déclarer faillis envers l'État tous les débiteurs insolubles des amendes et frais de justice et de leur imposer la déchéance de certains droits spéciaux, tels le droit électoral, le droit d'être juré....

(2) Il y aurait, d'après Rossi (*Traité de droit pénal*, III, p. 205) de graves inconvénients à permettre un emploi trop fréquent de l'interdiction des

Il résulte des observations générales qui viennent d'être présentées, que les déchéances et incapacités constituent un mode de répression susceptible, sous certaines conditions et dans des cas déterminés, d'être employé légitimement et dont on peut espérer un effet efficace. Ce sont des peines capables d'être utilisées aussi bien à titre de peines principales qu'à titre de peines accessoires. C'est seulement sous cette dernière forme que, à très peu d'exceptions près, les déchéances et incapacités sont édictées dans le Code pénal français. Elles peuvent résulter soit de condamnations criminelles, soit de condamnations correctionnelles ; les condamnations de simple police sont trop peu graves pour pouvoir atteindre la capacité des contrevenants.

Les peines criminelles sont dites afflictives et infamantes ou simplement infamantes ; elles sont perpétuelles ou temporaires. La condamnation à l'une de ces peines entraîne de plein droit certaines déchéances et incapacités, qui sont dites alors peines accessoires.

La condamnation à une peine afflictive perpétuelle emportait, avant 1854, la mort civile ; depuis la loi du

droits politiques. A l'appui de son opinion, cet auteur a fait valoir des arguments, qui révèlent parfois des craintes certainement exagérées : « Il ne faut pas oublier, dit-il, que les passions politiques, la cupidité, l'intrigue pourraient essayer d'employer cette peine (l'interdiction des droits politiques) dans un but immoral et personnel. Enfin, il importe de ne point perdre de vue que si le pouvoir judiciaire pouvait prononcer cette peine dans un grand nombre de cas pour de légers délits, surtout si la loi lui laissait l'option entre des peines diverses, ce pouvoir pourrait trouver dans ce ressort pénal un moyen de réagir sur l'ordre politique et de troubler aussi le système établi ».

31 mai 1854, la mort civile est remplacée par un ensemble d'incapacités qui sont : interdiction légale et dégradation civique, incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit et nullité du testament antérieur.

Le condamné à une peine afflictive temporaire est soumis à l'interdiction légale, qui enlève au coupable l'exercice de ses droits civils, et à la dégradation civique, qui entraîne la privation de tous les droits politiques, d'un certain nombre de droits civils, publics et de famille. Cette dernière déchéance frappe seule les condamnés à une peine infamante.

Enfin l'interdiction, dite des droits civils, civils et de famille, sorte de dégradation civique atténuée, et quelques incapacités prévues par des textes spéciaux, peuvent atteindre, dans certains cas prescrits par la loi, les condamnés aux peines correctionnelles.

Telles sont ces peines, dites privatives de droits, admises par le droit français. A ce propos, il convient, pour éviter une confusion possible, de faire une remarque. On pourrait à tort qualifier de peines certains cas très nombreux dans lesquels la capacité des personnes est susceptible d'être affectée soit directement, soit comme conséquence de condamnations pénales.

Toute incapacité peut avoir pour résultat une souffrance plus ou moins forte infligée à l'individu ; mais toute souffrance n'est une peine, au sens légal du mot, que si elle est imposée dans le but de protéger l'intérêt

commun : elle est alors confiée exclusivement aux soins de l'autorité publique.

Ainsi l'article 232 du Code civil (loi du 27 juillet 1884) déclare « que la condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante est pour l'autre époux une cause de divorce ». — L'article 727 du même Code s'exprime ainsi : « Sont indignes de succéder et comme tels, exclus des successions : 1) Celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt ; 2) Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse ; 3) L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice. Enfin les articles 955 et 1046 prévoient différents cas dans lesquels la donation ou le testament pourront être révoqués pour cause d'ingratitude.

Toutes ces dispositions ont pour résultat d'affecter la capacité de l'individu : ce ne sont pourtant pas des peines, mais des conséquences de l'indignité de celui qui est frappé dans sa capacité.

D'autre part les mesures disciplinaires sont souvent improprement qualifiées de peines, « car elles ne garantissent la plupart du temps que des intérêts privés ou de corporation et ne sont imposées en général par le pouvoir que sur la demande des particuliers et pour eux. Il en est de même des nullités qui frappent les actes contraires à la loi. Il est vrai que plusieurs de ces nullités, assez graves pour intéresser l'ordre général

peuvent provoquer l'intervention du ministère public : telles sont certaines nullités de mariage (art. 184-190 C. c.). Mais cette intervention du moins n'exclut pas le concours des particuliers ; elle n'est même que subsidiaire et ne doit se produire qu'à défaut de demande privée. La peine au contraire, ou bien est prononcée d'office par le pouvoir judiciaire légalement saisi, ou bien est requise par les fonctionnaires à qui l'exercice de l'action publique a été remis (art. 1. C. i. c.) ; les particuliers mêmes lésés n'ont pas le droit de la réclamer.

Ceci est le trait caractéristique de la peine et permettra de distinguer parmi les nombreuses incapacités et déchéances de droits édictés par nos divers Codes, celles qui sont de véritables peines et celles qui sont des sanctions purement civiles (1) ».

L'intérêt de la question se présentera notamment toutes les fois qu'il y aura lieu d'apprécier l'étendue d'une disposition douteuse. Les peines sont de droit étroit ; l'interprétation en cette matière doit être rigoureusement attachée au texte légal.

(1) LAÏNÉ, *Traité élémentaire de droit pénal*, p. 194).

CHAPITRE II

APERÇU HISTORIQUE

§ I. — Droit romain.

Pendant les premiers siècles de la législation romaine, il serait difficile de dégager des règles précises de la confusion qui règne dans les lois pénales ; le caractère plutôt privé que public dominait la pénalité ; c'est ainsi que la loi des XII tables consacrait le droit de vie et de mort du *paterfamilias*.

En l'an 605 de Rome, la loi Calpurnia fut le point de départ d'une organisation de la justice criminelle ; sous le nom de *quæstiones*, des tribunaux d'abord temporaires, puis permanents furent créés et chargés de connaître des délits intéressant la société tout entière (*crimina publica*), que le peuple et le Sénat avaient été primitivement chargés de juger.

Sous l'empire et à partir d'Auguste, ces tribunaux tombèrent en désuétude, et furent remplacés par les *Cognitiones extraordinariæ*, qui n'avaient été jusqu'à là qu'une juridiction exceptionnelle.

Toutes ces réformes successives dans l'organisation

judiciaire aboutirent à créer à Rome une législation criminelle, sur laquelle on peut donner des règles à peu près précises.

Les peines usitées en droit romain à l'époque de Justinien étaient les suivantes : la mort, comportant plusieurs modes d'exécution, le combat des bêtes, le travail plus ou moins rigoureux dans les mines, la déportation remplaçant, d'après une loi d'Auguste, l'interdiction de l'eau et du feu, la relégation, l'exil, le travail public, la punition corporelle du fouet ou du bâton, l'amende, la perte des dignités et enfin la privation de quelque faculté.

Ces différentes peines avaient des effets importants au point de vue de la capacité des condamnés, qui étaient frappés d'une *capitis deminutio* en tant du moins qu'ils étaient condamnés à certaines peines, dites capitales. On rangeait dans cette catégorie la mort, le combat des bêtes, le travail des mines et la déportation.

Les autres peines étaient dites non capitales ; plusieurs d'entre elles pouvaient, dans certains cas spéciaux, atteindre la capacité du condamné, en le rendant infâme.

« En droit romain, on peut distinguer trois grandes situations (*status*) de l'homme en tant que personne civile : la liberté, la cité, la famille. Le mot *caput* embrassait l'ensemble des avantages résultant de la réunion de ces trois états dans un même individu.

Quand il sortait d'une de ces positions, les juriscultes disaient qu'il était *capite minutus*, locution qui renferme un sens complexe, savoir : l'idée d'un changement d'état, jointe à celle d'une déchéance » (1).

La *capitis deminutio* était *maxima*, *media* ou *minima*, suivant qu'elle se rapportait à la perte de la liberté, de la cité ou de la famille (2).

Ces trois éléments étaient entre eux dans un tel rapport, qu'on ne pouvait avoir le *status familiæ*, sans les deux précédents, ni le *status civitatis* sans le premier : le *status libertatis* était donc la base nécessaire des autres et quiconque ne l'avait pas, ne pouvait compter juridiquement au nombre des personnes.

Les condamnations à des peines capitales entraînaient la *maxima* ou la *medica capitis deminutio* ; il en fut ainsi au moins jusqu'à Justinien, car cet empereur supprima la *maxima capitis deminutio* (3).

Quant à la *minima capitis deminutio*, elle était encourue indépendamment de toute condamnation ; elle ne saurait donc nous occuper.

Jusqu'à Justinien, tout condamné à l'une des peines capitales suivantes : la mort, le combat des bêtes et le travail dans les mines encourait la *maxima capitis deminutio* (4). Celui qui en était frappé devenait

(1) HUMBERT, *Des conséquences des condamnations pénales relativement à la capacité des personnes*, p. 37 et 38).

(2) D., L. IV, T. V, 11.

(3) Nov., 22, ch. VIII.

(4) D., L. XLVIII, T. XIX, 29 ; D., L. XLVIII, T. VIII, 12.

esclave de la peine (1); il était dans une situation que nous résumerons brièvement.

Le condamné, par la seule force de la sentence, subissait un anéantissement complet de sa personnalité juridique ; il devenait esclave. Tous ses biens étaient perdus pour lui ; il était dans l'impossibilité d'en acquérir d'autres, ni pour lui, ni pour personne puisqu'il était sans maître. Les droits de cité et de famille étaient enlevés aux condamnés citoyens romains, atteints par la servitude de la peine. Il y avait pour eux, interdiction générale du droit de tester et incapacité de recevoir par testament. Toute succession *ab intestat* était refusée au *servus pœnæ* et lui-même ne pouvait en avoir une à transmettre. Enfin, sous aucun prétexte, il n'était apte à paraître en justice, soit comme défendeur au civil, soit comme demandeur au civil et au criminel, soit comme témoin.

En un mot, l'esclave de la peine était considéré comme mort et des aliments pouvaient seulement être laissés à titre de legs (2) ou de succession maternelle (3) aux condamnés aux mines et aux bêtes.

Ainsi que nous l'avons dit, à partir de Justinien, toute peine capitale n'entraîne plus qu'une sorte de déchéance, la *media capitis deminutio* qui avait été jusque là attachée aux autres peines capitales, l'interdiction de l'eau et du feu et ensuite la déportation.

(1) D., XLIX, L. XIV, 12.

(2) D., L. XXXIV, T. VIII, 3.

(3) D., XXXVIII, T. XVII, 1, § 6).

La *media capitis deminutio* faisait perdre les droits de cité et de famille. Le condamné se voyait donc retirer la jouissance de tous les droits politiques et civils ; il était assimilé aux étrangers (1) et les facultés du droit des gens lui étaient seules conservées. Le déporté pouvait donc acquérir des biens et contracter, son mariage n'était pas dissout, il pouvait recevoir par testament d'un militaire et avait la faculté d'ester en justice dans les affaires civiles.

La *media capitis deminutio* était donc loin d'entraîner des conséquences aussi graves que l'esclavage de la peine : cependant ces deux déchéances avaient un point de commun et entraînaient pour ceux qui en étaient frappés la confiscation des biens (2). Modérée par Théodose et Valentinien (3), une novelle de Justinien (4) décida que les biens du condamné à une peine capitale ne seraient plus dévolus au fisc, lorsqu'il existerait des parents d'un certain degré.

Outre les conséquences que nous venons d'énumérer, la *maxima* ou la *media capitis deminutio* faisait encore perdre complètement ce qu'on appelait à Rome l'*existimatio* (5), qui ne se confondait pas avec le *caput*. L'*existimatio*, « c'est l'honneur du citoyen romain, qui se fonde tout à la fois sur les lois et sur

(1) D., L. II, T. IV, 10, § 6.

(2) D., XLVIII, T. 20, 1.

(3) C., IX, T. 49, 10.

(4) Nov. 134, C. 13.

(5) D., 50, 13, 5, §§ 2 et 3.

les mœurs et qui doit être intact pour la pleine aptitude aux droits civils, tant dans l'ordre public que dans l'ordre privé » (1).

L'*existimatio*, qui était perdue complètement à la suite de la privation de la liberté ou du droit de cité, ne subissait parfois que des altérations suivant trois degrés : l'*infamia*, la *turpitude* et la *levis nota* (2).

Ces deux dernières atteintes portées à l'*existimatio* ne nous occuperont pas ; elles frappaient certaines personnes à cause soit de leur origine, soit de leur profession, soit de leurs antécédents honteux. Quant à l'infamie, elle atteignait surtout les condamnés à certaines peines non capitales.

Tout en restant citoyen, l'infâme était incapable de remplir aucune fonction publique (3) et de participer par son suffrage à la nomination des magistrats (4).

Par rapport au droit privé, en raison de la méfiance qu'il inspirait, le témoignage de l'infâme n'était pas admis en justice (5) et le droit d'exercer une action publique lui était enlevé, sauf dans des cas très rares.

Cependant il pouvait agir en justice, en matière civile pour ses propres affaires et jusqu'à Justinien, il lui fut défendu de constituer un *cognitor* ou un *pro-*

(1) *Explication historique des Institutes de l'Empereur Justinien* (ORTOLAN, I, p. 430 ; D., 50, 13, 5, § 1).

(2) C., III, 28, 27.

(3) D., 48, 7, 1.

(4) C., 12, 36, 3.

(5) D., 22, 5, 20).

curator et de remplir pour un autre cet office (1). L'infâme pouvait tester.

La Novelle 117 (c. VI), permet, sous certaines conditions, le mariage entre sénateurs et infâmes.

Les conséquences de la *capitis deminutio* et de l'infamie étaient perpétuelles. Seulement le peuple, le Sénat et enfin l'empereur eurent tour à tour le pouvoir de rétablir dans ses droits le citoyen condamné.

§ II. — Ancien Droit Français.

La Gaule, dont les institutions primitives nous sont très peu connues, était au IV^e siècle régie par la loi romaine introduite, avec quelques modifications nécessaires, à la suite de la conquête.

Lorsqu'au V^e siècle, les barbares d'origine germanique envahirent et occupèrent la Gaule, le droit barbare se trouva en conflit avec le droit gallo-romain : c'étaient deux législations bien différentes qui se heurtaient, car l'une, la loi germanique, était dans son enfance, alors que le système pénal romain avait acquis tout son développement. Il est à peine utile de faire remarquer notamment que nous ne trouvons dans les législations qui s'introduisirent en Gaule, rien qui ressemble à la théorie romaine des *capitis deminutiones* ou de l'infamie : « Une législation rudimen-

(1) Inst., 4, 13, 11.

taire, faite pour un état en formation dans lequel la guerre privée est un fait normal ne saurait s'accommoder de conceptions savantes et compliquées ; le système romain a sombré dans la période de la fusion des races et n'a pu survivre à un état de choses disparu : dès la période franque les prisonniers de guerre n'étaient plus réduits en esclavage et l'institution même de l'esclavage antique tendait à se transformer en servage : les peines ne pouvaient donc entraîner la servitude. De même le *Jus civitatis* ne se comprenait plus : au lieu d'être citoyen d'un vaste empire, l'homme n'était plus que membre d'une tribu ou d'une seigneurie. Seule, la confiscation subsista, parce qu'elle était un mode de réparation pécuniaire ou du moins pouvait être considérée comme telle (1) ».

L'examen des origines de notre droit pénal français ne présente aucun intérêt à étudier pour nous ; son développement suivit la marche normale de toute législation criminelle en voie de formation.

Il n'y eut jamais de Code pénal, ni rien qui y ressemblât dans l'ancienne France ; aussi, pour déterminer le système des peines alors admises, faut-il puiser à différentes sources, qui sont les coutumes, les ordonnances et édits royaux, enfin, la jurisprudence que commencèrent à édifier, en s'inspirant du droit romain, les légistes dont l'influence devint de plus en

(1) DEPEIGES, *op. cit.*, p. 4.

plus prépondérante dans les cours de justice, à partir du XII^e siècle.

Les anciens criminalistes (1) divisaient les peines en cinq classes : celles-ci pouvaient être capitales, corporelles, afflictives, infamantes ou pécuniaires.

La plupart de ces peines avaient des conséquences au point de vue de la capacité des condamnés ; examinées sous ce dernier point de vue, elles formaient trois classes :

Les unes entraînaient la mort civile ; d'autres engendraient l'infamie ; certaines, enfin, n'avaient aucune conséquence sur la capacité.

Lors de la renaissance du droit romain, les anciens jurisconsultes transportèrent en droit français les différentes incapacités que nous avons étudiées en droit romain et qu'ils modifièrent d'une manière plus ou moins heureuse ; c'est ainsi que de la théorie de la *capitis deminutio* sortit l'institution de la mort civile. Quant à l'infamie, elle fut adoptée à peu près telle qu'elle existait dans le dernier état du droit romain.

Les peines entraînant après elles la mort civile étaient toutes celles rangées parmi les peines capitales : la mort, les galères à perpétuité, le bannissement perpétuel hors du royaume, la réclusion perpétuelle dans une maison de force.

(1) JOUSSE, *Traité de la justice criminelle de France*. — MUYART DE VOUGLANS, *Les lois criminelles de France dans leur ordre naturel*.

« On distingue, dit Pothier (1), si l'on considère la cause qui produit la mort civile, deux sortes de morts civilement : les uns sont ceux qui ont encouru la mort civile par l'abdication volontaire qu'ils ont faite d'eux-mêmes des droits de la vie civile, par leur profession dans un ordre religieux ; les autres sont ceux qui ont encouru la mort civile par la condamnation à une peine dont elle est la suite nécessaire ».

La mort civile n'était pas encourue dans l'ancien droit comme peine particulière (2). Pothier (3) fait remarquer que la mort civile ne peut être la conséquence que d'une peine perpétuelle ; car, dit-il, la mort civile étant une image de la mort naturelle, elle doit avoir un effet perpétuel : « *Nec enim quis ad certum tempus intelligitur mori* ».

Et caractérisant la mort civile, cet auteur ajoute que le condamné est en quelque sorte esclave de la peine.

C'était dans les lois romaines, mal interprétées, que nos anciens jurisconsultes avaient puisé le nom et l'idée de la mort civile. « Sans tenir compte des réformes opérées dans cette partie du droit par les derniers empereurs, on s'empara de certains textes qui comparaient l'esclave à un mort, pour imaginer une fiction destinée à

(1) *Traité des personnes*, t. III.

(2) Cependant, à la suite de la révocation de l'Édit de Nantes, les ordonnances de Louis XIV relatives à l'émigration avaient prononcé la mort civile contre ceux qui abandonnaient le royaume sans la permission du roi.

(3) T. III, sect. II.

remplacer la servitude de la peine, à l'égard des condamnés à mort et aux galères à perpétuité » (1).

Nous n'insisterons pas longuement sur les conséquences de la mort civile ; elles sont à peu près les mêmes que celles qui découlaient de la *maxima capitis deminutio*, ce qu'exprime bien ce passage de Richer (2) : « Lorsqu'un homme a commis quelque crime, dit cet auteur, qui mérite que la société le retranche de son sein, la condamnation prononcée contre lui le prive, non seulement des droits de cité, mais même de la vie civile. En un mot, il est mort civilement..... La société regarde ceux qui se trouvent dans ce cas comme n'étant pas des êtres vivants auxquels elle ne doit aucuns secours, aucune commodité, et desquels elle n'en attend aucune..... Cependant la société, quelqu'outragée qu'elle puisse être, quand elle n'a pas cru devoir ôter la vie naturelle et qu'elle s'est contentée de retrancher de son sein le citoyen rebelle, ne laisse pas de veiller à la conservation de son être. Elle ne lui refuse rien de ce qu'il peut attendre de l'humanité ».

A côté de la mort civile, les anciens auteurs avaient encore tiré du droit romain une autre conséquence des condamnations : l'infamie.

Les peines qui avaient cet effet étaient : les peines capitales, puis les peines corporelles (le fouet, le

(1) HUMBERT, *op. cit.*, p. 194.

(2) *Traité de la mort civile*, ch. II, p. 6 et 7.

carcan, le pilori), les peines afflictives (les galères à temps, l'amende honorable, le bannissement perpétuel ou à temps d'une province ou d'une juridiction), les peines simplement infamantes (le blâme, la dégradation de noblesse, l'interdiction des officiers à perpétuité, l'amende criminelle) (1).

« L'infamie, dit Pothier (2), forme un état mitoyen entre ceux qui jouissent de tout leur état civil et ceux qui sont morts civilement, car l'infamie ne fait pas perdre le droit civil, mais elle y donne atteinte et le diminue ».

« L'effet de l'infamie est de rendre celui qui l'a encourue incapable de posséder aucun office ni bénéfice et de pouvoir remplir aucune fonction publique. Cette incapacité fait que non seulement on ne peut obtenir ni acquérir de nouveaux bénéfices ou offices, mais encore qu'on perd ceux dont on était pourvu.

« Ceux qui sont infâmes ne peuvent ainsi être entendus en déposition, ni être témoins en matière civile dans quelque acte que ce soit, testament ou autres ; enfin, ceux qui sont infâmes ne peuvent tester ».

Il résulte de cet exposé rapide que nous venons de faire du système général des incapacités ou déchéances pénales dans l'ancien droit français que, sauf les

(1) V. MUYART DE VOUGLANS, part. I, liv. II, t. IV, ch. II, III, IV, V. — JOUSSE, part. I, t. III.

(2) T. III, sect. III,

modifications imposées par le changement qui s'était opéré dans les mœurs, la théorie romaine avait été entièrement adoptée par nos anciens jurisconsultes.

§ III. — Droit intermédiaire.

Les sources du droit criminel sont nombreuses à cette époque. Toutefois, la loi des 25 septembre et 6 octobre 1791 doit à peu près seule nous occuper. Sous le titre de Code pénal, elle établit à l'encontre des délits les plus graves tout un système de pénalités, qui était encore en vigueur en France lors de la promulgation de nos Codes. Le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, presque tout entier consacré à la juridiction et à la procédure, ne changea rien quant au point qui nous occupe.

Le Code de 1791 ne parlait pas de la mort civile ; elle n'en fut pas moins maintenue implicitement par la législation intermédiaire (1). La mort civile ne pouvait être la conséquence que d'une condamnation à la mort naturelle ou à la déportation, puisque les autres peines étaient toutes temporaires. Du reste, une disposition expresse, la loi du 17 septembre 1793, avait appliqué la mort civile aux déportés, puisqu'elle les assimilait aux émigrés qui, précédemment déjà,

(1) AUBRY et RAU, I, p. 529 et 530. — BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE, *Des personnes*, I, n° 742. — DEPEIGES, p. 15. — Agen, 22 janvier 1824, S., 25, 3, 8. — Req., 2 avril 1844, S., 44, 1, 446.

avaient été déclarés morts civilement par l'article 1^{er} de la loi du 28 mars 1793.

La qualification d'infâme subsista ; elle cessa de s'appliquer au condamné, pour s'attacher à la peine qui le frappe : désormais toutes les peines criminelles furent dites infamantes, dénomination que le Code pénal de 1810 eut le tort de reproduire.

Le système des déchéances et incapacités créé par le Code de 1791, comme conséquence des condamnations à des peines criminelles, est encore la base de la législation actuelle. La déchéance des droits de citoyen était encourue pour tout condamné à une peine afflictive et infamante ou à une peine infamante seulement. L'interdiction légale atteignait, en outre, le condamné à une peine afflictive.

CHAPITRE III

DÉCHÉANCES ET INCAPACITÉS PÉNALES RÉSULTANT DE CON- DAMNATIONS A DES PEINES AFFLICITIVES PERPÉTUELLES

§ I. — De la Mort civile.

Lors de la rédaction du Code civil, l'admission dans notre législation de la mort civile souleva de violentes protestations. Cependant malgré la vive résistance du Tribunal, dont l'opinion répondait aux idées personnelles du premier consul, le Conseil d'Etat finit par triompher et la mort civile fut inscrite dans nos lois. « Ainsi, soit séduction d'une grande idée, soit tyrannie d'un grand mot, soit espoir d'une efficace intimidation, soit joug des traditions antiques, on fit prévaloir des dispositions excessives, contre lesquelles nos mœurs réclamèrent, surtout après que des exemples remarquables furent venus représenter bien des malheurs obscurs » (1).

L'art. 23 du Code civil s'exprimait ainsi : « La condamnation à la mort naturelle emportera la mort civile », et l'article 24 la complétait en ces termes :

(1) RICÉ, *Rapport présenté sur la loi du 31 mai 1854*, — SIREY, 54.

« Les autres peines afflictives perpétuelles n'emporteront la mort civile, qu'autant que la loi y aura attaché cet effet ».

Il appartenait donc à la législation criminelle de donner la solution définitive de la question. L'article 18 du Code pénal était ainsi conçu : « Les condamnations aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation emporteront la mort civile. — Néanmoins le Gouvernement pourra accorder au condamné à la déportation l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits ».

La mort civile était donc la conséquence de toutes les peines afflictives perpétuelles édictées par le Code pénal ; peine de nature accessoire, elle fonctionna momentanément à titre de peine principale : aux termes des articles 22, 26, 28, 29 du décret du 6 avril 1809, la mort civile était encourue par les Français qui, se trouvant à l'étranger, n'obéissaient pas au décret par lequel ils étaient rappelés en France. Cette disposition a été tacitement abrogée, soit par le Code pénal de 1810, soit par le décret du 26 août 1811 (1).

Les condamnations à mort, aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation emportaient mort civile non seulement quand elles émanaient des tribunaux ordinaires, mais encore lorsque c'était une juridiction exceptionnelle, par exemple celle des conseils de guerre, qui les avaient prononcées. C'était du moins

(1) AUBRY et RAU, I, p. 533. — VALETTE sur PROUDHON, I, p. 183 et s.

l'opinion de la majorité des auteurs (1). De plus, la mort civile ne pouvait résulter que d'une condamnation prononcée par un tribunal français car, malgré l'opinion de quelques auteurs, elle était considérée à bon droit comme étant une peine.

Quant aux effets de la mort civile, ils furent longuement discutés au Conseil d'Etat et au Tribunat ; imbuë des principes de notre ancienne jurisprudence, la majorité des membres du Conseil d'Etat voulait reproduire en son entier le système rigoureux qui avait prévalu jusqu'en 1789 ; suivant une expression qui leur était familière, les différents orateurs résumaient en ces termes les conséquences de la mort civile : c'était pour le coupable, le retranchement à jamais du corps social. Cependant, le Tribunat montrait des sentiments plus humains : la mort civile, pensait-on, n'était après tout qu'une fiction et comme telle, ne pouvait avoir les mêmes effets que la vérité. L'homme, frappé de la mort civile, n'en conserve pas moins la vie ; il faut donc lui assurer les moyens de vivre, par conséquent la faculté de travailler et aussi le droit d'acheter, de vendre, d'être contraint en justice par son créancier, de contraindre à son tour ses débiteurs.

En théorie cependant, le système rigoureux de notre

(1) MERLIN, *Rép. mort civile*, art. 2, n° 3. — RICHER, *Traité de la mort civile*, p. 34. — AUBRY et RAU, I, p. 535.

ancien droit prévalut ; toutefois, il suffit de consulter l'article 25 du Code civil pour se convaincre que toutes les conséquences du principe posé par les orateurs du Conseil d'Etat ne furent pas admises : L'art. 25 s'exprimait en ces termes : « Par la mort civile, le condamné perd la propriété de tous les biens qu'il possédait : sa succession est ouverte au profit de ses héritiers, auxquels ses biens sont dévolus, de la même manière que s'il était mort naturellement et sans testament. Il ne peut plus ni recueillir aucune succession, ni transmettre à ce titre les biens qu'il a acquis par la suite. Il ne peut ni disposer de ses biens, en tout ou partie, soit par donation entre vifs, soit par testament, ni recevoir, à ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments. Il ne peut être nommé tuteur, ni concourir aux opérations relatives à la tutelle. Il ne peut être témoin dans un acte solennel ou authentique, ni être admis à porter témoignage en justice. Il ne peut procéder en justice, ni en défendant, ni en demandant, que sous le nom et par le ministère d'un curateur spécial, qui lui est nommé par le tribunal où l'action est portée. Il est incapable de contracter un mariage, qui produise aucun effet civil. Le mariage qu'il avait contracté précédemment, est dissous quant à tous ses effets civils. Son époux et ses héritiers peuvent exercer respectivement les droits et les actions auxquels sa mort naturelle donnerait ouverture » (1).

(1) La mort civile produisait encore d'autres effets énumérés dans les

Le mort civilement ne conservait donc que les droits indispensables au maintien de sa vie physique : droit de recevoir à titre gratuit pour cause d'aliments, droit de devenir propriétaire ou créancier en vertu de contrats à titre onéreux, droit de consentir ou de stipuler une hypothèque, d'ester en justice par le ministère d'un curateur..... Ces divers droits, dont certains lui étaient plus ou moins contestés, lui étaient reconnus d'ailleurs, non seulement quand il avait obtenu sa grâce ou prescrit sa peine, mais aussi lorsqu'il la subissait, en tant du moins qu'ils étaient compatibles avec le mode d'exécution de celle-ci (1).

Nous n'insisterons pas davantage sur la mort civile heureusement disparue de nos lois, depuis les lois du 8 juin 1850 et surtout du 31 mai 1854.

Depuis longtemps déjà la mort civile avait été abolie par les différents Codes qui l'avaient admise à l'exemple du Droit français : Ainsi la Belgique raya cette peine en 1831.

Une seule législation paraît l'avoir conservée : c'est la Russie.

Le Code pénal russe admet un très grand nombre de peines, que l'on peut classer en peines capitales et

articles 617, 744, 1441, 1442, 1462, 1465, 1939 et 2003. On ne doit donc pas considérer comme limitative l'énumération donnée par l'art. 25 (V. AUBRY et RAU, I, p. 537, n. 1). Les droits politiques étaient évidemment enlevés au mort civilement, puisque la dégradation civique en privait les condamnés qui avaient conservé la vie civile.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE, *op. cit.*, n° 745. — AUBRY et RAU, I, p. 539 et 540.

de correction ; celles-ci entraînent des privations de droits plus ou moins considérables. On distingue trois degrés : 1) la privation de quelques droits ou privilèges (incapacité de remplir les fonctions publiques, d'être électeur ou éligible) ; 2) la privation des privilèges attachés à la condition et de toutes distinctions (par exemple : la noblesse, les titres honorifiques, le droit d'être commerçant et aussi d'être chargé de fonctions entraînant la confiance publique, telles que celles de juge arbitre, tuteur, avocat, témoin en matière civile, etc...) ; 3) enfin la privation de tous les droits civils : cette dernière déchéance est la conséquence des condamnations à une peine capitale : la mort, la déportation en Sibérie avec travaux forcés rigoureux sans terme au temporaire (Katorga), la déportation avec résidence perpétuelle en Sibérie.

Les conséquences rigoureuses qu'entraîne la privation des droits civils peuvent faire comparer cette peine à la mort civile : les effets de cette déchéance sont les suivants en outre de ceux déjà énumérés et qui concernent les peines privatives de droits des deux premiers degrés : les héritiers du condamné entrent en possession de ses biens, comme en cas de mort ; le condamné ne peut pas lui-même être héritier et il est représenté par ses héritiers dans les successions lui échéant ; enfin le mariage est rompu sur la demande du conjoint ainsi que la puissance paternelle. Le condamné est également privé des droits de propriété.

Cependant l'ordonnance sur la déportation permet à celui-ci de posséder des meubles et même des immeubles sous certaines conditions (1).

Au cours de l'étude que nous venons d'achever concernant la mort civile, il nous a été donné de signaler les critiques nombreuses auxquelles donna lieu son admission dans notre Code civil. Jusqu'au jour de son abolition, la mort civile souleva de violentes protestations. Celles-ci portaient particulièrement sur deux points : d'une part on attaquait le procédé juridique employé par le législateur ; d'autre part et surtout, on s'en prenait aux conséquences inhumaines de la mort civile.

Sous ce titre : *Observations sur la proposition d'abolir la mort civile*, Molinier publiait en 1850 (2) une savante étude, dans laquelle il adressait de très justes critiques à l'institution, dont il réclamait, après bien d'autres, la suppression : « Toute fiction, disait-il, doit reposer sur un état de choses qui n'ait rien de contraire à la nature et dont on puisse induire des conséquences logiques qui ne blessent ni l'équité, ni la raison. On conçoit qu'on puisse supposer qu'un individu soit mort, mais on ne comprend pas qu'on puisse le supposer à la fois mort et vivant... Au reste toute fiction

(1) R. DE LA GRASSERIE, *Bull. de la Soc. de législation comparée*, 1896. — D. FRANZ VON LISZT, *Droit criminel des États européens*, Russie, p. 542. — *Revue Fœlix*, 1846, p. 266. — Le projet de Code pénal russe a supprimé cette peine, remplacée par une autre analogue à notre dégradation civique.

(2) *Revue Fœlix*, 1850, p. 370.

n'offre qu'un anachronisme dans la législation d'un peuple qui se donne à lui-même son droit et qui peut le modifier pour le tenir en rapport avec ses idées et ses besoins ». Ce qui se comprenait à Rome ne s'explique pas pour la France. « Pourquoi recourir à une supposition, lorsqu'il est facile de consacrer les incapacités qui doivent être la conséquence d'une condamnation pénale, en les énumérant et en les déduisant de la nature spéciale de chaque ordre de peine ? »

Ce qui rendait particulièrement inadmissible la mort civile, c'étaient surtout ses conséquences profondément immorales, et Cauvet (1) lui reprochait particulièrement de priver, la plupart du temps sans raison, le condamné, de ces droits qui sont nécessaires et, pour ainsi dire naturels, à l'homme : tels le mariage, la puissance paternelle, les successions en ligne directe, la propriété... Quoi de plus immoral que cette dissolution du mariage, dont les conséquences étaient de transformer le dévouement conjugal en concubinage. Justinien, dans la Nouvelle 22, justifiait la suppression de la servitude de la peine par cette raison notamment qu'elle portait atteinte au mariage. Et l'art. 25 ne craignait pas de faire revivre cette déchéance barbare, cela malgré les protestations du premier consul qui disait dans l'une des séances du Conseil d'Etat : « Faut-il étendre la peine jusqu'à la femme et l'arra-

(1) *Revue de législation et de jurisprudence*, 1849, p. 372.

cher avec violence à une union qui identifie son existence et celle de son époux ? Elle vous dirait : mieux valait lui ôter la vie, du moins me serait-il permis de chérir sa mémoire. Mais vous voulez qu'il vive et vous ne voulez pas que je le console ! » Et, en 1829, Rossi s'élevait à son tour contre cette peine « qui frappe directement et essentiellement les non coupables, qui attache à une fiction les conséquences les plus déplorables et par laquelle on décide qu'a cessé d'être père, fils, mari, parent, celui qui, en dépit de toutes les aberrations humaines n'en est pas moins père, fils, mari, parent, ayant comme tel des biens naturels, des devoirs et des droits qu'aucune puissance ne saurait détruire et légitimement paralyser » (1).

Enfin on pouvait encore reprocher à la mort civile de faire profiter la famille, pour ainsi dire, du crime de son parent, dont elle recueillait les biens et de rétablir la confiscation sous la forme de ce droit de déshérence reconnu à l'Etat, à l'encontre des biens postérieurement acquis par le mort civilement.

§ II. — Déchéances et incapacités qui remplacent depuis 1854 la mort civile.

En présence des critiques de plus en plus unanimes dirigées contre la mort civile, on aurait pu croire que cette peine, si universellement blâmée et qui voyait chaque jour diminuer le nombre de ses défenseurs,

(1) ROSSI, *Traité du droit pénal*, III, p. 206.

disparaîtrait rapidement de notre Code civil. Il n'en fut rien, car un demi-siècle devait encore s'écouler avant que cette institution ne fût abolie.

Et pourtant l'opinion publique réclamait chaque jour davantage la suppression de cette peine ; dans les publications des jurisconsultes, au sein des assemblées législatives, on ne se contentait pas d'attaques violentes contre la mort civile, on préparait sa disparition en cherchant à lui substituer un système de déchéance plus en harmonie avec l'esprit de notre législation.

Sauf quelques rares exceptions, on croyait à la nécessité d'établir une distinction entre les condamnés criminels, et les déchéances ou incapacités telles que la dégradation civique et l'interdiction légale déjà si dures pour les condamnés à des peines criminelles temporaires n'apparaissaient pas suffisantes pour frapper les condamnés à des châtimens perpétuels. Peut-être aussi les jurisconsultes qui furent les précurseurs ou ceux qui élaborèrent la loi de 1854 n'osaient-ils pas réaliser une réforme aussi catégorique que de supprimer sans la remplacer la mort civile ; et c'est probablement parce que le souvenir de cette pénalité les hantait et que, d'autre part, ils avaient à se faire accepter par ceux qui pouvaient encore compter parmi les défenseurs de la mort civile, que les incapacités édictées par la loi de 1854 ont été comme un maintien partiel de cette peine.

En 1832, lors de la réforme de notre Code pénal,

l'abolition de la mort civile était d'autant plus désirée, qu'une loi du 11 février 1831 venait de supprimer cette peine en Belgique.

M. Barthe, garde des sceaux, promit de faire préparer un projet de loi sur ce point ; mais, comme il ne se pressait pas de s'exécuter, deux députés, MM. Devaux et Taillandier, présentèrent à la Chambre des députés un projet de loi qui substituait à la mort civile la dégradation civique, l'interdiction légale et l'incapacité pour le condamné de recevoir par donation ou par testament, si ce n'est pour cause d'aliments ou dans les cas prévus par les articles 1075 et 1076.

Nous nous bornons à indiquer, sans le discuter, ce projet qui ne fut du reste pas voté par la Chambre des députés, car il fut reproduit presque intégralement par la loi de 1854.

Tout autre fut le projet présenté, en 1849, à l'Assemblée législative, par M. Wallon ; il était ainsi conçu : Art. I : La mort civile est abolie. — Art. II : Les condamnés aux peines emportant mort civile seront privés de l'exercice des droits civils et assimilés, quant à la jouissance de ces droits, aux condamnés aux travaux forcés à temps et à la réclusion.

C'était assimiler les condamnés à des peines afflictives sans distinguer si celles-ci étaient perpétuelles ou temporaires. Ce projet fit l'objet, en 1851, d'un remarquable rapport de M. Demante, sur lequel nous aurons occasion de revenir.

Les événements politiques qui survinrent et la dispersion de l'Assemblée législative ne permirent pas l'accomplissement de la réforme proposée par M. Wallon. Cependant la loi du 8 juin 1850, porta à la mort civile une première atteinte, en décidant que la déportation réorganisée, emporterait seulement la dégradation civique et l'interdiction légale ; l'art. 3 de cette loi n'établissait cette dernière incapacité que provisoirement « tant qu'une loi nouvelle n'aurait pas statué sur les effets civils des peines perpétuelles ».

La loi nouvelle, ainsi annoncée, fut celle du 31 mai 1854 ; elle était ainsi conçue :

Article 1^{er}. — La mort civile est abolie.

Art. 2. — Les condamnations à des peines afflictives perpétuelles emportent la dégradation civique et l'interdiction légale établies par les articles 28, 29, 31 du Code pénal.

Art. 3. — Le condamné à une peine afflictive perpétuelle ne peut disposer de ses biens, en tout ou en partie, soit par donation entre vifs, soit par testament, ni recevoir à ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments. — Tout testament par lui fait antérieurement à sa condamnation contradictoire, devenue définitive, est nul. — Le présent article n'est appliqué au condamné par contumace que cinq années après l'exécution par effigie ».

L'ensemble de ces incapacités est encourue par les condamnés à une peine afflictive perpétuelle, c'est-à-

dire à la peine de mort, aux travaux forcés à perpétuité, à la déportation simple ou dans une enceinte fortifiée.

La dégradation civique et l'interdiction légale seront traitées à propos des peines afflictives temporaires ; la première de ces peines, rappelons-le, entraîne la privation perpétuelle de tous les droits politiques, d'un certain nombre de droits publics et de droits de famille énumérés dans l'article 34 du Code pénal ; quant à l'interdiction légale, elle consiste dans la privation de l'exercice des droits civils (art. 29, 30, 31 C. pénal).

Cette dernière disposition peut, à première vue, éveiller un doute dans l'esprit, au sujet de l'utilité de cette déchéance qui empêche le condamné de disposer de ses biens à titre gratuit. En effet, l'interdiction légale, en privant le coupable de ses droits civils, n'arrive-t-elle pas au même résultat ?

Il convient de faire tout d'abord remarquer que les déchéances édictées par l'article 3 de la loi de 1854 ne sont pas subordonnées à la durée de la peine, comme l'interdiction légale, et subsistent, au contraire, lorsque la peine est remise par la grâce ou effacée par la prescription (art. 633, C. Instr. crim.).

D'autre part, le condamné frappé d'interdiction légale sera, sans aucun doute, dans l'impossibilité de disposer à titre gratuit de ses biens, du moins si l'on admet qu'il ne peut faire d'actes de disposition, mais

son tuteur pourra faire une donation en son nom, après avis du conseil de famille, homologuée par le tribunal (art. 511, C. c.). L'art. 3 de la loi de 1854 vient aggraver sensiblement cette situation, car l'incapacité de disposer à titre gratuit porte non seulement sur l'exercice, mais encore sur la jouissance du droit.

Cela résulte d'abord de l'origine non douteuse du texte ; c'est la reproduction du § 3 de l'article 25. On trouve, aussi, dans le rapport de M. Riché, cette phrase caractéristique : « La défense de disposer n'aura d'application pratique bien complète que dans le cas où soit la grâce, soit la prescription aura fait tomber avec la peine l'interdiction légale ».

Donc aucune personne ne pourra, à quelque titre que ce soit, exercer pour le condamné ce droit de disposition à titre gratuit dont il est privé. Ainsi, M. Riché se trompait, lorsqu'il disait « qu'en ce qui concerne l'établissement des enfants des condamnés pendant l'interdiction, le conseil de famille aviserait aux termes de l'art. 511 du Code civil ».

Il serait à souhaiter qu'il en fût ainsi, car de toutes les conséquences de l'article 3, elle est à juste titre très blâmée et suffirait à elle seule à condamner cette disposition, celle là qui s'oppose à ce que les enfants puissent recevoir une dot ou un avancement d'hoirie.

La déchéance de l'article 3 rend donc impossible au condamné toute disposition soit par testament ou donation tant au profit du conjoint ou de ses enfants,

qu'au profit d'étrangers et par exemple le partage d'ascendant, la remise de dette à titre gratuit, une donation déguisée sous les apparences d'un contrat onéreux, le don manuel même lui sont interdits (1).

Cependant la disposition faite à titre d'aliments par le condamné au profit de personnes envers lesquelles il est tenu de la dette alimentaire serait valable dans la mesure de son obligation ; cette disposition peut n'être pas considérée comme une disposition à titre gratuit (2).

En tous cas, la loi de 1854 n'a pas d'effet rétroactif, sauf cependant à l'égard du testament ; il en résulte que les donations faites par le condamné antérieurement à la condamnation sont maintenues ; en effet, la donation entre vifs, aussitôt qu'elle est parfaite, confère un droit acquis au donataire, à la différence du testament qui ne donne qu'une simple espérance jusqu'au décès du testateur.

La même décision doit être admise en ce qui concerne les donations de biens à venir ou institutions contractuelles qui participent du caractère d'irrévocabilité des donations entre vifs (3).

Le condamné à une peine perpétuelle est aussi privé de la jouissance du droit de recevoir, à titre gratuit, soit par donation entre vifs, quelle qu'en soit la forme,

(1) AUBRY ET RAU, I, p. 545, n. 2 bis.

(2) AUBRY ET RAU, I, p. 545, n. 3. — DALLOZ, *Suppl. Droits civils*, n° 357. — *Contra Pandectes françaises, Donat. et Test.*, n° 886.

(3) BAUDRY-LACANTINERIE ET HOUQUES-FOURCADE, n° 756.

soit par testament. Ici, comme pour l'incapacité de disposer, il n'y a pas rétroactivité et toutes dispositions à titre gratuit faites en faveur du condamné et devenues parfaites avant qu'il n'ait été atteint de la déchéance, sont maintenues ; c'est ainsi, par exemple, que postérieurement à sa condamnation, le donataire pourra recueillir le bénéfice d'une institution contractuelle antérieure ; en effet, il y avait droit acquis pour le condamné, alors qu'il était pleinement capable et en recueillant l'institution, il ne fait pas une acquisition nouvelle.

En vertu des articles 1076 et 1078 du C. civ., le père ne peut procéder à un partage d'ascendant entre ses enfants, si l'un d'eux a été frappé de la déchéance du droit de recevoir (1).

Cependant le condamné peut recevoir pour cause d'aliments, soit par donation, soit par testament ; cette exception ne recevra guère d'application que lorsque le coupable aura obtenu sa grâce ou prescrit sa peine.

Quant à la fixation du point de départ des incapacités édictées par la loi de 1854, il y a lieu de distinguer entre les condamnations contradictoires et les condamnations par contumace.

Dans le premier cas, elles sont encourues à compter du jour où la condamnation est devenue définitive soit par l'expiration du délai du pourvoi en cassation, soit

(1) V. sur ce point les explications données par M. Riché dans son rapport.

par le rejet de ce pourvoi. L'article 2 de la loi de 1854, en prononçant la dégradation civique et l'interdiction légale contre les condamnés à une peine criminelle perpétuelle, renvoie aux articles 28, 29, 31, qui établissent ces deux peines à l'encontre des condamnés criminels dont le châtiment n'est que temporaire. Le point de départ de ces incapacités est donc le même dans les deux cas, c'est-à-dire le jour où la condamnation est devenue irrévocable. Une solution identique doit être admise pour l'incapacité de disposer et de recevoir et la nullité du testament : le § 2 de l'article 3 de la loi de 1854 ne laisse aucun doute à cet égard en décidant ceci : « Tout testament fait par le condamné antérieurement à sa condamnation contradictoire devenue définitive, est nul ».

Quant aux condamnations par contumace : d'une part, la dégradation civique est encourue du jour de l'exécution par effigie (art. 2 loi 1854, art. 28 C. p., art. 472 C. i. c.). L'interdiction légale, nous le verrons ne saurait, à notre avis, résulter d'une condamnation par contumace. Enfin une disposition spéciale de l'article 3 § 3 de la loi de 1854 n'applique au contumax l'incapacité de disposer et de recevoir et la nullité du testament antérieur que cinq ans après l'exécution par effigie. Pendant ce délai de cinq ans, le contumax peut donc faire des dispositions entre vifs et testamentaires valables et recevoir celles qui sont faites à son profit ; s'il meurt ou purge sa contumace pendant ce délai, il

n'aura jamais été frappé d'aucune des déchéances de la loi de 1854. Nous verrons plus loin le sort du contumax, qui ne se représente qu'après le délai de cinq ans et qui est acquitté, absous ou condamné seulement à une peine temporaire. En tous cas, le condamné qui meurt sans avoir purgé sa contumace et après les cinq ans, se trouve depuis l'expiration de ce délai, dans la même situation que s'il avait encouru une condamnation contradictoire.

Telles sont exposées brièvement les conséquences des déchéances édictées par la loi du 31 mai 1854, que nous devons maintenant apprécier.

Lorsque la question d'abolition de la mort civile se posait, les législateurs et les jurisconsultes, en même temps qu'ils réclamaient la suppression de cette institution, s'efforçaient de rechercher le meilleur système de déchéances qu'il conviendrait de lui substituer.

Et, tout d'abord, il paraissait naturel d'étendre aux condamnés à des peines afflictives perpétuelles les déchéances et incapacités, que l'on trouvait organisées par le Code pénal, à l'encontre des condamnés à des peines afflictives temporaires. La dégradation civique, avec son caractère de perpétuité, était tout indiquée. L'admission de l'interdiction légale soulevait plus de difficultés.

Des critiques furent adressées à cette peine, surtout lorsqu'en 1834 le projet de MM. Taillandier et Devaux fut discuté à la Chambre des députés : On reprochait

à l'interdiction légale d'établir un état de chose plus sévère en fait que le système du Code civil, en soumettant le condamné à un état d'interdiction légale qui ne lui permettrait pas de contracter et en confiant l'administration de ses biens à un tuteur qui serait comptable de la totalité des fruits et qui ne pourrait faire parvenir à l'interdit aucune partie de ses revenus ; les enfants du mort civilement, au contraire, avaient la possibilité de lui faire passer des secours. On disait encore que la femme et les enfants du condamné allaient tomber sous la dépendance du tuteur qui, ne pouvant ni disposer des revenus, ni vendre, ni faire aucune grande réparation utile, les laisserait, pendant toute la vie du condamné, dans un état de gêne. Les biens de l'interdit étaient aussi frappés d'une sorte de mainmorte (1).

M. Demante, dans le rapport qu'il présenta à l'Assemblée législative en 1851 à propos du projet Wallon, s'efforça de justifier l'interdiction légale : Répondant à ceux qui reprochaient à cette peine d'être perpétuelle, il citait cet exemple : « En cas d'interdiction judiciaire, quand on la prononce pour une maladie mentale incurable : dira-t-on que la guérison est toujours possible dans les cas mêmes où il est moins permis de l'espérer ? Mais n'est-il pas vrai aussi que la peine prononcée à perpétuité peut accidentellement

(1) Séances des 20 et 21 février 1834. Discours de M. Renouard,

cesser pendant la vie du condamné par grâce ou par prescription » ? D'ailleurs, la plupart des inconvénients signalés se produisent également et sont à peu près identiques surtout lorsque l'interdiction légale s'applique à des peines temporaires de longue durée ; aussi, nous réservons-nous de traiter plus complètement cette question, en étudiant l'interdiction légale.

Plusieurs jurisconsultes proposaient de substituer à cette dernière peine, l'envoi en possession accordé aux héritiers du condamné (s'ils sont ses proches parents) à l'instar de ce qui est réglé pour l'absence (1). M. Riché estimait « que ce système peu rationnel, lorsqu'il ne s'élève aucune présomption de décès, entraverait plus qu'une tutelle la circulation des biens, obligerait les héritiers à donner caution, amènerait les inconvénients d'un partage non irrévocable, avant que le condamné ne fût mort ».

La dégradation civique et l'interdiction légale furent admises ; en étudiant dans le chapitre suivant ces deux pénalités, nous examinerons s'il convient d'admettre sans aucune restriction le système consacré par le Code pénal.

Une question restait à résoudre : elle était très diversement appréciée : la dégradation civique et l'interdiction légale formaient-elles un système de

(1) M. MILLET, V. rapport de M. RICHÉ ; SIREY, p. 103. — CAUVET, *Revue de législation et de jurisprudence*, 1849, p. 372. — MOLINIER, *Revue Fœlix*, 1850, p. 370 et 480.

déchéances et d'incapacités assez graves pour frapper d'une façon suffisante les condamnés à des peines afflictives perpétuelles ? Ne convenait-il pas de faire une distinction, que semblait inspirer la plus simple notion de justice, entre ces derniers et les condamnés à des peines afflictives temporaires ?

Deux opinions s'affirmèrent tour à tour en sens contraire : le projet présenté par MM. Devaux et Taillandier édictait contre le condamné à une peine perpétuelle, en outre de la dégradation civique et de l'interdiction légale, l'incapacité de recevoir par donation ou par testament. — Au contraire, le projet présenté, en 1849, par M. Wallon ne faisait aucune distinction au point de vue des déchéances qui devaient les atteindre, entre tous les condamnés à des peines afflictives, et la loi du 8 juin 1850 n'établissait à l'encontre des déportés que la dégradation civique et l'interdiction légale.

Les raisons invoquées en faveur de cette seconde opinion avaient été exposées en 1851, dans le rapport présenté par M. Demante (1), à propos du projet Wallon. Le rapporteur se posait cette question : « Faut-il organiser, sous une dénomination nouvelle, un état spécial pour les condamnés à des peines afflictives perpétuelles ? Cette organisation serait pleine de difficultés. Il faudrait d'abord s'entendre sur les effets

(1) HUBERT, *op. cit.*, p. 448 et s.

qu'on voudrait attacher à ce nouvel état de choses sans précédent législatif, sans dénomination dans la science. Et si à grand peine on parvenait à le définir et à le dénommer, n'y aurait-il pas encore grand danger à introduire ainsi dans l'édifice si régulier de nos lois comme une pièce de rapport qui en romprait l'harmonie, bien autrement qu'une simple suppression ? »

M. Demante estimait que la dégradation civique et l'interdiction légale présentaient un état pénal tout organisé et dont les garanties étaient suffisantes à la société : « Il est suffisamment sévère, car il comprend toutes les rigueurs conciliables avec la morale et avec le caractère de pure personnalité que la justice et l'humanité attribuent essentiellement aux peines ».

Ces raisons ne parurent par suffisamment probantes aux rédacteurs de la loi de 1834 et pour des motifs que nous avons cherché à élucider au début de ce chapitre, ils crurent à la nécessité d'une combinaison de déchéances destinées à rendre plus pénible la situation des condamnés à une peine afflictive perpétuelle.

Or, d'après l'exposé des motifs de la loi du 31 mai (1), trois thèses pouvaient servir de base au système pénitentiaire cherché. Il fallait admettre l'une de ces trois déchéances : celle de l'autorité maritale, celle de la puissance paternelle ou bien l'interdiction de donner

(1) SIREY, *Lois annotées*, 34, p. 101.

ou de recevoir. L'exposé des motifs repoussait les deux premières thèses ; il semblait difficile d'organiser les déchéances qu'elles prévoient et de plus, celles-ci aboutissaient à des conséquences inadmissibles, notamment à celle-ci d'empêcher le condamné à une peine perpétuelle et qui viendrait à être grâcié, de pouvoir contracter mariage ; d'autre part, à qui devrait-on confier les importantes attributions enlevées au condamné ?

« Au contraire, l'interdiction du droit de disposer ou de recevoir à titre gratuit est bien certainement un de ces droits dont la société peut dépouiller, sans injustice et sans cruauté, celui qui l'a offensée par un crime infâme. Le testament, cet acte d'une volonté suprême, qui substitue ses prescriptions aux lois de l'Etat, peut-il être imprudemment abandonné aux inspirations du crime ? La faculté de recevoir ne pouvait-elle pas elle-même devenir un bénéfice d'infamie ou favoriser d'audacieuses et mensongères protestations contre l'autorité de la chose jugée ? » (1)

Les incapacités édictées par la loi de 1854, nous avons déjà eu l'occasion de le démontrer, ont été conservées de la mort civile ; l'art. 3 de la loi du 31 mai reproduit à peu près textuellement le § 3 de l'article 25 ancien du C. c. Les critiques, jadis adressées à cette conséquence de la mort civile, demeurent donc entières.

(1) SIREY, *Exposé des motifs*, p. 401 et 402.

D'une manière générale, on peut dire que le droit de recevoir et de disposer à titre gratuit a toujours été considéré comme étant un droit naturel, un de ces droits dont l'exercice peut être momentanément enlevé à l'homme, mais dont on ne saurait le priver d'une manière absolue ; on pouvait sans doute retirer au condamné les garanties dont la loi entoure les donations ou les testaments pour en assurer l'efficacité, mais enlever à l'homme la jouissance même du droit de recevoir et de disposer (nous avons, en effet, admis avec la majorité des auteurs, que le don manuel lui-même, lui était défendu), ce n'est plus évidemment, comme sous l'empire de la mort civile, en faire suivant l'énergique expression de M. Cauvet « un cadavre vivant » c'est du moins outrepasser le droit de punir un homme, à qui on laisse la vie et sans grand profit réel, nous le verrons.

L'incapacité du droit de disposer pouvait se comprendre sous l'empire de la mort civile, alors que le condamné perdait la propriété de tous les biens qu'il possédait au jour de sa peine et que ceux acquis par lui, depuis la mort civile encourue, revenaient à l'Etat par droit de déshérence lors de sa mort naturelle (Art. 25 et 33 C. civ.).

Mais la loi de 1854 a jugé nécessaire, avec juste raison, de conserver à l'homme ce droit de propriété « qui n'est pas une création de la loi civile, mais qui émane de la liberté et du travail libre de

l'homme » (1). Ces biens, dont on conserve la propriété au condamné, il a pu paraître utile d'en empêcher la disposition entre vifs, pendant l'exécution de la peine, afin d'assurer toute efficacité au châtement.

Mais pourquoi refuser au coupable le droit de disposer de ses biens pour l'époque de sa mort ? Cet acte ne saurait avoir aucune répercussion nuisible à la répression. Et puisqu'on a estimé juste de respecter le droit de propriété du condamné, puisqu'on a jugé bon de ne pas porter atteinte à ses biens, « ne devait-on pas, par une conséquence qu'imposait la logique juridique, lui laisser le droit d'en régler la transmission pour l'époque de sa mort ?... » Ce droit n'apparaît pas comme une création de la loi civile, pas plus que le droit de propriété, dont il n'est qu'une extension et auquel il donne pour ainsi dire toute sa valeur (2). En effet, dit M. Demolombe (3), la propriété ne serait pas du tout, si elle n'était pas perpétuelle. Or, qu'est-ce que cette perpétuité, sinon le droit de transmettre après nous, la chose qui nous appartient.

Quant à l'incapacité de recevoir, elle a pu sembler nécessaire pendant l'exécution de la peine, ainsi que l'incapacité de disposer entre vifs ; mais alors l'interdiction légale, dont est frappé le condamné tandis qu'il subit sa peine, produit ce double résultat et rend

(1) MOLINIER et VIDAL, *Traité théorique et pratique de droit pénal*, I, p. 386.

(2) MOLINIER et VIDAL, p. 388 et 389.

(3) *Traité des donations entre vifs et des testaments*, t. VI, p. 5.

inutile, en fait, l'application des déchéances édictées par la loi de 1854.

Supposons alors que le condamné soit grâcié ou vienne à prescrire sa peine ; il continue à être frappé de la dégradation civique, mais la libre administration de sa fortune lui est rendue et on l'empêche de recevoir la donation d'un conjoint ou d'un ascendant ! (1). De plus, on va permettre au condamné de recevoir les successions qui lui seraient dévolues *ab intestat*, parce que l'en empêcher serait souvent nuire à ses enfants ; n'est-il pas inconséquent de lui refuser le bénéfice de donations ou testaments qui ont avec les successions une affinité étroite ?

Parmi les justifications données par les législateurs de la loi de 1854, à l'appui des déchéances qu'ils édictaient, il en est une qui doit certainement être écartée ; en effet, pour assurer entre les détenus l'égalité dans le châtimement, il suffit, nous l'avons vu, de leur appliquer l'interdiction légale : l'incapacité de disposer et de recevoir, envisagée sous cet aspect, ne saurait en rien aggraver la situation des condamnés.

On trouve dans le rapport de M. Riché, cette autre idée : « N'a-t-on pas d'ailleurs à redouter, dit le rapporteur, que les dispositions faites à titre gratuit par le condamné ne soient inspirées par des passions mauvaises et que la crainte d'une vengeance testamen-

(1) HUMBERT, *op. cit.*, p. 498.

taire ne paralyse le témoignage d'héritiers présomptifs ».

L'abus signalé par le législateur est-il vraiment tant à craindre et d'ailleurs ne pourrait-il pas être redouté de tous les condamnés, même de ceux qui n'encourraient qu'une peine minimale ? Comme le fait remarquer M. Humbert : « Les héritiers ont la réserve qui leur assure leur part de la succession et il est peu probable que les condamnés abuseront si souvent du testament dans un but coupable pour justifier la suppression absolue d'un droit aussi sacré ».

M. Riché dit aussi : « Qu'on laisse le condamné apte à recevoir les successions que la loi lui défère, cela est raisonnable dans l'intérêt de ses enfants ; mais faut-il l'admettre à recueillir le fruit de libéralités capricieuses ou immorales, le fruit d'un crime peut-être ou des dons qui viendraient protester contre l'arrêt ».

Ici, encore, il convient d'observer que l'incapacité de recevoir ne se justifie pas employée à l'égard du condamné à une peine perpétuelle plutôt qu'à l'encontre de tout autre coupable. Et puis, de semblables libéralités se produiront-elles fréquemment ? En tous cas, l'interdiction légale mettrait, de toutes façons, le détenu dans l'impossibilité d'en profiter.

Il paraît bien que les rédacteurs de la loi de 1854 ne s'étaient pas mépris sur le pouvoir des incapacités édictées au point de vue de l'exemplarité qu'on devait

en attendre : « Elles sont moins, disait le rapporteur, un service rendu à l'exemplarité des châtiments, qu'un hommage réclamé par la dignité même des droits dont un condamné doit être destitué ».

Il est, enfin, une dernière observation à faire : On peut supposer que le condamné, au lieu d'employer à satisfaire de mauvais desseins, la faculté de disposer, dont la jouissance lui a été laissée, se serve de ce moyen et surtout du droit qu'il a de tester pour réparer, autant que la chose sera possible, le mal qu'il a causé ; pourquoi ne pas laisser au condamné qui viendrait à s'amender cette très louable satisfaction ?

Sans doute les rigoureuses dispositions édictées par la loi du 31 mai 1854 sont susceptibles d'être adoucies et même effacées. L'article 4 est ainsi conçu : « Le Gouvernement peut relever le condamné à une peine afflictive perpétuelle de tout ou partie des incapacités prononcées par l'article précédent ». Néanmoins, malgré ce tempérament apporté à la sévérité des déchéances prévues par l'article 3 de la loi de 1854, celles-ci ne sauraient être admises. D'abord, il n'y a aucune nécessité de faire une distinction entre les condamnés criminels à des peines perpétuelles et ceux qui n'encourent que des châtiments temporaires, au point de vue des incapacités qui doivent les atteindre. En fait, pour les condamnés de la première catégorie, les incapacités seront toujours plus rigoureuses, puisqu'elles les frapperont à perpétuité, tandis qu'elles pour-

ront n'être que temporaires pour les autres condamnés. Et puis, alors même que cette distinction de fait n'existerait pas, il n'y aurait pas là une injustice, car la privation d'un droit doit être appliquée à un individu moins en raison de la gravité de sa peine qu'en considération de la nature de l'infraction qu'il a commise. Un seul motif pourrait justifier l'application à un condamné des déchéances spéciales de la loi de 1854. Il faudrait démontrer qu'elles sont nécessaires pour assurer à la peine principale toute sa sévérité, qu'elles ont pour but de maintenir entre tous l'égalité dans le châtiment, en mettant obstacle aux adoucissements que pourraient se procurer ceux que la fortune a favorisés. Mais nous avons démontré que, considérées sous cet aspect, elles font double emploi avec l'interdiction légale. En tout cas, cette dernière peine n'existerait-elle pas, que la loi de 1854 serait trop sévère pour être susceptible de remplir le rôle qu'on pourrait lui attribuer; car elle enlève la jouissance de droits à un condamné, qu'il suffirait seulement de priver de l'exercice de ces mêmes droits.

Il est regrettable que l'art. 53 du projet de Code pénal français ait cru devoir reproduire en partie les déchéances dont nous nous occupons. Il est conçu en ces termes : « Quiconque aura été condamné par un arrêt définitif à la peine de mort ou de l'emprisonnement perpétuel ne pourra disposer de ses biens par testament.

« Tout testament par lui fait antérieurement à sa condamnation est nul ».

L'article 33 du C. p. italien s'exprime également dans ce sens : « La condamnation à l'ergastolo prive le condamné de la puissance paternelle, de l'autorité maritale, de la capacité de tester et rend nul le testament fait avant la condamnation » (1).

Sauf ces deux exceptions et sous réserve des observations faites à propos de la mort civile sur le Code pénal russe, on ne relève pas dans les Codes les plus récents des dispositions semblables à celles que nous venons d'étudier.

(1) Cette disposition ne fut pas admise sans difficultés (Cons. LACOUR, *Code pénal italien*, note sous l'art. 33, p. 28, 29, 30).

CHAPITRE IV

DÉCHÉANCES ET INCAPACITÉS PÉNALES RÉSULTANT DE CONDAMNATIONS A DES PEINES CRIMINELLES TEMPORAIRES

§ 1. — Dégradation civique.

La dégradation civique est une peine criminelle et infamante, qui entraîne la privation de tous les droits politiques, d'un certain nombre de droits publics, civiques et de famille.

Cette institution fut introduite dans notre législation par le Code pénal de 1791 ; l'article 31 de ce Code prescrivait pour l'exécution de la dégradation civique, du moins lorsqu'elle était prononcée comme peine principale, certaines formes solennelles ; ainsi le condamné était conduit sur la place publique et là, le greffier lui adressait les paroles suivantes : « Votre pays vous a trouvé convaincu d'une action infâme ; la loi et le tribunal vous dégradent de votre qualité de citoyen français ». Le condamné était ensuite mis au carcan et y restait deux heures.

Maintenue par l'art. 602 du Code de Brumaire, an iv, la dégradation civique, malgré certaines oppositions qu'elle souleva au sein du Conseil d'Etat

(séance du 8 octobre 1808), fut inscrite cependant dans le Code pénal de 1810 ; en 1832, cette peine fut même aggravée et reçut des applications nouvelles.

L'article 34 du Code pénal énumère les déchéances qui constituent la dégradation civique ; elles consistent :

1) Dans la destitution et l'exclusion des condamnés de toutes fonctions, emplois ou offices publics.

2) Dans la privation du droit de vote, d'élection, d'éligibilité et en général de tous les droits civiques et politiques et du droit de porter aucune décoration.

3) Dans l'incapacité d'être juré-expert, d'être employé comme témoin dans les actes et de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements.

4) Dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille, et d'être tuteur, curateur, subrogé-tuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille.

5) Dans la privation du droit de port d'armes, du droit de faire partie de la garde nationale, de servir dans les armées françaises, de tenir école ou d'enseigner et d'être employé dans aucun établissement d'instruction à titre de professeur, maître ou surveillant.

Il est à remarquer que ce n'est pas seulement l'exercice, mais encore la jouissance des droits qui est retirée au dégradé civique ; du reste, tous les droits

énumérés par l'article 34, sauf ceux de famille, ne sauraient être exercés, à défaut du condamné, par un représentant légal.

Le Code pénal admet la dégradation civique tantôt comme une peine principale, tantôt comme une peine accessoire.

Dans le premier cas, elle est réservée à la répression des crimes politiques les moins graves (art. 111, 114, 119, 121, 122, C. pénal, 2, loi du 8 déc. 1897) et de quelques crimes de droit commun qui sont : certains cas de forfaiture (art. 126, 127, 130, 167 et 183), de corruption de fonctionnaires (art. 177 et 179) ; les coups portés à un ministre d'un culte dans ses fonctions (art. 263).

Appliquée comme peine principale et unique, la dégradation civique suffisante dans certains cas et à l'égard de certains individus, a paru au législateur n'être, au contraire, parfois qu'une pénalité dérisoire ; aussi l'article 35 permet au juge d'y ajouter un emprisonnement dont le maximum est de 5 ans. Cet article, dans son alinéa 2, ajoute : « Si le coupable est un étranger ou un Français ayant perdu la qualité de citoyen, la peine de l'emprisonnement devra toujours être prononcée ».

Comme peine accessoire, la dégradation civique est attachée de plein droit : d'après l'article 28 du Code pénal, aux condamnations aux peines des travaux forcés à temps, de la détention, de la réclusion ou du

bannissement ; en vertu de la loi du 8 juin 1850, à la peine de la déportation, soit simple, soit dans une enceinte fortifiée ; enfin, du fait de la loi du 31 mai 1854, à la peine des travaux forcés à perpétuité ou à la peine de mort (1).

La dégradation civique résulte donc de toutes les peines afflictives et infamantes, ou même simplement infamantes, en un mot de toutes les peines criminelles, pourvu du moins qu'elles aient été prononcées par un tribunal français.

Le Code pénal de 1810 a fait disparaître tout l'appareil théâtral qui, sous l'empire du Code de 1791, accompagnait l'application de cette peine prononcée à titre principal. De même, la dégradation civique, peine accessoire, ne se manifeste pas non plus par quelque acte extérieur : elle existe de plein droit en ce sens que, dès l'instant où les tribunaux ont prononcé une condamnation à une peine criminelle, elle est encourue sans qu'il soit besoin pour les juges d'en faire mention dans leur sentence et sans qu'il soit en leur pouvoir d'en dispenser le condamné. Aussi dit-on de la dégradation civique qu'elle est une peine accessoire et non complémentaire.

Elle est de plus indéfinie : la dégradation civique établit pour celui qui en est frappé, un état personnel

(1) La dégradation civique prononcée contre un condamné à la peine de mort ne présentera d'utilité que dans le cas où la condamnation viendrait à n'être point exécutée : par exemple, s'il y a évasion, contumace ou prescription.

qui suit la peine principale après son expiration ou sa prescription et dont il n'est pas permis aux cours d'assises de limiter la durée.

Il est enfin défendu aux juges de scinder l'ensemble des déchéances édictées par l'art. 34 : la dégradation civique est en effet indivisible.

Si rapide qu'il ait été, l'exposé qui vient d'être fait de la dégradation civique est suffisant pour nous permettre maintenant d'aborder la critique de cette peine, dont il nous sera donné, du reste, d'étudier par la suite les conséquences d'une façon plus approfondie.

Ce qu'il convient de remarquer tout d'abord, c'est l'importance considérable que possède la dégradation civique en tant que peine privative de droits ; elle est la conséquence obligatoire de toutes les condamnations criminelles, elle fonctionne même comme peine principale et les déchéances qu'elle édicte embrassent un très grand nombre de droits de nature très diverse.

Quelques-unes des déchéances énumérées par l'article 34 ont fait l'objet de critiques ; non pas qu'on ait adressé à la dégradation civique le reproche mérité par la loi du 31 mai 1854, d'enlever au condamné certains droits dont la jouissance devrait toujours lui être conservée ; la plupart des observations qui ont été faites ont moins pour effet d'inculper la nature de la peine que l'application maladroite qui en a été faite.

La déchéance de tous les droits politiques est admise presque sans contestation ; elle est exigée dans l'intérêt

de la chose publique, car il ne serait ni prudent, ni digne d'abandonner une partie du pouvoir constituant, du pouvoir législatif ou du pouvoir judiciaire à des hommes qui se sont rendus coupables de certaines infractions graves. De plus, ainsi qu'il a été déjà constaté, « cette considération prend une valeur particulière chez les nations pour lesquelles la souveraineté populaire est la source de toute autorité et se retrouve à la base de tous les pouvoirs publics » (1).

La déchéance des droits politiques pourra trouver fréquemment son emploi, lorsqu'il s'agira de condamnés à des peines criminelles ; toutes les législations en ont reconnu la nécessité, dans ce cas, mais sous certaines réserves. L'art. 32 du projet du Code pénal français, énumérant les conséquences de l'interdiction des droits, reproduit dans son paragraphe 2 le paragraphe correspondant de l'art. 34 du Code pénal actuel.

La dégradation civique, outre les droits politiques proprement dits, enlève aussi au condamné quelques droits publics, civiques, civils ou de famille. A certains d'entre eux des critiques assez vives ont été adressées ; elles peuvent se résumer ainsi : en imposant à l'individu certaines déchéances, ce n'est pas en réalité l'exercice d'un droit qu'on lui enlève ; il est plus exact de dire qu'en réalité on lui interdit l'accomplissement de certaines obligations, de certains

(1) Réponse de la Société générale des prisons aux questions du programme du Congrès de Rome, 1^{re} question (*Bulletin de la Société générale des prisons*, 1883).

devoirs, on lui empêche de rendre certains services, ce qui aboutit, en définitive, à exonérer de charges le condamné qu'on cherchait à punir.

Cette critique a été adressée par Rossi (1) à la privation des droits de famille : telle l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille et d'être tuteur, curateur, subrogé-tuteur au conseil judiciaire, déchéances énumérées par le § 4 de l'article 34, et que toutes les législations ont reproduites.

L'observation ne saurait être admise toutes les fois que la privation de ce genre de droits se justifie par un motif de haute moralité ; mais si cette mesure a sa raison d'être à l'égard de la plupart des condamnés à des peines criminelles, il en est cependant envers lesquels elle ne s'impose nullement ; la dégradation civique, en ne permettant pas de faire un choix entre les uns et les autres, a pu mériter, en partie, le reproche adressé par Rossi. Toutefois, ce reproche perd beaucoup de sa valeur, par suite d'un notable tempérament apporté par le législateur à la rigueur du principe qu'il édicte : le condamné, en effet, peut être relevé des différentes déchéances énumérées par le § 4, lorsqu'il s'agit du moins de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille (2).

(1) III, p. 207.

(2) L'art. 32 du projet de Code pénal français exige des garanties nouvelles pour permettre au père condamné à une peine criminelle d'être soit tuteur, soit curateur de ses enfants ou de reprendre à leur égard l'exercice de la puissance paternelle : il faut en plus de l'avis du conseil de famille, celui de l'administration pénitentiaire, à la suite desquels intervient un jugement du tribunal.

Au contraire, la critique formulée par Rossi pouvait être beaucoup plus justement adressée à cette déchéance prévue par le § 5 de l'article 34, celle qui consistait dans la privation du droit de servir dans les armées françaises, avant la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

Sans doute le législateur du Code pénal, en édictant cette déchéance, avait été déterminé par une pensée très louable; il n'en est pas moins vrai que cette privation avait une fâcheuse conséquence.

L'aptitude au service militaire est évidemment un honneur et, pour certains condamnés, il peut être très sensible de se voir retirer la jouissance de ce droit; combien d'autres, cependant, y resteront absolument indifférents, ou plutôt se féliciteront d'avoir pu échapper à l'exonération d'une obligation dont ils n'envisagent que le côté gênant! Aussi l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889 a-t-il adopté une disposition fort heureuse qui, tout en excluant de l'armée les individus indignes d'en faire partie, n'a cependant entendu créer à leur profit aucune exonération. Il s'exprime ainsi : « Sont exclus de l'armée, mais mis, soit pour leur temps de service actif, soit en cas de mobilisation, à la disposition du ministre de la marine et des colonies, qui détermine par arrêtés les services auxquels ils peuvent être affectés : 1^o les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive et infamante ou à une peine infamante dans le cas prévu par l'article 177 du Code pénal ».

L'article 32 du projet de Code pénal français n'a pas reproduit la disposition prévue par le § 5 de l'art. 34 du C. pénal actuel, que la loi du 15 juillet 1889 a rendu à peu près inutile. Cependant beaucoup de législations font figurer l'incapacité de servir dans l'armée, au nombre des déchéances encourues par suite de l'application de la peine de privation ou d'interdiction des droits : art. 31, C. pénal allemand ; art. 28, § 2, C. pénal des Pays-Bas ; projet C. pénal Russe ; art. 25, § 2, C. pénal du canton de Vaud ; art. 39, § 5 du projet révisé du C. pénal du Japon.

Pour un motif à peu près identique à celui qui a justifié la critique adressée à la privation du droit de servir dans l'armée, on a reproché au législateur de faire figurer au nombre des conséquences de la dégradation civique, l'incapacité de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements (art. 34, C. pénal, § 3). « Le témoignage en justice n'est pas en principe l'exercice d'un droit, mais l'accomplissement de l'obligation qui pèse sur chacun de fournir son concours pour assurer l'action de la justice répressive et il n'y a aucun motif d'exonérer le dégradé de cette obligation : on s'expose à se priver des renseignements utiles qu'il peut donner (1) ». Il est vrai que les inconvénients signalés sont, en pratique, très amoindris par la faculté d'entendre le témoignage de ces individus à titre de simples rensei-

(1) GARRAUD, I, p. 543, n. 3.

gnements. Mais on fait remarquer que cette disposition aboutit à accorder au condamné le privilège d'échapper aux peines du faux témoignage, lorsqu'il sera convaincu d'altérer la vérité. L'incapacité édictée par le § 3 du Code pénal ne pouvait, dit-on, se comprendre que sous l'empire du système des preuves légales. Aujourd'hui, il n'en est plus de même ; la loi laisse aux jurés et aux juges toute latitude pour l'appréciation de la valeur des preuves produites par les débats : « Avec une telle théorie il y a à exiger de tous les témoins la promesse solennelle de dire la vérité, car toutes leurs déclarations peuvent fournir des éléments de conviction et il y a à les placer sous l'action de la crainte d'être punis pour faux témoignage, s'il se permettent de la déguiser » (1).

Cependant Carnot (2) estime au contraire, que les témoins déclarés incapables de déposer en justice ne devraient pas y être appelés même pour donner des renseignements.

Cette opinion est excessive, si l'on pense que le témoignage même d'un homme flétri par la justice peut être en certains cas le seul moyen d'arriver à la vérité. Après tout la seule raison de rejeter un témoignage est dans la crainte qu'inspire sa véracité. Mais si le condamné n'a pas d'intérêt à mentir, pourquoi

(1) MOLINIER et VIDAL, I, p. 370.

(2) *Commentaire sur le Code pénal*, art. 28, n° 5.

célèrait-il la vérité ? S'il ment, son mensonge sera, peut-être, un moyen d'arriver au vrai. (1)

L'art. 32 du projet du Code pénal français reproduit cependant dans son § 6 la disposition de l'article 34 (2). Mais les autres législations ne paraissent pas avoir adopté cette déchéance du droit de déposer en justice.

La nécessité de cette privation ne s'impose pas ou, du moins, on doit en faire un emploi très modéré ; on peut sans crainte laisser la plupart du temps aux juges et aux jurés le soin de se faire une conviction sur la valeur des témoignages apportés devant eux, puisque la loi ne leur défend pas de se renseigner sur tout ce qui leur permettra d'apprécier la crédibilité que méritent les dépositions des témoins.

On a aussi reproché à l'incapacité de déposer en justice, d'être nuisible aux intérêts des tiers : la critique est fondée certainement, nous avons pu le juger. Mais elle a été particulièrement adressée à certaines déchéances prévues par les §§ 1 et 3 de l'article 34.

Ainsi, en dépouillant le condamné de l'aptitude légale pour être expert ou témoin dans les actes, la dégradation civique frappe en réalité ceux qui auraient besoin de son assistance (3). A l'encontre des fonctions ou emplois publics, certains services civils ne

(1) CHAUVEAU et HÉLIE, I, p. 153 et 154.

(2) V. aussi le § 6 de l'art. 39 du projet de Code pénal pour l'Empire du Japon.

(3) GARRAUD, *Précis de droit criminel*, n° 248.

peuvent être souvent rendus que par un individu déterminé. Il est excessif, dès lors, que la loi vienne défendre d'employer soit comme expert, soit comme témoin instrumentaire, une personne sous prétexte qu'elle a commis une infraction sans doute grave, souvent, en tous cas, sans aucun rapport avec le service qu'on solliciterait d'elle.

L'incapacité d'être témoin instrumentaire (1), peut avoir une autre conséquence très fâcheuse. Supposons que parmi les témoins requis pour faire un testament devant notaire, il se découvre plus tard que l'un d'eux était frappé d'incapacité, le testament est annulé (2); ce testateur meurt intestat. Ce danger est tel que souvent les notaires conseillent à leurs clients de faire un testament olographe ou sous seing privé.

Toutes ces critiques adressées à certaines déchéances énumérées par l'article 34, sont en général assez justes, il faut bien le reconnaître. Mais doit-on en conclure à la suppression des déchéances dont les effets paraissent défectueux ? Toute peine présente un côté désavantageux ; mais avant d'en condamner l'application, il convient d'observer si les services qu'elle est appelée à rendre et qu'elle remplit en réa-

(1) Rappelons que la loi du 7 décembre 1897 a eu pour objet d'accorder aux femmes le droit d'être témoins dans les actes de l'état civil et les actes instrumentaires en général.

(2) « Toutefois un testament irrégulier à raison d'un défaut absolu de capacité dans l'un des témoins, doit être maintenu si, à l'époque de sa confection, une erreur générale et publique attribuait à ce témoin la qualité qui lui manquait en réalité » (AUBRY et RAU, VII, p. 120 et 121).

lité, ne viennent pas compenser ses déféctuosités. Or, en étudiant séparément chacune des incapacités édictées par l'article 34, sauf celle de servir dans l'armée, abstraction faite de la loi de 1889, il est indéniable que ces privations de droits peuvent être efficacement employées à l'égard de certains individus, en raison de l'infraction qu'ils ont commise. On peut espérer de leur emploi, méthodiquement réglé, tous les salutaires effets qu'une peine peut être appelée à rendre. Malheureusement, les déchéances dont l'ensemble forme la dégradation civique, ont été maladroitement appliquées par le législateur.

« Le système en vertu duquel toutes les condamnations en matière criminelle emportent la dégradation civique, cette peine accessoire et complexe, nous paraît contraire à la justice, dit M. Nypels (1). L'individu condamné à la réclusion pour avoir, dans un mouvement d'emportement, donné à une personne des coups, dont par malheur il est résulté une maladie grave, ne mérite pas de perdre ses droits politiques et civils. Si la privation du droit d'être électeur ou éligible et d'exercer les fonctions publiques peut être prononcée contre ceux qui se sont rendus coupables de certains attentats politiques, quelle raison y a-t-il de déclarer ces individus incapables d'être jurés, experts, témoins dans les actes, de déposer en justice

(1) *Législation criminelle de la Belgique ou Commentaire et complément du Code pénal belge*, Bruxelles, 1872, I, p. 71, n° 149.

sous la foi du serment, d'être tuteurs, subrogés-tuteurs ? On comprend que le fonctionnaire ou employé condamné à la réclusion ou à la détention ne puisse conserver les titres, fonctions et emplois dont il est revêtu ; mais la loi qui le déclarerait à jamais inhabile à remplir des fonctions ou emplois publics, lors même qu'il n'aurait été condamné qu'à quelques années de détention, serait marquée d'une sévérité excessive. Qu'une personne condamnée pour faux témoignage ne soit plus admise à être témoin dans les actes ou à déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ; qu'un condamné pour attentat à la pudeur ne puisse plus tenir école, rien de plus juste ; mais pourquoi le premier serait-il privé du droit d'obtenir un permis de port d'armes de chasse ? Pourquoi le second perdrait-il la capacité d'être expert ou témoin ? » (1)

Ces observations sont absolument justifiées. La dégradation civique est une peine infamante et c'est à juste titre qu'on a critiqué son caractère, dont les conséquences aboutissent à en faire une peine indivisible, accessoire et perpétuelle.

C'est une peine accessoire. Elle est donc encourue de plein droit, toutes les fois qu'une peine afflictive ou infamante vient à être prononcée contre une personne, sans qu'il soit possible de prendre en considé-

(1) Cp. Rossi, III, p. 209. — V. réponse de la Société générale des prisons aux questions du congrès de Rome (*Bulletin*, 1883. Réponse à la 1^{re} question).

ration la nature de l'infraction commise. Si encore le législateur, au lieu d'attacher la dégradation civique à certaines peines, en faisait le complément obligatoire d'infractions graves, on comprendrait à la rigueur le motif qui l'aurait déterminé à faire de la dégradation civique une peine accessoire et non complémentaire, c'est-à-dire une peine dont l'application ne serait pas laissée à l'appréciation du juge.

En présence d'un délit peu important commis par un individu, la déchéance d'un droit peut ou s'imposer ou, au contraire, paraître inutile. Il semble juste dans ce cas de permettre au juge de se prononcer sur l'opportunité de la peine de droits à appliquer. Mais s'il s'agit d'infractions présentant une certaine gravité, la déchéance d'un ou de plusieurs droits à l'égard du coupable s'imposera presque toujours : et dans ce cas, l'on peut admettre que le législateur, se faisant par avance l'interprète de la décision du juge, prononce lui-même une déchéance obligatoire, que le condamné encourrait de toute façon.

La dégradation civique pourrait donc avoir le caractère de peine accessoire sous certaines conditions ; il faudrait qu'elle fût attachée de plein droit non à certaines peines, mais à des infractions déterminées. Mais il serait, d'autre part, de toute nécessité qu'elle fût une peine divisible.

En résumé, les déchéances destinées à s'appliquer aux individus coupables de graves infractions, de celles

que nous rangeons en Droit français dans la catégorie des crimes, doivent être susceptibles de ne pouvoir être employées que suivant la gravité et la nature de l'infraction commise.

On peut hésiter entre plusieurs systèmes également admissibles, quant au mode d'application de ces différentes déchéances. Ou bien le législateur déterminera à propos de chaque infraction les droits dont la jouissance devra être enlevée au condamné — ou bien, après avoir, dans une disposition générale, donné l'énumération des déchéances qui pourront être prononcées contre les personnes coupables de graves infractions, le législateur laissera toute latitude au juge de prononcer ou non telles déchéances qu'il jugera convenables dans chaque cas particulier.

Plusieurs législations ou projets de Codes ont adopté ce dernier système, du moins lorsqu'il s'agit de crimes méritant des peines temporaires (1). Ainsi l'article 33 du projet du Code pénal français s'exprime ainsi : « Les tribunaux pourront interdire en tout ou en partie l'exercice des droits mentionnés dans chacun des paragraphes de l'article précédent (l'article 32 qui traite de la peine d'interdiction des droits) aux individus condamnés à cinq ans au moins d'emprisonnement ou

(1) L'art. 32 du projet de Code pénal français décide que tout condamné à l'emprisonnement perpétuel ou à la rélegation sera de plein droit privé de l'exercice de tous les droits civiques et de famille (V. art. 31 C. pénal belge).

de détention (1), et en outre dans les cas prévus par la loi » (2).

Cependant beaucoup d'autres Codes ont adopté le système de notre Code pénal et ont fait de l'interdiction des droits une peine à la fois indivisible et accessoire de toutes les peines criminelles, même temporaires (3).

Il nous reste à examiner le troisième caractère de la dégradation civique, qui est une peine perpétuelle.

On admet qu'il doit en être ainsi toutes les fois que la dégradation civique est prononcée accessoirement à une peine principale perpétuelle. Ce point est hors de doute.

La question n'est plus la même lorsque la peine principale est temporaire. Certains auteurs ont prétendu que, dans ce cas, les déchéances devraient être également prononcées à perpétuité, car il est inadmissible, dit-on, que certains individus coupables de graves infractions puissent, après quelques années, rentrer de plein droit dans la jouissance des droits qu'ils ont mérité de perdre. Il faut que ces individus se montrent dignes par leur conduite de rentrer dans la possession de leurs droits. La réhabilitation leur en fournira notamment le moyen.

(1) *Peines criminelles*, V. art. 2 du projet.

(2) En ce sens les art. 28, 29, 30, 31 du Code pénal des Pays-Bas; art. 32 du Code pénal allemand; art. 32 du Code pénal belge; art. 54 du Code pénal hongrois.

(3) V. les Codes pénaux d'Autriche, d'Italie, d'Espagne, de Russie, le projet de Code pénal russe, l'avant-projet de Code pénal suisse, les Codes pénaux des cantons de Vaud et Neuchâtel.

Nous savons que le Congrès de Rome se décida nettement dans un sens contraire. En effet, la privation des droits prononcée à perpétuité est, au moins en principe, une sévérité inutile. En décourageant et en dégradant l'individu, elle peut nuire sérieusement à son relèvement moral. En outre, pourquoi ne pas laisser au juge le soin d'apprécier la durée pour laquelle devra être prononcée la déchéance ? La criminalité de l'individu peut être plus ou moins accentuée ; puisqu'on admet que les peines principales, destinées à punir le coupable, sont susceptibles d'un maximum ou d'un minimum, pourquoi lorsqu'il s'agit de déchéances, ne pas permettre de frapper les délinquants suivant le degré de leur culpabilité ? Pourquoi forcer, dans tous les cas, un condamné, désireux de rentrer dans la possession de ses droits, de demander sa réhabilitation, alors que peut être de sérieux motifs l'engageraient à n'en rien faire, ne serait-ce que le désir très légitime de ne pas rappeler un crime peut-être ignoré ou oublié ?

Dans presque toutes les législations pénales étrangères, l'interdiction des droits encourue à la suite d'une condamnation à une peine criminelle temporaire, est elle-même temporaire et comporte un maximum et un minimum (1).

(1) Cependant le Code pénal belge (art. 31) décide que l'interdiction des droits civils et politiques est perpétuelle quand la peine prononcée consiste dans les travaux forcés (peine qui peut être temporaire) ; elle est prononcée au contraire pour une durée de 10 à 20 ans, si la peine appliquée est la réclusion ou la détention (art. 32) (V. les art. 31 et s. du Code pénal italien).

L'article 33 du projet du Code pénal français décide : « La durée de l'interdiction sera de cinq ans au moins et pourra être élevée au double de celle de la peine principale ». Cette même peine sera prononcée, dit l'article 32 du Code pénal des Pays-Bas, en cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'arrêt pour un temps excédant la peine principale de deux ans au moins et de cinq ans au plus.

Dans le cas qui nous occupe, les législations pénales ont ordinairement fixé à 10 ans le maximum de durée de la peine d'interdiction (1). Le Code pénal belge permet de porter ce maximum jusqu'à vingt ans, celui du canton de Vaud reporte la limite à trente ans.

En somme, sans essayer de fixer une limite précise aux déchéances encourues à la suite de crimes, nous concluons que celles-ci doivent en principe être temporaires. Encore cette règle ne peut-elle être absolue ; en dehors des cas où les déchéances seront encourues accessoirement à des peines principales perpétuelles, nous ne saurions critiquer la loi de prononcer elle-même ou de laisser la faculté au juge de prononcer à perpétuité mais exceptionnellement en présence d'infractions particulièrement graves, certaines privations de droits, pour la jouissance desquels il est juste d'exiger de l'individu une honorabilité plus grande et des garanties plus sérieuses.

(1) Codes pénaux d'Autriche, de Hongrie, de Suède, de l'Empire d'Allemagne, des cantons de Neuchâtel, du Tessin et de Bâle, de Danemarck, l'avant-projet suisse, etc.

§ II. — De l'interdiction légale.

L'interdiction légale consiste dans la privation, par suite de certaines condamnations pénales, de l'exercice des droits civils ; elle est prévue par les articles 29, 30, 31 du Code pénal.

Cette institution ne paraît pas avoir existé, même par équivalent, dans notre ancien droit ; en effet, si la mort civile frappait l'individu condamné à une peine afflictive perpétuelle, au contraire, le condamné à une peine temporaire n'était pas privé de l'exercice de ses droits civils ; d'autre part, l'infamie qui était attachée à certaines peines se rapprochait plutôt de la dégradation civique et laissait subsister la plupart des droits privés, ne portant atteinte qu'à certains droits de nature mixte, se rattachant sous plusieurs rapports au droit public (1).

Ce fut le Code de 1791 qui, dans son article 4, titre II, organisa l'interdiction légale en ces termes : « Quiconque aura été condamné à l'une des peines des fers, de la réclusion dans une maison de force, de la gêne ou de la détention, ne pourra, pendant la durée de sa peine, exercer pour lui-même aucun droit civil ; il sera, pendant ce temps, en état d'interdiction légale et il lui sera nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens ».

(1) HUMBERT, n° 284.

La loi enlevait donc formellement au condamné l'exercice de tous ses droits civils ; cette disposition parut trop rigoureuse au législateur de 1810 et l'article 29 du Code pénal se borne à déclarer que le condamné sera en état d'interdiction légale, sans reproduire cette addition : « qu'il ne pourra exercer lui-même aucun droit civil ». Complétant plus loin l'article 4 du Code de 1791, l'article 29 ajoute que le curateur sera nommé « dans les formes prescrites pour la nomination des tuteurs aux interdits ».

En 1832, le mot curateur fut remplacé par ces expressions « tuteur et subrogé-tuteur ». L'article 29 du Code pénal actuel se trouve, dès lors, ainsi conçu : « Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, sera, de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale ; il lui sera nommé un tuteur et un subrogé-tuteur pour gérer et administrer ses biens dans les formes prescrites pour les nominations des tuteurs et subrogé tuteurs aux interdits ».

L'interdiction est donc, en vertu de l'article 29 du Code pénal, la conséquence des condamnations à des peines afflictives temporaires ; de plus, les condamnés à des peines perpétuelles, qui échappaient jadis à l'interdiction légale parce qu'ils étaient frappés de mort civile, y sont aujourd'hui soumis en vertu de l'article 2 de la loi du 31 mai 1854 ; la loi du 8 juin 1850, en supprimant l'application de la mort civile

aux déportés, lui avait substitué provisoirement l'interdiction légale (article 3).

Celle-ci ayant, d'après l'article 29 du Code pénal, la même durée que la peine principale à laquelle elle est attachée, commencera avec celle-ci, c'est-à-dire du jour où la condamnation est devenue définitive et irrévocable (article 23 C. pén.) ; il importe peu, du reste, que la peine soit perpétuelle ou temporaire. L'interdiction légale sera donc encourue, à défaut de recours en cassation, du jour qui suit l'expiration du délai accordé pour le former et, en cas de recours, du jour de la réception de l'arrêt de rejet.

L'interdiction légale est la privation, non de la jouissance, mais de l'exercice des droits civils ; l'interdit légal est assimilé par la loi même à l'individu interdit judiciairement, et la façon concise avec laquelle le Code pénal parle de l'interdiction légale oblige à se reporter, pour déterminer les conséquences de cette peine, aux règles de l'interdiction judiciaire.

Mais si ces deux institutions présentent dans leurs effets, comme dans leur organisation, de profondes analogies, elles diffèrent certainement dans leur but. L'interdiction judiciaire est une mesure de protection ; il n'y a pas à douter, au contraire, que l'interdiction légale ne soit une mesure pénale, et cette idée ne saurait être oubliée toutes les fois qu'il s'agit d'étudier les conséquences de cette interdiction.

Le condamné frappé de l'incapacité édictée par

l'article 29 du Code pénal doit être pourvu d'un tuteur et d'un subrogé-tuteur qui géreront et administreront ses biens. La tutelle sera en général dative, c'est-à-dire déférée en connaissance de cause par le conseil de famille, soit au père ou à la mère du condamné, soit à tout autre ascendant ou parent, ou même à une personne étrangère. Cependant le mari est de droit tuteur de la femme interdite (art. 506 C. civ.); la femme pourra être nommée tutrice de son mari et, en ce cas, le conseil de famille réglera la forme et les conditions de l'administration (art. 507 C. civ.).

L'article 508 du Code civil porte que nul, à l'exception des époux, des ascendants et descendants, ne sera tenu de conserver la tutelle d'un interdit au delà de dix ans. A l'expiration de ce délai, le tuteur pourra demander et devra obtenir son remplacement.

Tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître au tuteur d'un condamné à une peine perpétuelle, le droit d'invoquer le bénéfice de la règle édictée par l'article 508 C. civil; en effet, dans ce cas comme lorsqu'il s'agit d'un interdit judiciaire, la charge d'une tutelle ne saurait être indéfiniment imposée à la même personne. Au contraire, le tuteur d'un condamné à une peine temporaire n'aurait pas le droit, suivant certains auteurs (1), de demander sa décharge après 10 ans d'exercice : en effet, dit-on, la cessation de la tutelle

(1) GARRAUD, II, p. 496, n. 4. — DALLOZ, *Peine*, n° 724. — HUMBERT, n° 317. — DEPEIGES, p. 38 et 39.

est prévue à époque fixe : le tuteur n'en supportera pas le fardeau au-delà de cette époque : il n'a donc pas à demander son remplacement, semblable en cela au tuteur du mineur dont les fonctions ne peuvent s'étendre au-delà de vingt et une années et auxquels la loi ne confère pas le droit d'abandonner ses fonctions.

Cette distinction, de l'aveu même des auteurs qui l'admettent, ne repose sur aucun texte. Le Code pénal, de plus, se réfère aux règles prescrites pour la tutelle des interdits ; pourquoi faire intervenir une disposition qui n'a trait qu'à la tutelle des mineurs ? D'ailleurs, la tutelle est une charge fort lourde et si la loi, qui entoure cette institution de sollicitude lorsqu'elle s'applique à des mineurs, a pu décider que dans ce cas le tuteur ne pourrait cesser ses fonctions, il n'en est pas de même pour les interdits légalement que le législateur a entendu surtout frapper d'une mesure pénale.

Dans tous les cas, nous admettons que le tuteur d'un condamné à une peine criminelle pourra invoquer le bénéfice de l'article 508.

La tutelle cesse de plein droit à l'expiration de la peine principale prononcée contre l'interdit, sans qu'il soit besoin de demander de main-levée comme dans le cas d'interdiction judiciaire : « Les biens du condamné lui seront remis, après qu'il aura subi sa peine et le tuteur lui rendra compte de son administration (art. 30, C. pénal).

En abordant maintenant l'étude des conséquences de l'interdiction légale relativement à la capacité du condamné, nous verrons en même temps quels sont les pouvoirs et obligations du tuteur.

Certaines, parmi les incapacités qui frappent l'interdit légalement, ont donné lieu à des controverses, provoquées et par le laconisme du Code pénal et par la nécessité où l'on est de tenir compte, tout en ayant recours aux règles de l'interdiction judiciaire, des motifs différents qui ont inspiré l'interdiction légale.

Toutefois, il est des principes certains :

Le tuteur, dit l'article 29 C. p., est nommé pour gérer et administrer les biens de l'interdit : il n'est donc pas obligé de prendre soin de la personne du condamné. Ainsi, tandis que l'article 510 du Code civil déclare que les revenus d'un interdit judiciaire devront être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison, l'article 31 du Code pénal déclare au contraire que, pendant la durée de la peine, il ne pourra être remis au condamné aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus.

Cette disposition a été fortement critiquée par M. Carnot (1), qui a reproduit une opinion émise par Reynaud (de Saint-Jean-d'Angély) et Redon, au sein du Conseil d'Etat (séance du 8 octobre 1808). Cet

(1) *Commentaire sur le Code pénal*, 1836, I, p. 126 et 127.

auteur admet qu'il n'aurait pas été sans inconvénients de permettre au tuteur de remettre au condamné des sommes trop considérables, dont il aurait pu faire un mauvais emploi, soit pour s'évader, soit pour compromettre la rigueur du régime pénitentiaire. Il ajoute : « N'y avait-il donc aucun moyen à prendre pour allier les principes de l'humanité avec ceux d'une rigoureuse justice ? Tous les intérêts n'auraient-ils pas été ménagés, si le Code avait autorisé le Conseil de famille à fixer le montant des sommes que le curateur aurait dû remettre entre les mains des administrateurs des prisons, pour subvenir aux plus pressants besoins du condamné ? Les individus qui se sont rendus coupables de crimes ne méritent sans doute aucune faveur ; mais peut-on regarder comme une simple faveur de subvenir aux besoins que réclame l'humanité souffrante ? » (1).

Une opinion contraire fut soutenue au Conseil d'Etat par Treilhard et Berlier ; elle a été adoptée par MM. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey (2). Tous les condamnés doivent être soumis au même régime et il n'est pas admissible de créer entre eux des inégalités en favorisant les criminels jouissant d'une certaine fortune ; on ne doit pas non plus présumer que le régime pénitentiaire puisse blesser les règles de l'humanité et, dans ces conditions, il ne faut pas permettre

(1) V. aussi en ce sens : DEPEIGES, p. 40.

(2) I, p. 483.

aux condamnés de recevoir, soit directement, soit indirectement, aucune portion de leurs revenus.

L'article 31 du Code pénal a été reproduit par l'article 51 du projet de Code pénal français, l'article 18 du Code pénal du canton de Genève, l'article 24 du Code pénal belge.

Les revenus du condamné seront donc capitalisés par le tuteur ; seulement, ils pourront aussi être employés à régler des dettes, dans les limites de l'administration qui appartient à celui-ci.

L'interdiction légale, notamment, ne fait pas disparaître la dette alimentaire due au conjoint et à certains parents, conformément aux articles 203 et suivants du Code civil. Le Code de 1791 (tit. IV, art. 5) prévoyait même formellement cette obligation : « . . . Il pourra être prelevé sur les biens du condamné les sommes nécessaires pour élever et doter ses enfants ou pour fournir des aliments à sa femme, à ses enfants, à son père ou à sa mère, s'ils sont dans le besoin ». Cette règle a disparu du Code pénal de 1810 et, en 1832, M. Poulle ayant proposé de la rétablir, vit sa proposition écartée comme étant inutile. Et, en effet, les droits du conjoint, des enfants et des ascendants, sont consacrés par le Code civil. Le tuteur pourra donc, avec l'autorisation du conseil de famille, accorder les secours nécessaires à la famille du condamné.

Les règles, que nous avons jusqu'ici exposées, ne

présentent pas de difficultés. Privé de l'administration de ses biens, en vertu de l'article 29 du Code pénal, l'interdit légal ne peut plus, par conséquent, ni consentir des baux, ni toucher ses revenus, ni placer ses capitaux, ni souscrire des lettres de change, etc.

Certains auteurs estiment que tels sont les seuls effets de l'interdiction légale, qui laisserait notamment au condamné la capacité de s'obliger, d'aliéner à titre onéreux ou à titre gratuit, d'hypothéquer ses immeubles ? Pourquoi cette différence entre l'interdit légal et l'interdit judiciaire ? Il est défendu, en effet, à ce dernier de faire des actes de disposition.

L'article 29 du Code pénal, dit-on, n'a pas reproduit cette disposition du Code pénal de 1791, qui portait que le condamné ne pouvait, pendant la durée de sa peine, exercer aucun droit civil. C'est donc que la loi a entendu limiter la mission du tuteur à l'administration des biens. Ce système cadre à merveille avec l'opinion de ceux qui justifient l'interdiction légale par la nécessité de pourvoir à l'abandon où se trouve forcément l'administration des biens du condamné pendant la durée de sa peine. Et quant à ceux qui pourraient craindre qu'en laissant au condamné la liberté de vendre ou d'hypothéquer ses biens, il ne se servît de l'argent ainsi obtenu pour se procurer des adoucissements ou favoriser son évasion, on répond qu'en réalité ce danger n'est pas à redouter, puisque le condamné ne recevra aucune somme d'argent. Ce

système a été soutenu par MM. Chauveau et Faustin Hélie (1).

En adoptant cette opinion, il faut admettre que l'interdit est ainsi à même de bouleverser et de rendre impossible l'administration du tuteur. Il y a contradiction et inconséquence à défendre au condamné d'administrer ses biens et à lui permettre de les aliéner et de s'obliger par contrat. Eût-elle voulu limiter à l'administration des biens les pouvoirs du tuteur, la loi aurait employé une expression autre que celle d'interdiction ; en tous cas elle n'aurait pas assimilé l'interdiction légale à l'interdiction judiciaire. De plus, ajoute M. Depeiges (2), si le Code pénal actuel n'a pas reproduit la disposition du Code de 1791, cette suppression s'explique à cause de certains actes civils pour lesquels disparaît l'incapacité (3).

Donc, sauf certaines exceptions que nous justifierons ultérieurement, l'interdit légalement est comme l'interdit judiciairement, privé de l'exercice des droits civils ; en général, ils sont l'un et l'autre frappés de la même incapacité et l'article 1124 leur est également applicable (4). L'interdit légal ne peut donc pas accomplir d'actes de disposition, du moins entre vifs ; le

(1) I, p. 185 et 186.

(2) Page 43.

(3) GARRAUD, II, p. 198 et la note 7. — LAÏNÉ, *op. cit.*, n° 348. — AUBRY et RAU, I, p. 563, n. 5. — BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES FOURCADE, *Des personnes*, p. 481 et 482 (V. les arrêts cités par ces auteurs).

(4) AUBRY et RAU, I, p. 564, note.

tuteur accomplit ces actes pour lui s'il y a lieu, avec les autorisations ordinaires bien entendu et suivant les règles posées au titre de la tutelle.

Mais l'assimilation entre l'interdiction légale et l'interdiction judiciaire doit-elle être absolument complète ? Nous ne le croyons pas ; d'ailleurs la loi elle-même a pris soin d'indiquer certaines différences qui séparent les deux institutions ; ainsi, suivant qu'il s'agit de l'un ou de l'autre interdit, les revenus sont employés par le tuteur de toute autre manière.

L'incapacité si complète dont est frappé l'interdit judiciaire n'a pas pour motif une pensée de méfiance, mais seulement le désir de protéger l'être non sain d'esprit, en lui retirant l'exercice de droits dont il pourrait faire un usage contraire à son intérêt et à celui de sa famille. Au contraire, le législateur a craint qu'en laissant à l'interdit légal l'exercice de ses droits civils, celui-ci n'arrivât à compromettre l'efficacité du châtiment qui lui était infligé ; toute rigueur inutile à la réalisation du but poursuivi par la loi ne doit être raisonnablement admise.

On ne saurait donc accepter l'opinion des auteurs qui soutiennent que, sauf les exceptions admises par la loi, les règles de l'interdiction judiciaire doivent s'appliquer purement et simplement à l'interdiction légale (1). Ainsi il est des droits que l'on doit recon-

(1) *Contra* DALLOZ, *Répertoire*, n° 769 ; *Supplément*, n° 380.

naître à l'interdit légal : tel les droits de se marier, d'adopter, de reconnaître un enfant naturel et même de tester. Ils se distinguent, en effet, des autres droits civils, en ce que leur exercice ne peut se séparer de la jouissance. Enlever ces droits au condamné, c'est créer une déchéance alors que la loi n'a entendu édicter qu'une incapacité, c'est exagérer les conséquences de l'interdiction qui n'entend priver que de l'exercice des droits. Cette considération, a, du reste, déterminé certains auteurs à admettre pour l'interdit judiciaire le droit, dans un intervalle lucide, de se marier, d'adopter et de reconnaître un enfant naturel (1).

D'ailleurs, l'article 29 du C. pénal, en ne reproduisant pas la disposition rigoureuse de l'article 2, titre IV du Code de 1791, qui interdisait au condamné « d'exercer par lui-même aucun droit civil », a voulu certainement adoucir la condition de l'interdit légal. Sauf le testament, les actes que nous avons énumérés, n'emportent pas disposition des biens et on ne peut établir entre eux et les motifs qui ont inspiré la création de l'interdiction légale une analogie quelconque. Quant au mariage, MM. Vidal et Molinier (2) font la remarque suivante : la capacité pour les mariages est régie par des principes spéciaux, et l'interdiction légale n'est rangée par le Code civil ni parmi les empêchements prohibitifs, ni parmi les empêchements dirimants. La

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES FOURCADE, *Des personnes*, p. 483.

(2) 1, p. 378.

loi du 31 mai 1834, qui a aboli la mort civile, suppose bien chez l'interdit la capacité de se marier, car elle relève le condamné de son ancienne incapacité pour le mariage, quoiqu'elle le frappe d'interdiction légale (1).

Enfin le mariage peut être l'accomplissement d'un devoir, la réparation urgente d'une faute (2). Il va sans dire que la possibilité de sa célébration sera soumise en fait à la discipline, à l'autorisation du pouvoir qui régissent la prison. Le condamné représenté par son tuteur pourra faire un contrat de mariage.

Certains auteurs assez disposés à laisser à l'interdit le droit de se marier, de reconnaître un enfant naturel ou d'adopter, ne croient pas pouvoir admettre qu'il puisse faire un testament. Cependant la jurisprudence s'est avec raison prononcée en sens contraire (3). On peut fournir à l'appui de cette opinion de nombreux arguments. Dans l'ancien droit, les condamnés à des peines afflictives temporaires n'étaient pas incapables de tester, puisqu'ils conservaient intacts tous les droits civils. L'article 29 du Code pénal, en n'édicant pas à l'instar du Code de 1791, une incapacité civile

(1) L'exposé des motifs de la loi du 1834 s'exprime ainsi : « A l'égard du condamné célibataire au moment de sa condamnation, il n'était pas possible de maintenir cette incapacité de contracter mariage, prononcée contre le mort civilement, incapacité qui fait du concubinage une sorte d'obligation légale ». Donc le mariage que l'on a voulu permettre au condamné à une peine afflictive perpétuelle serait impossible, si l'interdiction légale ne lui en laissait la faculté.

(2) ORTOLAN, II, p. 182.

(3) Rouen, 28 déc. 1822. — Nîmes, 16 juin 1835, S., 1835, 2, 485. — Colmar, 1^{er} avril 1846, S., 46, 2, 625. — Civ. cass., 27 fév. 1883, S., 84, 1, 65.

générale à l'égard des condamnés frappés d'interdiction, a entendu revenir à l'état de choses primitif. De plus, la loi du 31 mai 1854, en prohibant le testament a voulu édicter une rigueur qui aurait été à peu près inutile, si l'interdiction légale avait dû entraîner par elle-même la nullité du testament. Dans l'exposé des motifs du Code pénal belge (1), M. Haus s'exprimait ainsi : « On ne peut alléguer aucun motif plausible pour enlever au condamné cette capacité ». En effet, elle ne trouble d'aucune façon l'administration du tuteur et l'acte fait par l'interdit ne pouvant avoir d'effet qu'après sa mort, il n'y a pas à craindre qu'il se procure des ressources par ce moyen.

La donation, au contraire, ne saurait être permise au condamné, hors le cas prévu par l'article 511 du Code civil ; elle lui fournit un moyen de soustraire ses biens au régime de la tutelle et peut tendre à favoriser des désordres dans les prisons ou des évasions.

Le projet de Code pénal français s'est efforcé, en donnant une définition plus complète de l'interdiction légale, d'éviter quelques-unes des incertitudes que l'on rencontre lorsqu'il s'agit de déterminer, en présence du laconisme de notre Code pénal, les conséquences de cette peine. L'article 50 du projet s'exprime ainsi, dans l'alinéa 2 : « L'interdiction légale enlève au

(1) NYPELS, *op. cit.*, I, 2^e part., n° 146.

condamné la capacité d'administrer ses biens et d'en disposer, si ce n'est par testament » (1).

En vertu de l'article 502 du Code civil, tous les actes passés par l'interdit judiciaire, en dehors des limites de sa capacité, sont nuls de droit ; l'article 1125 du Code civil ne permet qu'à l'interdit de demander cette nullité. Certains auteurs ont admis la même règle pour l'interdit légal, dont les actes ne seraient ainsi frappés que de nullité relative.

Toutefois, l'opinion générale ne s'est pas rangée à cet avis, qui n'est pas en harmonie avec le but que se propose le législateur. En édictant des incapacités contre l'interdit légal, la loi n'a pas entendu protéger cet individu ; elle a voulu le punir en le mettant dans l'impossibilité de contracter et, dès lors, le meilleur moyen à employer est de déclarer nuls absolument les actes faits par le condamné en dehors de sa capacité. En effet, l'interdit n'osera pas alors contracter avec des tiers, dans la crainte de les voir échapper à l'exécution de leurs engagements, et ceux-ci ne voudront pas non plus se mettre en faute et se prêter trop facilement à traiter avec le condamné, qui pourra demander la nullité soit en personne après la cessation de l'interdiction, soit par l'intermédiaire de son tuteur pendant le cours même de cette interdiction. Le but de la loi sera d'autant mieux atteint que le nombre

(1) Cp. l'art. 22, Code pénal belge exactement semblable à l'art. 50 du projet Code pénal français. — L'art. 17 Code pénal du canton de Genève,

des personnes pouvant se prévaloir de la nullité sera plus considérable (1). La nullité qui frappe les actes faits par l'interdit légal, en dehors de sa capacité, est absolue.

Cependant, si le condamné a trompé les tiers en leur dissimulant sa qualité, son dol devrait le rendre non recevable à demander la nullité ; la justice, l'équité et les principes généraux du droit s'opposent à ce que le condamné puisse faire de son incapacité un masque de surprise frauduleuse contre les tiers (2). L'exception faite à l'article 1125, dit M. Boissonade (3), se trouve donc pleinement justifiée ; mais elle est assez notable pour avoir besoin d'être exprimée dans la loi. C'est ce qu'a pensé le législateur du projet de Code pénal français, art. 50, § 4 : « La nullité des actes passés par l'interdit peut être invoquée par tous les intéressés » (4).

Il reste une question à examiner, qui a été réservée parce qu'elle soulève quelques difficultés : on a soutenu que l'interdiction légale devait s'appliquer aussi bien aux condamnations par contumace qu'aux con-

(1) GARRAUD, édit., 1898, II, p. 203. — MOLINIER et VIDAL, I, p. 377. — BAUDRY-LACANTINIERE et HOUQUES FOURCADE, *Des personnes*, n° 205. — AUBRY et RAU, I, § 85, p. 354. — DEPEIGES, p. 48 et 49. — Cass., 25 janv. 1825, S., 25, 1, 345 ; 29 mars 1852, S., 52, 1, 385.

(2) DALLOZ, *Droits civils*, n° 770. — *Pandectes belges, Interdiction légale*, n° 56. — Caen, 5 janv. 1843, *Recueil des arrêts de la Cour de Caen*, VIII, p. 178.

(3) *Projet de Code civil pour l'Empire du Japon*, II, p. 122 et 123.

(4) Cp. art. 340 du projet de Code civil Japonais. — Art. 1107, Code civil italien.

damnations contradictoires (1). L'article 29 ne fait pas de distinction et l'article 471 du Code d'instruction criminelle, en établissant le séquestre sur les biens du condamné par contumace, a voulu avoir, dit-on, une garantie meilleure de l'interdiction légale prononcée. La tutelle, du reste, peut avoir son utilité pour l'exercice des actions qui seraient étrangères au patrimoine et sans résultat pécuniaire.

Cependant, la généralité des auteurs adopte une opinion contraire, certainement préférable. Les articles 29 et 30 fournissent un premier argument à l'appui de cette manière de voir. L'art. 29 dit : « Quiconque aura été condamné à... sera, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale » : et l'article 30 : « Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine et le tuteur lui rendra compte de son administration ». De ces deux dispositions, il résulte clairement que l'interdiction légale ne frappe que le condamné qui, de fait, subit sa peine. Or, telle n'est pas la position du contumace, même après qu'il s'est constitué ou qu'il a été arrêté, puisque la condamnation prononcée contre lui est, de plein droit, anéantie, lorsque volontairement ou forcément il compare en justice. Le contumax est dans une situation spéciale, ses biens sont régis comme biens d'absents par l'administration des domaines et dès lors l'inter-

(1) DE MOLY, *Traité des absents*, n^{os} 790 à 794. — BERTAULD, *Cours de Code pénal*, p. 223 et 224. — TRÉBUTIN, *Cours de droit criminel*, I, n^o 319.

diction légale ne saurait avoir aucun effet utile sur cet individu, frappé déjà d'incapacité (1).

On serait tenté de conclure de cet exposé, à la cessation de l'interdiction légale à l'égard du condamné qui s'est évadé. Mais alors l'évasion aurait pour résultat de rendre excellente la situation du coupable, dont les biens ne se trouveraient pas mis sous séquestre. Il existe, de plus, entre l'évadé et le condamné par contumace cette importante différence que tandis que le second se trouve soumis à une condamnation qui n'est pas susceptible de s'exécuter contre lui, le premier, au contraire, a été frappé d'interdiction légale, le jour où l'arrêt prononcé contre lui est devenu irrévocable ; si la peine n'est pas subie pendant le temps que l'évadé passe en dehors de la prison, elle dure encore ; l'interdiction légale subsiste aussi par conséquent (2). L'article 20 du Code pénal belge déclare formellement que l'interdiction légale ne s'appliquera qu'aux condamnés contradictoirement.

— Avant de terminer cette étude sur l'interdiction légale, il nous reste à donner certaines considérations générales sur cette institution. En créant cette incapacité, le législateur a voulu, sans aucun doute, édicter une peine. Ce caractère résulte d'abord de ce fait que l'interdiction légale est insérée dans le Code pénal, et

(1) V. notamment AUBRY et RAU, I, p. 562, note 1. — MOLINIER et VIDAL, I, p. 381. — GARRAUD, *Précis de droit criminel*, p. 834.

(2) GARRAUD, *Précis de droit criminel*, p. 834, n. 4. — *Contra* LABORDE, n° 298.

d'autre part, la pensée du législateur se trouve nettement exprimée dans l'exposé des motifs : « Il ne faut pas, disait l'orateur du gouvernement, que des profusions scandaleuses fassent d'un séjour d'humiliation et de deuil, un théâtre de joies et de débauches » (1).

Telle est la seule raison qui semble, aux yeux du législateur, justifier l'interdiction légale. A vrai dire, elle est bien insuffisante. Tous les auteurs font, en effet, très justement remarquer qu'il suffirait d'un régime pénitentiaire bien organisé et bien surveillé pour enlever au condamné tout moyen d'adoucir sa position par ses ressources personnelles.

On a dit encore : « Il ne faut pas que le condamné ait les moyens d'acheter à prix d'or une évasion » (2). Mais cette précaution n'est-elle pas excessive, objecte M. Depeiges ? (3). En vue d'un danger hypothétique, la société peut-elle infliger au condamné la déchéance de ses droits purement privés ? L'affirmative conduirait, du reste, à l'établissement d'un séquestre plutôt qu'à l'organisation d'une tutelle.

En somme, le législateur a eu tort de présenter l'interdiction légale uniquement comme une mesure pénale, car il paraît, en réalité, beaucoup plus exact de justifier principalement par un motif de protection, l'application de cette institution faite au condamné à

(1) LOCRÉ, XXIX, p. 208.

(2) CHAUVEAU, FAUSTIN HÉLIE et VILLEY, *op. cit.*, I, p. 154.

(3) Page 36.

une peine afflictive. Celui-ci, en tant qu'il subit sa peine, se trouve presque dans l'impossibilité absolue d'administrer ses biens. « Il faudrait donc, s'il n'était frappé d'interdiction : ou qu'il remit une procuration générale à la personne qu'il investirait de sa confiance et vis-à-vis de laquelle il n'aurait pas de garanties spéciales ; ou qu'il abandonnât complètement pendant la durée de sa détention le soin de ses affaires. On comprend alors que la loi intervienne dans un intérêt de protection et donne au condamné un représentant avec toutes les garanties de l'administration tutélaire (hypothèque légale, conseil de famille, tribunal) ; elle organise ainsi dans l'interdiction légale, une incapacité de droit parallèle à l'incapacité de fait » (1).

L'application de l'interdiction légale faite aux condamnés est admissible, mais surtout à titre de mesure de protection. La loi peut l'imposer dans des cas où elle semble à peu près de toute nécessité, par exemple à l'égard d'un condamné à une peine perpétuelle ; la plupart du temps, l'interdiction légale pourrait n'être que facultative, et il appartiendrait au condamné, à certains membres de la famille et même au ministère public de la réclamer, le cas échéant, soit au début, soit au cours de la peine. Nous citerons, à titre d'exemple, quelques dispositions empruntées aux législations étrangères. L'article 3 de la loi sur la

(1) GARRAUD, t. II, p. 193 et 194.

tutelle, du 28 février 1853, pour le canton de Bâle, s'exprime ainsi : « Sont mis en tutelle les condamnés à la réclusion pour toute la durée de leur peine ; les condamnés à d'autres peines privatives de la liberté peuvent y être mis également s'ils le demandent ou si la commission des orphelins le juge nécessaire ». — « Les condamnés à une peine privative de la liberté, dit l'article 350 du Code civil de Fribourg, peuvent être interdits pour la durée de leur peine, sur le simple préavis de la justice de paix, si le tribunal trouve l'interdiction utile à la famille ou nécessaire pour la conservation de leurs biens ». (Voir aussi une loi de 1843, pour le canton de Vaud).

Le projet de Code pénal français (art. 50, 51, 52), le Code pénal belge (art. 20, 21, 22, 23, 24), le projet de Code pénal pour l'empire du Japon (art. 44, 45), envisagent l'interdiction légale plutôt comme une mesure pénale. Mais cette institution ne fait l'objet d'aucune disposition dans les Codes d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, d'Italie et des Pays-Bas.

§ III. — De certaines déchéances spéciales qui peuvent atteindre les condamnés à des peines criminelles.

Les condamnés à des peines afflictives et infamantes, en outre de la dégradation civique, de l'interdiction légale et des incapacités prévues par l'article 3 de la loi du 31 mai 1854, peuvent encore encourir certaines déchéances prévues par des lois aux textes spéciaux.

Ces déchéances sont, il est vrai, peu nombreuses. Car nous exceptons de cette étude, certaines dispositions particulières, qui n'ont pour résultat d'aggraver en rien la situation du condamné, qui se trouve déjà privé par suite de la dégradation des droits que ces textes spéciaux paraissent lui enlever. Ainsi les articles que nous allons énumérer, n'édicte aucune déchéance nouvelle qui ne soit prévue dans l'article 34 du Code pénal. L'article 15, § 1, du décret du 2 février 1852, par exemple, exclut à perpétuité de la liste électorale les condamnés à une peine afflictive et infamante, l'art. 2, § 1, de la loi du 21 novembre 1872 les déclare incapables d'être jurés; les articles 26, 60, 65 de la loi du 15 mars 1850, 8 de la loi du 12 juillet 1875, 5 de la loi du 30 octobre 1886, les privent du droit d'enseigner; ils ne peuvent obtenir un permis de chasse (art. 6, § 1 de la loi du 3 mai 1844), ils sont exclus au destitués de la tutelle (art. 443, C. c.) et susceptibles d'être reprochés comme témoins dans un testament (980, C. c.), dans les actes notariés (9, L. 25 Ventôse an XI), devant les tribunaux civils (art. 203, C. p. c.) ou encore d'être recusés comme experts (310 C. p. c.) etc...

L'article 34 énumère toutes ces déchéances et le législateur n'a fait que les rappeler dans les dispositions qui viennent d'être reproduites (1). Certains textes

(1) En dehors des déchéances qu'elle prévoit, la dégradation peut avoir encore comme conséquence d'enlever au condamné certains droits pour

édicte des privations de droits, qui, en dehors de la dégradation civique et de l'interdiction légale, affectent d'une façon particulière la capacité du condamné. Nous les passerons rapidement en revue.

L'article 6 § 1^{er} de la loi du 17 juillet 1880 déclare incapables d'exploiter un débit de boissons tous les individus condamnés pour crimes de droit commun. Cette incapacité est perpétuelle, et l'article 8 punit toute infraction aux dispositions de l'article 6 d'une amende et même d'emprisonnement, en cas de récidive.

La loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, s'exprime ainsi (article 25) : « La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession peuvent être prononcées par les cours et tribunaux, accessoirement à la peine principale, contre tout médecin, officier de santé, dentiste ou sage-femme qui est condamné : 1^o à une peine afflictive ou infamante... ». Cette disposition est susceptible d'être appliquée, à la requête du ministère public, contre le coupable condamné à l'étranger. Toutefois, les crimes politiques ne peuvent entraîner la suspension temporaire ou l'incapacité absolue de la profession.

la jouissance desquels la qualité de citoyen est exigée : ainsi il ne peut être gérant d'un journal (art. 6, loi 29 juillet 1881), il ne peut faire la déclaration préalable à la tenue d'une réunion publique (art. 2, loi du 30 juin 1881), ni être membre chargé de la direction ou de l'administration d'un syndicat professionnel (art. 4, loi 21 mars 1884), etc.

En vertu de l'article 27 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles, tout fonctionnaire condamné à une peine afflictive ou infamante perd ses droits à la pension, qui est rétablie en cas de réhabilitation.

La loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés, mérite de fixer quelque temps notre attention. Avant cette loi, aucun texte ne disposait d'une manière générale que l'autorité paternelle fût amoindrie par suite d'une condamnation soit à une peine criminelle, soit à une peine correctionnelle.

Il est vrai, cependant, qu'antérieurement à la loi de 1854, la mort civile entraînait, entre autres conséquences, la perte de la puissance paternelle. On admet même généralement que l'interdiction légale suspend temporairement l'exercice des droits que comporte la puissance paternelle (1). Toutefois, la jouissance de ces droits ne saurait être enlevée au père condamné à une peine afflictive et infamante, puisque la dégradation civique ne parle pas de déchéance de la puissance paternelle.

Depuis la loi du 24 juillet 1889, il n'en est plus de même. L'article 1^{er} de cette loi s'exprime ainsi : « Les père et mère et ascendants sont déchus de plein droit à l'égard de tous leurs enfants et descendants, de la puissance paternelle, ensemble de tous les droits qui

(1) V. NILLUS, *France judiciaire*, 1891, I, n° 34. — DEMOLOMBE, VI, n° 364. — DEPEIGES, p. 83 et s.

s'y rattachent, notamment ceux énoncés aux articles 108, 141, 148, 150, 151, 346, 361, 372 à 387, 389, 390, 391, 397, 477 et 935, à l'article 3 du décret du 22 février 1851 et à l'article 46 de la loi du 27 juillet 1872 (cette dernière loi a été abolie par la loi du 15 juillet 1889 : V. art. 59 et 94). « 1^o... 2^o S'ils sont condamnés soit comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants, soit comme co-auteurs ou complices d'un crime commis par un ou plusieurs de leurs enfants ».

La perte de la puissance paternelle peut, en outre, être prononcée, dit l'article 2 de la loi de 1889, mais alors facultativement et non plus de plein droit contre les père et mère condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps, ou à la réclusion comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime autre que ceux prévus par les articles 86 à 101 du Code pénal (art. 2, § 1, loi du 24 juillet 1889).

Ainsi la déchéance de la puissance paternelle peut être prononcée contre les père et mère ou ascendants, condamnés à l'une des peines criminelles dites de droit commun (1). En édictant contre certains coupables la

(1) Bien que la loi ne parle que des condamnations aux travaux forcés ou à la réclusion, la plupart des auteurs (V. notamment NILLUS, *France judiciaire*, 1891, n. 1, p. 342) estiment que la déchéance pourrait être prononcée comme conséquence d'une condamnation à mort : en cas de grâce, d'évasion ou de prescription elle pourra avoir son effet. M. LELOR (*Code de la Puissance paternelle*, I, p. 315 et 316) estime, toutefois, que cette déchéance ne serait susceptible d'être édictée, en cas de condamnation à la peine de mort, que conformément au § 6 de l'art. 2 de la loi de 1889.

déchéance de plein droit, le § 2 de l'article 1^{er} emploie le mot « crimes ». Pour savoir s'il y a dans les cas prévus par cet article, privation de la puissance paternelle, il ne faut donc pas s'attacher à la peine prononcée mais à la peine que le Code pénal commine, puisque c'est la peine édictée par la loi pénale qui qualifie le fait (argt. art. 1, C. p.). La déchéance n'en sera donc pas moins encourue lorsque par suite des circonstances atténuantes, la Cour d'assises n'aura à prononcer qu'une peine correctionnelle (1). Au contraire, si un fait qualifié délit devient, par suite de la constatation et de l'admission de circonstances aggravantes, passible de peine criminelle, la déchéance résultera de la condamnation prononcée.

On comprend que la loi, en édictant la déchéance de la puissance paternelle, ait décidé que celle-ci serait tantôt encourue de plein droit, tantôt laissée à l'appréciation du juge. On s'explique aussi que la loi, pour appliquer la déchéance, s'attache soit à la peine prononcée, soit au titre de l'incrimination. La déchéance de plein droit prononcée par le § 2 de l'art. 1^{er} se justifie d'elle même ; l'indignité des parents apparaît d'une façon si évidente, que la loi, à juste titre, n'hésite pas à leur enlever la puissance paternelle. Au contraire, les crimes prévus par le § 1^{er} de l'art. 2 n'af-

(1) Cependant la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où la peine deviendrait de criminelle correctionnelle par suite de l'admission d'une excuse légale (*Contrà* LELAIR, *op. cit.*, p. 305).

fectent pas directement la personne ou la moralité de l'enfant et, dès lors, le législateur n'a voulu donner ouverture à la déchéance que dans les cas où les faits incriminés présenteraient une gravité réelle et dénoteraient une immoralité profonde. Ainsi le législateur a estimé que ce caractère de gravité et d'immoralité n'était pas suffisamment accentué, lorsque l'un des crimes prévu au § 1^{er}, art. 2, viendrait à bénéficier de circonstances atténuantes.

Enfin, la condamnation à l'une des peines politiques, telles que la déportation dans une enceinte fortifiée, la déportation simple, la détention, la dégradation civique et le bannissement, peines qui s'appliquent à des crimes qui ne dénotent pas chez leur auteur une perversion dangereuse, n'entraînent pas la déchéance (1).

Certaines questions intéressantes que soulève la loi de 1889 et notamment celle de savoir si la déchéance de la puissance peut être considérée comme étant une peine, seront discutées dans le chapitre suivant, lorsque nous traiterons de l'application de cette déchéance aux condamnés correctionnels.

(1) Les réserves faites au § 1^{er} de l'art. 2 : « autres que ceux prévus par les articles 86 à 101 », présentent surtout de l'intérêt en cas de récidive (V. art. 56, § 6, C. pénal).

CHAPITRE V

DÉCHÉANCES PÉNALES RÉSULTANT DE CONDAMNATIONS A DES PEINES CORRECTIONNELLES

§ 1^{er}. — De l'interdiction des droits civiques, civils et de famille.

L'article 42 du Code pénal français s'exprime en ces termes :

« Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, interdire, en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivants :

1. De vote et d'élection ;
2. D'éligibilité.
3. D'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ;
4. Du port d'armes ;
5. De vote et de suffrage dans les délibérations de famille ;
6. D'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille ;
7. D'être expert ou employé comme témoin dans les actes ;

8. De témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations ».

Et l'article 43 ajoute : « Les tribunaux ne prononceront l'interdiction mentionnée en l'article précédent, que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition expresse de la loi ».

Ces dispositions rappellent celles qui concernent la dégradation civique : elles établissent des déchéances qui sont au nombre de celles édictées par l'article 34, mais il en est certaines que l'article 42 n'a pas comprises dans son énumération. Ainsi les juges correctionnels n'ont pas le droit d'interdire aux condamnés l'exercice des offices publics (1) ; l'article 42 ne parle pas non plus de la privation du droit de porter des décorations, de l'incapacité d'être subrogé-tuteur, conseil judiciaire, de tenir école ou d'exercer des emplois dans les établissements d'instruction ; l'exclusion de l'armée ne s'y trouve pas non plus mentionnée.

Il en est cependant parmi ces déchéances, certaines qui peuvent atteindre les condamnés à des peines correctionnelles en vertu de lois spéciales, que nous étudierons.

Les incapacités énumérées par l'article 42 se retrouvant toutes dans l'article 34, les observations faites à propos de la dégradation civique, à l'égard de certaines d'entre elles, trouvent ici également leur application.

(1) Cass. crim., 30 avril 1863, D., 63, 1, 326.

Au contraire, l'interdiction correctionnelle comporte un mode d'application tout à fait différent de la dégradation civique. Tandis que cette dernière peine est principale ou accessoire, indivisible et perpétuelle, l'interdiction de l'article 42 est, en principe, une peine complémentaire, divisible et temporaire.

Elle est complémentaire d'abord, en ce sens qu'elle doit toujours être prononcée par le juge et qu'elle ne saurait, comme la dégradation civique, être de plein droit encourue à la suite d'une condamnation. S'ensuit-il que le juge soit absolument libre de prononcer l'interdiction toutes les fois que la nature du délit lui paraît devoir entraîner cette peine à l'égard du condamné ? Le législateur du Code pénal n'a pas cru devoir laisser cette latitude au magistrat. En effet, l'article 43, expliquant et précisant le sens très large de la disposition placée en tête de l'article 42, déclare : « Que les tribunaux ne prononceront l'interdiction que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi ». Elle est donc tantôt facultative, tantôt obligatoire ; mais, dans ce dernier cas, l'interdiction n'en devra pas moins être prononcée par le juge, sous peine de rendre le jugement irrégulier et par conséquent annulable (1). L'application de

(1) BLANCHE, I, n° 180. — Seulement 3 arrêts (Cass., 12 sept. 1846, D., 46, 1, 371. — Colmar, 2 août 1837. — Bastia, 27 avril 1837) ont admis la possibilité pour les tribunaux correctionnels, en cas d'admission de circonstances atténuantes, d'affranchir le condamné de l'incapacité rendue obligatoire par la loi (application aux art. 171, 187, 109 C. pénal).

la peine privative de droits édictée par l'article 42 n'est obligatoire que dans un petit nombre de cas déterminés par la loi (1) ; la plupart du temps, c'est-à-dire dans tous les autres cas où elle est prévue par le Code pénal ou des lois particulières (2), l'interdiction est facultative, c'est-à-dire que l'article du Code, après avoir indiqué la peine méritée par le délit prévu, ajoute : « Le coupable pourra en outre être interdit de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 ». Le juge pourra ainsi choisir parmi les déchéances celles qui lui paraîtront le plus appropriées au délit commis par le coupable ; il pourra même, s'il juge inutile la privation de quelques droits, s'abstenir de prononcer cette peine. Ajoutons que dans les différents articles du Code où le législateur a rendu obligatoire l'interdiction des droits, il a pris soin de fixer en même temps, parmi les déchéances énumérées dans l'article 42, celles qui devraient s'appliquer au condamné ; on remarque dans ces dispositions la préoccupation du législateur d'accommoder la privation du droit qu'il prononce avec la nature de l'infraction commise : ainsi l'incapacité d'exercer une fonction publique est édictée par les articles 171, 175, 185, 187, 197 qui

(1) Art. 109, 112, 113, 171, 175, 185, 187, 197, 335 du C. pénal ; art. 3 de la loi du 19 avril 1898 modifiant l'art. 2 de la loi du 7 décembre 1874 ; art. 3 de la loi des 7-20 décembre 1874.

(2) Art. 86, 89, 91, 123, 142, 143, 155 à 158, 160, 174, 228, 241, 251, 305, 309, 362 à 366, 387, 388, 389, 401, 405 à 408, 410, 418 du C. pénal, loi du 21 mai, art. 4 ; loi du 7 juin 1848 ; 2 loi du 14 mars 1872 ; 1 loi du 19 avril 1898.

prévoient des délits commis par des fonctionnaires publics ; par contre, l'interdiction du droit de voter et d'être éligible est visée par les articles 109, 112, 113, qui ont trait à certains délits relatifs à l'exercice des droits civiques ; enfin l'article 335 interdit de toute tutelle ou curatelle et de toute participation aux conseils de famille, les individus coupables d'avoir excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse (art. 334, C. pénal. — Voir aussi l'art. 3 de la loi du 19 avril 1898). Ainsi l'interdiction correctionnelle, prévue par l'article 42, est une peine divisible ; elle satisfait donc à l'une des conditions nécessaires pour la bonne application des peines privatives de droits, quel que soit d'ailleurs le degré de culpabilité du condamné. On ne saurait que louer également le législateur d'avoir fait de l'interdiction correctionnelle une peine dont la prononciation est laissée, la plupart du temps, à l'appréciation du juge. Ainsi que nous l'avons déjà démontré, la déchéance d'un droit peut n'être pas toujours nécessaire, lorsqu'il s'agit d'infraction présentant une gravité secondaire. Il est indifférent, enfin, que dans certains cas, où l'interdiction d'un droit s'impose absolument, la loi exige du magistrat l'obligation d'appliquer une peine qu'il aurait certainement prononcée.

Sauf quelques modifications consistant principalement dans une extension plus ou moins considérable des pouvoirs donnés au juge, l'interdiction des droits

présente généralement, dans les législations étrangères, des caractères à peu près identiques à ceux que nous venons d'examiner (1).

Bien que l'article 42 ne s'explique pas sur ce point, il résulte des différents textes qui prévoient l'interdiction correctionnelle, que cette peine est généralement temporaire. Cependant les articles 171 et 175 ordonnent au juge de déclarer le condamné à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique. Sauf ces deux exceptions, la grande majorité des articles qui édictent l'interdiction des droits, en limitent la durée entre 5 et 10 ans. Ce maximum et ce minimum souffrent quelques variations dans certaines rares dispositions : ainsi dans les articles 86 et 335 du Code pénal, 4 de la loi des 7 et 9 juin 1848, sur les attroupements, l'interdiction ne peut être prononcée que jusqu'à 5 ans ; ce même article 335 et, d'autre part, l'article 185 du Code pénal, portent ce maximum à 20 ans. Enfin une difficulté s'élève lorsqu'il s'agit d'interpréter les articles 89 et 91 du Code pénal, dans lesquels la loi a omis de fixer la durée de l'interdiction. On admet généralement que, dans ce cas, le juge est libre d'assigner à l'interdiction telle limite qu'il estime convenable et même de la rendre perpétuelle (2).

(1) Cp. les art. 28 du Code des Pays-Bas, 33 du projet de C. pénal français, 32 du C. pénal allemand, 32 de l'avant-projet suisse, 32 du C. pénal du canton de Neuchâtel, 35 du C. pénal italien, 25 du C. pénal du canton de Vaud, 42 et 43 du projet de C. pénal japonais.

(2) BLANCHE, n° 180. — CHAUVÉAU, FAUSTIN-HÉLIE, VILLEY, II, n° 49. — GARRAUD, I, n° 330.

Seulement si le juge opte pour une durée temporaire, M. Laborde (1) estime que le terme maximum de la peine devra être de 20 ans, la loi fixant à 20 ans le maximum de l'interdiction et, d'autre part, telle étant la limite des peines temporaires dans notre législation.

Il eût, peut-être, été préférable de fixer, dans l'article 42, par une disposition générale, la durée normale de l'interdiction. Ainsi, l'article 33 du projet de Code pénal français s'exprime ainsi : « La durée de l'interdiction sera de cinq ans au moins et pourra être élevée jusqu'au double de celle de la peine principale ». Ajoutons que le maximum de durée de l'interdiction des droits est variable suivant les différentes législations ; il est ou de 3 ans (2), ou de 5 ans (3), ou enfin de 10 ans (4).

Quel est le point de départ de l'interdiction prononcée par l'article 42 ?

Cette question est facile à élucider dans le cas où la peine que l'interdiction accompagne est seulement une amende, soit que celle-ci ait été prononcée par suite de l'application des articles 113 et 185 du Code pénal, soit que le bénéfice des circonstances atténuantes

(1) N° 329.

(2) C. pénaux d'Autriche et de Hongrie.

(3) Art. 31 du C. pénal des Pays-Bas, 32 du C. pénal allemand, 20 du C. pénal d'Italie, 32 de l'avant-projet suisse.

(4) C. pénal des cantons de Vaud, Bâle, St-Gall ; C. pénal belge et projet du C. pénal russe.

accordé à un individu, ait eu pour résultat une simple condamnation à l'amende (1).

Dans ce cas, le point de départ des déchéances a lieu évidemment du jour où la condamnation est devenue définitive.

En est-il de même lorsque l'interdiction est prononcée accessoirement à une peine d'emprisonnement ?

L'article 42 ne s'explique pas plus sur ce point que sur la durée des déchéances qu'il énumère. A défaut d'une disposition générale, certains articles du Code pénal s'occupent de fixer le point de départ de l'interdiction correctionnelle, dont ils prévoient l'application ; d'autres, au contraire, restent absolument muets sur la question, ce qui a donné lieu à d'assez vives controverses. Les articles 86, 197, 388, 400, 401, 405, 406, 410, décident, par exemple, que le temps de l'interdiction courra « à compter du jour où le coupable aura subi sa peine ».

Malgré ces dispositions, certains auteurs (2) soutiennent que dans tous les cas, l'interdiction est encourue du jour où la condamnation est devenue irrévocable, parce que cette peine, toujours prononcée par le jugement, résulte ainsi de la condamnation elle-même. Ils ajoutent qu'il serait choquant qu'un condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, etc.,

(1) Cass., 14 mars 1878, D., 78, 1, 397.

(2) GARRAUD, *Précis de droit criminel*, p. 380, n. 1. — MOLINIER et VIDAL, *Traité de droit pénal*, I, p. 429 et 430.

conserve la tutelle de ses enfants pendant qu'il est en prison et puisse prendre part, par procuration (art. 412 C. civ.), aux délibérations d'un conseil de famille ; du reste, le système contraire n'aboutit-il pas à une anomalie, consistant à reconnaître au condamné, pendant son incarcération, la capacité de témoigner en justice, alors que cet individu, après l'expiration de sa peine, ne pourra plus déposer que pour fournir de simples renseignements. Enfin les auteurs, dont nous développons l'opinion, déclarent que la disposition contenue dans les articles cités plus haut, doit être entendue en ce sens que la durée des déchéances devra être comptée à partir de l'expiration de la peine principale ; mais celles-ci s'appliqueront néanmoins au condamné pendant le cours de cette peine.

Cette solution ne nous paraît pas admissible en présence de la disposition très explicite contenue dans les articles 86, 197, 388, 400, 401, 405, 406, 410 ; elle ne prête à aucun doute et l'opinion, qui vient d'être exposée, aggrave d'une façon tout à fait arbitraire la sévérité de la loi. En fait, la discussion que nous soulevons peut paraître absolument dénuée d'intérêt ; l'incarcération du condamné est, par elle-même, un obstacle à l'exercice de ses divers droits ; or la plupart de ceux dont la privation est déterminée par l'article 42, sont de telle nature, qu'ils ne peuvent être exercés que par la personne à qui en appartient la jouissance. Il est donc inutile de prononcer en droit une déchéance

contre un condamné qui est frappé, en fait, de cette déchéance (1). Toutefois l'individu incarcéré et non frappé d'interdiction correctionnelle, pourra conserver la jouissance des droits qu'un autre pourra exercer en son nom ; tels sont les droits de famille ; l'article 42 prononce la privation de certains d'entre eux. L'application de cet article au condamné aggraverait donc sa situation, aboutirait à lui infliger un châtement qui, si désirable fût-il, ne saurait lui être donné sans qu'il fût prévu par un texte. On ne peut donc que regretter la décision du législateur ; aussi bien pour des raisons déjà exposées, il y a évidemment une anomalie à voir conserver au condamné pendant le cours de sa détention, le droit de déposer en justice. Mais il faut interpréter la loi et non la réformer.

Quel sera le point de départ des déchéances de l'article 42, lorsque le Code pénal ne s'en sera pas expliqué ? C'est le cas des articles 89, 91, 109, 112, 171, 175, 185, 187, 335 du Code pénal, 4 de la loi du 7 juin 1848.

Les auteurs sont très divisés sur cette question. Certains (2) affirment, que dans ce cas, en présence du silence de la loi, c'est au juge qu'il appartient de se prononcer ; il pourra, selon les circonstances et surtout en prenant en considération la nature de l'incapacité qu'il appliquera, ordonner que l'interdiction

(1) Cp. BLANCHE, I, n° 181.

(2) BLANCHE, I, n° 181.

courra, soit du jour où la condamnation sera devenue définitive, soit du jour où le coupable aura subi sa peine. Cette doctrine pourrait être admise ; seulement le juge peut oublier de fixer le point de départ et alors la question restera entière. Aussi a-t-on proposé (1) de faire partir, dans tous les cas, la durée de l'interdiction, de l'expiration de la peine.

En l'absence d'une disposition expresse de la loi, il est plus juridique de décider qu'il faut ici revenir à la règle générale, suivant laquelle les jugements produisent leurs effets, quant aux déchéances ou incapacités, du jour où ils sont devenus irrévocables (2). Cette solution ne répond probablement pas à l'intention du législateur ; en effet, si l'on compare les articles qui prévoient le point de départ de l'interdiction et ceux, d'autre part, qui sont muets sur cette question, il est impossible d'expliquer autrement que par une inadvertence, l'omission signalée dans ces dernières dispositions.

Dès lors, ce serait répondre à l'intention de la loi, que de fixer d'une façon uniforme le point de départ de l'interdiction au point de l'expiration de la peine principale. Néanmoins il est préférable d'adopter l'opinion que nous avons émise, elle est plus pratique et plus certaine.

(1) DALLOZ, *Peines*, n° 716.

(2) DEPEIGES, p. 201. — MOLINIER et VIDAL, I, p. 430. — AUBRY et RAU, I, p. 576. — BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES FOURCADE, *Des personnes*, I, n° 714.

Du reste, l'article 33 du projet de Code pénal français s'exprime ainsi : « L'interdiction des droits aura effet du jour où la condamnation sera devenue définitive ». L'article 34 du Code pénal belge mérite aussi d'être cité : « La durée de l'interdiction, fixée par le jugement ou l'arrêt de condamnation, courra du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine. L'interdiction produira en outre ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable » (1).

Nous devons donc regretter que le Code pénal ne se soit pas expliqué, dans une disposition générale, sur le point de départ de l'interdiction correctionnelle. Il n'y a aucune raison pour s'écarter, quant à l'application de cette peine, du principe général qui veut que les déchéances ou incapacités prennent naissance et produisent leurs effets du jour où la condamnation qui les prononce est devenue définitive. On ne peut faire d'ailleurs à cette opinion aucune objection sérieuse. La plupart du temps sans doute, il peut paraître illusoire de frapper un individu d'interdiction alors qu'il subit sa peine. Ce principe, toutefois, n'est pas absolu. Il comporte des exceptions.

Pour permettre à l'interdiction des droits de donner tout son rendement, il faut, ainsi que dans le Code

(1) Cp. les art. 41 du C. pénal italien, 36 du Code pénal allemand, 57, 59 du C. pénal hongrois, 32 de l'avant-projet suisse, 41, 42, 43 du C. pénal du Japon.

pénal belge, décider que cette peine produira ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable. Mais, comme l'interdiction ne s'appliquera complètement au condamné qu'à partir du moment où il aura subi ou prescrit sa peine, c'est à cet instant qu'il faudra faire commencer la durée de la peine privative de droits.

La question qui nous occupe, à savoir la fixation du point de départ des déchéances prévues par l'article 42, nous amène à parler d'une loi récente, celle du 26 mars 1891, en tant qu'elle se réfère au sursis à l'exécution de la peine.

D'après l'article 2, alinéa 2 de cette loi, la suspension de la peine ne s'applique pas notamment « aux accessoires et incapacités résultant de la condamnation ». Le législateur permet donc au juge de prononcer le sursis à l'exécution des peines principales d'amende ou d'emprisonnement, mais il a refusé d'étendre les conséquences de cette mesure aux déchéances et incapacités encourues à titre de peines accessoires ou complémentaires. Il s'agit ici de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille et des autres déchéances que des lois spéciales appliquent ou permettent de prononcer contre les condamnés correctionnels, auxquels se réfère seulement la loi de 1891.

La disposition que nous étudions ne fut admise qu'au cours de la discussion à laquelle donna lieu la loi du 26 mars 1891. L'article 3 du projet de la Com-

mission du Sénat portait que la suspension devait comprendre les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation, à moins qu'il n'en ait été autrement décidé par le jugement ou par l'arrêt. Mais à la séance du 3 juin 1890, M. Demôle, sénateur, proposa un amendement qui est devenu l'alinéa 2, article 2.

Pourquoi ce changement ? Les raisons que l'on fit valoir pour y arriver et qui parurent péremptoires, peuvent se résumer ainsi : Les incapacités doivent subsister, disait-on, parce qu'elles sont des accessoires non de la peine, mais de la condamnation qui, malgré le sursis, existe toujours. On faisait valoir, d'autre part, qu'on comprendrait difficilement qu'un homme flétri par une condamnation put être, par exemple le lendemain même, choisi comme représentant par ses concitoyens ou nommé tuteur, membre d'un conseil de famille, juré, etc. (1).

L'opinion adverse répondait que l'impossibilité de suspendre les déchéances empêcherait bien souvent le juge de prononcer celles dont l'application était, pour lui, facultative. Et, d'autre part, pour éviter celles dont il ne dépendrait pas de lui de dispenser le condamné, il était à craindre que, pour en éviter cependant l'application, le juge ne vienne, dans ce seul but, à accorder les circonstances atténuantes ou même à modifier la nature et la quotité de la peine. De plus, puisqu'on avait assez de confiance dans les tribunaux

(1) Sénat : Séance du 3 juin 1890 (*Officiel, Deb. parl.*, 1890, p. 530 et s.).

— Chambre des députés, 3 mars 1891 (*Officiel, Deb. parl.*, 1891, p. 492 et s.).

pour leur permettre de suspendre la peine principale, pourquoi ne pas leur donner le même pouvoir en ce qui concerne les incapacités ? Mais l'argument le plus convaincant en faveur de cette opinion était certainement le suivant : décider que le condamné bénéficiaire du sursis restera frappé pendant le temps d'épreuve de certaines déchéances, c'est lui infliger le déshonneur que la loi a précisément voulu lui éviter par la prononciation du sursis à l'exécution de la peine. C'est décourager, c'est briser chez lui « le ressort moral sur lequel on était en droit de compter pour le ramener au bien » (1).

Ces critiques étaient évidemment très justes, et l'on ne peut que regretter cette modification apportée au projet primitif. Certaines législations étrangères n'ont pas, avec raison selon nous, adopté cette manière de voir. Ainsi, la loi genevoise du 29 octobre 1892 (2) a décidé que le sursis s'appliquerait aux peines accessoires ; la loi belge du 31 mai 1888 (3) est muette sur ce point ; mais on applique en pratique la suspension aux incapacités. Il y aurait lieu d'adopter cette interprétation pour la loi portugaise du 6 juillet 1893, le projet de Code pénal fédéral suisse (art. 46), le projet de Code pénal français (art. 67 à 69), qui ne contiennent aucune disposition sur ce point.

(1) Séance du Sénat du 3 juin 1890 : Discours de MM. Humbert et Lenoël.

(2) *Bullet. de l'Union internat. de droit pénal*, 1893, p. 26 à 43.

(3) *Revue pénitentiaire*, 1888, p. 934 ; 1889, p. 183. — *Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 598.

Nous devons cependant signaler en Droit français une loi récente, qui est venue dans une certaine mesure porter une première atteinte à la disposition contenue dans l'article 2 de la loi de 1891. C'est la loi du 1^{er} mai 1897, que nous aurons l'occasion d'étudier en détail et qui est venue décider que les condamnés avec sursis non encore réhabilités légalement pourraient désormais s'engager dans l'armée régulière, et n'encourraient par conséquent plus cette peine accessoire consistant dans l'envoi aux bataillons d'Afrique.

La disposition contenue dans l'article 2, alinéa 2 de la loi de 1891, soulève encore une question intéressante. Ce texte s'applique certainement à celles des déchéances de l'article 42, qui ont leur point de départ au jour où la condamnation est irrévocable. Faut-il admettre une semblable opinion, lorsque la loi a décidé expressément que les effets de l'interdiction correctionnelle ne commenceront à courir que du jour où le coupable aura subi sa peine ? Il n'y a lieu de faire aucune distinction, soutiennent certains auteurs, car l'article 2 de la loi de 1891 décide formellement que les incapacités sont encourues pendant le temps d'épreuve.

Cette solution n'est pas acceptable. En effet, nous sommes en matière pénale et la stricte interprétation des textes s'impose. Or, toutes les fois qu'une de ces déchéances de l'art. 42, pour lesquelles le point de départ est fixé à l'expiration de la peine principale, viendra à être encourue par un condamné bénéficiaire du

sursis, celui-ci, pendant le délai de cinq ans, ne sera pas frappé de cette déchéance, qui n'aura pu prendre naissance à cause de l'inexécution de la peine principale dont la suspension est la conséquence du sursis.

La conclusion à laquelle nous venons d'aboutir méritait d'être signalée. Cette solution, que nous venons de donner bien que peu rationnelle et cependant imposée par l'interprétation littérale des textes, n'est pas faite pour nous déplaire, puisqu'elle répond en somme à une conception qu'il serait désirable de voir admise par le législateur.

§ II. — De certaines déchéances prévues par des lois spéciales et qui peuvent atteindre les condamnés à des peines correctionnelles.

Ces lois spéciales sont relativement très nombreuses. Certaines édictent des déchéances non prévues dans l'article 42 du Code pénal ; d'autres étendent l'application de déchéances déjà énumérées dans cet article à des infractions que l'interdiction des droits civiques, civils et de famille ne frappait pas.

Nous étudierons ces textes, en nous occupant d'abord de ceux qui édictent des privations de droits politiques, puis ceux qui se rapportent aux droits civiques, publics et civils.

I. — *Déchéance du droit de participer aux élections politiques et communales.*

Le décret du 2 février 1852 prévoit un très grand

nombre de cas dans lesquels les condamnés à des peines correctionnelles sont privés à perpétuité ou à temps de leurs droits électoraux.

L'article 15 de ce décret est ainsi conçu :

« Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales :

« 1^o..... 2^o Les individus auxquels les tribunaux, jugeant correctionnellement, ont interdit le droit de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction » (art. 42, C. pénal).

« 3^o Les condamnés pour crimes à l'emprisonnement par application de l'article 463 du Code pénal ».

4^o Ce paragraphe a été modifié par la loi du 24 janvier 1889. Il est actuellement ainsi conçu : « Ceux qui ont été condamnés à trois mois d'emprisonnement par application de l'article 423 du Code pénal et de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851 ».

L'article 423 prévoit le cas de tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent, sur la qualité des pierres précieuses et enfin sur la quantité de ces marchandises. L'article 1^{er} de la loi de 1851 vise la falsification des denrées alimentaires ou médicamenteuses et tromperie sur la quantité.

« 5^o Les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par les dépositaires de deniers publics ou attentats aux mœurs prévus par les articles 330 et 334 du Code pénal, quelle que soit la durée de l'emprisonnement auquel ils ont été condamnés.

6° Les individus qui, par application de l'article 8 de la loi du 17 mai 1819 et de l'article 3 du décret du 11 août 1848 auront été condamnés pour outrages à la morale publique et religieuse ou aux bonnes mœurs et pour attaque contre les principes de la propriété et du droit de famille.

Ce paragraphe ne reçoit plus qu'en partie son application. La loi du 17 mai 1819 et le décret du 11 août 1848, qui punissaient les délits d'outrages à la morale publique ou religieuse et d'attaque contre le principe de la propriété et les droits de famille ont été abrogés par la loi du 29 juillet 1881. Quant à l'outrage aux bonnes mœurs il est réprimé, suivant les cas, par l'article 28 de la loi du 29 juillet 1881, qui reproduit, quant à ce délit, l'article 8 de la loi de 1819, ou par les articles 1 et 2 de la loi du 2 août 1882, modifiée par les articles 1 et 2 de la loi du 16 mars 1898. Le § 6 de la loi de 1852 n'a donc plus son application que dans ce cas (1).

7° Les individus condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement en vertu des articles 31, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 45 et 46 de la présente loi qui visent certains cas de fraude électorale.

8° Ce paragraphe a été modifié par l'article 3 de la loi du 10 mars 1898 et se trouve désormais ainsi conçu : « Ne doivent pas être inscrits sur les listes

(1) Civ. cass., 18 avril 1888, D. P., 89, I, 285.

électorales, les notaires et officiers ministériels destitués, lorsqu'une disposition formelle du jugement ou arrêt de destitution les aura déclarés déchus des droits de vote, d'élection et d'éligibilité ; les greffiers destitués, lorsque cette déchéance aura été expressément provoquée, en même temps que la destitution, par un jugement ou une décision judiciaire ».

9° Les condamnés pour vagabondage ou mendicité.

10° Ceux qui auront été condamnés à trois mois de prison au moins, par application des articles 439 (destruction des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, billets, effets de commerce, etc.), 443 (détérioration de marchandises), 444 (dévastation de récoltes), 445, 446, 447 (abatage, mutilation d'arbres, destruction de greffes), 452 (empoisonnement d'animaux).

11° Ceux qui auront été déclarés coupables des délits prévus par les articles 410 (tenue de maison de jeu de hasard), et 411 (tenue de maisons de prêts sur gages ou nantissement sans autorisation) ; le § 11 ajoutait à ces délits celui d'émission d'une loterie non autorisée (Loi 21 mai 1836). Mais la loi organique du 30 novembre-31 décembre 1875 sur l'élection des députés, s'exprime ainsi dans son article 22, alinéa 4 : « Demeure également abrogé le § 11 de l'article 15 du décret organique du 2 février 1852 en tant qu'il se réfère à la loi du 21 mai 1836 sur les loteries, sauf

aux tribunaux à faire aux condamnés l'application de l'article 42 du Code pénal ».

12° Les militaires condamnés aux boulets ou aux travaux publics.

13° Les individus condamnés à l'emprisonnement par application des articles 38, 41, 43, 45 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée. Ces dispositions ont été reproduites dans les articles 60, 63, 66 de la loi du 27 juillet 1872 (abolitive de la loi de 1832), remplacés eux-mêmes par les articles 69, 70, 71, 72, 73, 74, 77 de la loi du 15 juillet 1889, substituée à la loi de 1872. L'incapacité électorale reste donc attachée aux condamnations prononcées à raison des délits prévus et punis par ces articles : ils concernent les manœuvres ou ententes frauduleuses employées par les appelés pour se faire exempter du service militaire et les complices qui les ont aidés.

14° (modifié par la loi du 24 janvier 1889). Les individus condamnés à l'emprisonnement par application de l'article 2 de la loi du 27 mars 1851 : cas où la falsification des substances alimentaires a été faite par des mixtions nuisibles à la santé. Avant la loi de 1889, le § 14 du décret de 1852 ne visait que l'article 1^{er} de la loi de 1851, qui édictait cependant des peines moins sévères que l'article 2, lequel, par une anomalie singulière, n'entraînait aucune déchéance électorale. Ajoutons que la loi du 5 mai 1855 (art. 1), complétée par la loi du 24 juillet 1894, a déclaré appli-

cable aux boissons falsifiées les dispositions de la loi du 27 mars 1851.

15° Les individus condamnés pour délit d'usure.

Enfin l'art. 3 de la loi du 23 janvier 1873 déclare incapables d'exercer notamment les droits de vote, d'élection et d'éligibilité à toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifesté.

Dans tous les cas qui viennent d'être énumérés, l'incapacité électorale est perpétuelle.

Par contre, « les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique ; pour outrages publics envers un juré, à raison de ses fonctions ou envers un témoin, à raison de sa déposition ; pour délits prévus par la loi sur les clubs (1) et l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851 et pour infractions à la loi sur le colportage » ne peuvent être inscrits sur la liste électorale mais pendant cinq ans seulement (art. 16 du décret organique du 2 février 1852, modifié par la loi du 24 janvier 1889).

Toutes les déchéances perpétuelles ou temporaires qui viennent d'être énumérées, doivent être limitativement interprétées. Ainsi, la privation du droit électoral qui atteint les condamnés pour vol ou abus de confiance ne s'applique pas aux individus condamnés pour détournement d'objets saisis ou pour filouterie

(1) Art. 13, loi 28 juill. 1848. — Art. 12, loi 30 juin 1881. .

d'aliments, pour coupe et enlèvement d'arbres dans une forêt de l'Etat (1) ; la déchéance ne frappe pas non plus les condamnés pour entraves à la liberté du travail, bris de clôture, dénonciation calomnieuse, etc. (2).

Notons qu'un arrêt (3) a décidé qu'un mineur de 16 ans, poursuivi pour attentat à la pudeur et outrage public à la pudeur et condamné comme ayant agi avec discernement à être enfermé dans une maison de correction, est déchu du droit de vote.

L'autorité administrative est chargée de recueillir et de conserver tous les renseignements relatifs à l'état des individus condamnés et susceptibles d'être frappés d'incapacité électorale. Il existe un casier judiciaire spécial établi au moyen des bulletins individuels dressés par les parquets des tribunaux pour les condamnations emportant incapacité de voter et adressés au sous-préfet du lieu de naissance du condamné (4).

II. — *Déchéances du droit de participer à certaines élections spéciales.*

La loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des juges consulaires s'exprime ainsi dans son article 2 :

(1) Cass., 29 janv. 1879, S., 80, 1, 35 ; D., 79, 1, 168. — Décision minist. Just., 5 janvier 1878 (*Bull. off. Minist. Just.*, 1878 p. 3). — Cons. d'Ét., 29 nov. 1878, S., 80, 2, 155 ; D., 79, 3, 81.

(2) Cass., 15 mai 1877, S., 77, 1, 320 ; D., 77, 1, 204. — Cons. d'Ét., 2 nov. 1885. — Cass., 24 avril 1877, D., 77, 1, 204.

(3) Cass., 10 mai 1881, D., 81, 1, 481.

(4) Circulaires du Garde des Sceaux et du Ministre de l'Intérieur des 18 déc. 1874, 30 déc. 1874, 12 juill. 1875, 23 sept. 1875.

Ne pourront participer à l'élection :

... 2^o) Ceux qui ont été condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustractions commises par les dépositaires de deniers publics, attentats aux mœurs;

3^o) Ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement pour délit d'usure, pour infraction aux lois sur les maisons de jeu, sur les loteries et les maisons de prêt sur gage ou par application de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851 (falsification de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses), de l'art. 1^{er} de la loi du 5 mai 1855, des articles 7 et 8 de la loi du 23 juin 1857 (contrefaçon ou imitation des marques de fabrique) et de l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1867 (abrogée par la loi du 4 février 1888 : tromperie sur la nature, la composition, le dosage, etc., des engrais);

4^o) Ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement par application des lois du 17 juillet 1857, du 23 mai 1863 et du 24 juillet 1867 sur les sociétés;

5^o) Les individus condamnés pour les délits prévus aux articles 400, 413, 414, 417, 418, 419, 420, 421, 423, 433, 439, 443 du Code pénal; et aux articles 594, 596 et 597 du Code de commerce;

6^o) Ceux qui ont été condamnés à un emprisonnement de 6 jours au moins ou à une amende de plus de 1,000 francs pour infraction aux lois sur les douanes, les octrois et les contributions indirectes et à l'article 5

de la loi du 4 juin 1859 sur le transport, par la poste, des valeurs déclarées ;

7^o) Les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués en vertu de décisions judiciaires ;

... 9^o) Et généralement tous les individus privés du droit de vote dans les élections politiques.

Depuis la loi du 23 janvier 1898, les femmes qui remplissent les conditions énoncées dans les paragraphes de l'article 1^{er} de la loi du 8 décembre 1883 peuvent participer à l'élection des juges aux tribunaux de commerce, mais elles ne sont pas éligibles. En tous cas les incapacités électorales énumérées dans l'article 2 de loi de 1883 leur sont applicables.

— Aux termes de l'article 6 de la loi du 1^{er} juin 1853, sur les conseils de prud'hommes, ne peuvent être éligibles ni électeurs les individus désignés dans l'article 15 de la loi du 2 février 1852.

— Les dispositions relatives aux tribunaux de commerce sont applicables aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures (Décret du 22 janvier 1872. — Art. 20, loi du 8 décembre 1883).

— La loi du 8 juillet 1890, sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, exige des électeurs qu'ils jouissent de leurs droits politiques (art. 5). L'article 6 de cette loi ajoute : « Sont éligibles ceux qui n'ont jamais encouru de condamnations pour infractions aux dispositions soit de la présente loi,

soit de la loi du 21 avril 1810 (concernant les mines, minières et carrières) et du décret du 3 janvier 1813 (relatif à l'exploitation des mines), soit des art. 414 et 415 du Code pénal ».

III. — *Incapacité d'exercer les fonctions publiques.*

Aux termes de l'article 3 de la loi du 23 janvier 1873, l'individu qui a subi deux condamnations en police correctionnelle pour ivresse manifeste doit, par le second jugement, être déclaré incapable « d'être appelé aux fonctions publiques ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois pendant deux ans ».

IV. — *Exclusion des armées de terre et de mer.*

L'article 42 du Code pénal ne prononce pas à l'instar de l'art. 34, la perte du droit de servir dans les armées françaises.

La loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée déjà citée à propos de la dégradation civique, exclut de l'armée certains condamnés à des peines correctionnelles.

L'article 4 de cette loi s'exprime ainsi : « Sont exclus de l'armée, mais mis soit pour leur temps de service actif, soit en cas de mobilisation, à la disposition du ministre de la Marine et des Colonies, qui détermine par arrêtés les services auxquels ils peuvent être affectés..... 2° Ceux qui, ayant été condamnés à une peine

correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au dessus, ont été, en outre, par application de l'art. 42 du Code pénal, frappés de l'interdiction de tout ou partie de l'exercice des droits civiques, civils et de famille ; 3^o les relégués collectifs. — Les relégués individuels sont incorporés dans les corps de disciplinaires coloniaux.

Article 5. — « Les individus reconnus coupables de crimes et condamnés seulement à l'emprisonnement par application de l'article 463 du Code pénal ; — ceux qui ont été condamnés correctionnellement à trois mois de prison au moins pour outrage public à la pudeur, pour délit de vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, prévus par l'article 334 du Code pénal ; ceux qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en soit la durée pour l'un des délits spécifiés dans le paragraphe précédent, — sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Ceux qui, au moment de l'appel de leur classe, se trouveraient retenus, pour ces mêmes faits, dans un établissement pénitentiaire, seront incorporés dans les dits bataillons à l'expiration de leur peine pour y accomplir le temps de service prescrit par la présente loi.

« Après un séjour d'une année dans ces bataillons, les hommes désignés au présent article qui seraient l'objet de rapports favorables de leurs chefs, pourront

être envoyés dans d'autres corps par le Ministre de la guerre. » Les hommes désignés dans l'article 5 resteront affectés, lors de leur passage dans la réserve, aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique, s'ils n'ont pas été jugés dignes d'être envoyés dans d'autres corps. — En temps de paix, ils accompliront leurs périodes d'exercices dans des compagnies spécialement désignées à cet effet. Ces dispositions sont applicables aux hommes qui, après avoir quitté l'armée active, ont encouru les condamnations spécifiées en l'article 5 (article 48 de la loi de 1889).

L'article 6 ajoute que les dispositions prévues dans les articles 4 et 5 ne sont pas applicables aux individus qui ont été condamnés pour faits politiques ou connexes à des faits politiques. En cas de contestation sur la nature du crime ou du délit, l'article 6 donne au tribunal civil du lieu de la résidence du réclamant le pouvoir de décider, contradictoirement entre celui-ci et le Préfet, si le fait est de nature politique.

On trouve dans l'article 59 de la loi sur le recrutement de l'armée la condition suivante, qui est exigée notamment pour contracter un engagement : il faut n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la loi du 15 juillet 1889, à moins que l'engagé volontaire ne veuille contracter un engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

— L'article 7 de la loi du 24 décembre 1896, sur l'inscription maritime, déclare : « Les inscrits qui, en raison de condamnations qu'ils ont subies, se trouvent dans l'une des catégories prévues par l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée sont, sous la réserve des dispositions énoncées à l'article 6 de la même loi, traités suivant les mêmes règles que les hommes du recrutement visés par ledit article. Ceux qui se trouvent dans les conditions prévues par l'article 5 de la même loi sont, sous la même réserve qu'au paragraphe précédent, incorporés dans un corps disciplinaire, soit lors de leur première levée, soit en cas de rappel au service pour une cause quelconque, à moins, toutefois, qu'ils n'aient été précédemment jugés dignes d'être réintégrés dans le corps des équipages de la flotte ».

A propos des deux lois dont les dispositions viennent d'être énumérées, nous devons signaler les très intéressantes discussions dont elles furent l'objet dans différentes séances de la Société générale des prisons, à la suite d'un rapport présenté par M. Léveillé dans la séance du 17 juin 1896, touchant l'engagement militaire des condamnés correctionnels (1).

(1) Le Rapport de M. Léveillé, présenté le 17 juin 1896, fut discuté dans les séances générales de la Société des prisons des 17 juin et 4 novembre 1896 (*Revue pénitentiaire*, 1896). La première section de cette Société, dans ses séances des 23 décembre 1896 et 6 février 1897, se trouva saisie des propositions soumises par M. Léveillé; elle les discuta et M. Saleilles, professeur à la Faculté de droit de Paris, fut chargé du rapport (*Revue pénitentiaire*, 1897, p. 489).

Parmi les propositions soumises à la Société des prisons par l'éminent criminaliste, certaines méritent de fixer plus particulièrement notre attention.

La première est relative aux condamnés avec sursis.

Une note du ministère de la Guerre, en date du 23 novembre 1891, avait décidé que la loi du 15 juillet 1889 leur était applicable, en tant du moins qu'ils se trouvaient encore dans le délai d'épreuve de cinq ans. Ainsi, les articles 4 et surtout 5 de la loi de 1889 mettaient bien souvent obstacle à l'admission des condamnés avec sursis dans l'armée régulière ; l'article 59, § 3, rendait à peu près impossible leur engagement, en dehors des bataillons d'Afrique. Or, une réforme s'imposait sur ce point, car la situation faite à ces condamnés était illogique. Elle a été réalisée par la loi du 1^{er} mai 1897.

Sans doute, on pouvait soutenir que l'envoi dans les bataillons d'Afrique était une de ces peines accessoires, dont la loi du 26 mars 1891 (art. 2, alin. 2), ne permettait pas la suspension (1). Mais il faut bien reconnaître que les effets regrettables de l'article 2 de la loi de 1891, étaient particulièrement ressentis en l'espèce. L'envoi aux bataillons d'Afrique des condamnés avec sursis avait pour résultat de les placer dans un milieu perverti, ce qu'on avait voulu éviter en les faisant bénéficier des dispositions de la loi Béranger.

(1) V. la note du Ministère de la Guerre déjà citée.

On leur imposait une flétrissure, qui persistait même après qu'ils avaient mérité la réhabilitation légale, car si leur condamnation était alors effacée du casier, la preuve qu'ils avaient été aux bataillons d'Afrique n'en subsistait pas moins. En outre, dans son rapport, M. Saleilles faisait remarquer qu'il y avait lieu de relever une contradiction au point de vue judiciaire. L'administration avait l'air de suspecter l'avis donné par les magistrats, estimant que le bénéficiaire du sursis n'en était pas digne. D'autre part, l'armée recevait bien des condamnés ayant subi des peines à moins de trois mois, pourquoi n'aurait-elle pas reçu ceux qui n'avaient pas subi leur peine ? (1)

Au point de vue de l'engagement des condamnés avec sursis, l'article 59 y mettait un obstacle à peu près absolu et certainement injustifié, puisque le § 3 de cet article déjà si dur pour les autres condamnés, dont une amende prononcée par exemple pour vol suffit à empêcher l'engagement, leur était applicable. Il était

(1) Certains criminalistes ne voulaient l'admission dans l'armée régulière que des condamnés avec sursis à moins de 3 mois, ceux-ci méritant seuls quelque intérêt tandis que les autres pouvaient être dangereux et déshonorants pour l'armée. Ainsi conçue, la réforme demandée était un peu restreinte ; elle facilitait l'accès de l'armée régulière aux condamnés avec sursis, mais seulement en matière d'engagement (V. art. 59, § 3, loi 15 juill. 1889). Il faut aussi remarquer, que dans bien des cas où le sursis est accordé à un condamné, le juge prononce une peine d'emprisonnement supérieure à celle qu'il aurait appliquée sans suspension. En tenant compte de cette observation, les condamnés avec sursis, d'après la proposition exposée plus haut, étaient dans une situation inférieure aux autres condamnés (Sur ce point : cons. la *Revue pénitentiaire*, années 1896 et 1897.— Séances des 26 décembre 1896 et 6 février 1897 et le rapport de M. Saleilles).

cependant très important de faciliter les engagements militaires des condamnés avec sursis, car c'était un moyen d'éviter qu'après une première faute l'individu ne vînt à recommencer en reprenant contact avec le milieu qui l'avait perdu.

Tous ces vœux émis au sein de la société des prisons, sur l'initiative de M. Léveillé, étaient le résultat d'un grand mouvement d'idées en faveur des condamnés avec sursis et qui avait trouvé son écho au sein du Parlement.

Une loi du 1^{er} mai 1897 (1) réalisa les réformes demandées. D'après l'article unique de cette loi, l'art. 5 et les trois derniers paragraphes de l'art. 48 de la loi du 15 juillet 1889 ne s'appliquent pas aux hommes qui auront bénéficié de la loi du 26 mars 1891 ; il leur est permis, d'autre part, de contracter des engagements volontaires de 4 à 5 ans. Cependant, en cas d'inconduite grave, durant leur présence sous les drapeaux, ces hommes pourront, sur la proposition de leur chef de corps et par décision ministérielle, être envoyés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique ou, en temps de paix, à des compagnies spécialement désignées pour accomplir leurs périodes d'exercices.

(1) Cette loi fut votée par le Sénat le 13 juillet 1893 ; assez mal accueillie au début par la Chambre des députés (Rapport défavorable de la Commission de l'armée de la Chambre des députés, 1895), elle fut reprise de nouveau devant la Chambre et acceptée par la Commission de l'armée (Adoption par la Commission de l'armée de la proposition de la loi de M. Dussaussoy, 3 février 1897. — Rapport de M. Sauzet).

Ces mêmes règles s'appliquent aux inscrits visés par le § 2 de l'article 7 de la loi du 24 décembre 1896.

Ainsi la loi du 1^{er} mai 1897 autorise l'enrôlement dans l'armée régulière de tous les bénéficiaires du sursis, sauf cependant de ceux qui auraient été condamnés, avec application de la loi Bérenger, à 2 ans au moins d'emprisonnement et, de plus, à l'une des déchéances prévues par l'article 42 (art. 4 § 2 de la loi du 15 juillet 1889). Le juge pourra donc, en accordant le sursis à des condamnés à 2 ans au plus d'emprisonnement, les faire bénéficier des dispositions de la loi de 1897, en ne prononçant pas contre eux l'une des déchéances de l'article 42, si toutefois cette faculté lui est laissée par la loi.

Ce qui frappe lorsqu'on étudie la loi du 15 juillet 1889, même depuis la réforme apportée en 1897, ce sont les conditions beaucoup plus rigoureuses mises à l'engagement des condamnés. Ceci s'explique par cette considération que l'individu qui désire s'engager sollicite un honneur, celui de faire partie de l'armée. Toutefois cette différence de traitement entre les appelés et les engagés ne semble pas moins étrange. Une assimilation serait plus logique car, en se plaçant au point de vue du résultat, il est un fait certain, c'est que un jour ou l'autre l'armée possèdera par l'enrôlement celui qu'elle a repoussé antérieurement. Ajoutons que pour certains condamnés primaires à des peines légères, non bénéficiaires du sursis, il peut y

avoir grand intérêt à pouvoir s'engager. S'inspirant de ces idées, M. Léveillé émettait les deux propositions suivantes, que nous citerons pour terminer ces quelques observations :

1) Les individus condamnés à l'amende pour l'un des délits spécifiés à l'article 5, § 2 de la loi du 15 juillet 1889 et qui n'auraient pas obtenu le sursis pourront, à condition qu'il s'agisse de condamnés primaires, être admis à contracter un engagement volontaire dans l'armée régulière, dans les termes du droit commun et sans qu'on puisse exciper de leur condamnation.

2) Les individus condamnés à la prison pour l'un des délits spécifiés au même article 5, § 2, mais à moins de trois mois et qui n'auraient pas obtenu le sursis, pourront être admis à contracter pareil engagement, mais pour cinq ans (1).

— La loi du 19 mai 1834 a conféré à l'officier une véritable propriété du grade, qui est le trait caractéristique de son état. Il n'en peut être dépossédé que dans les cas limitativement prévus par la loi et notamment à la suite : 1) d'une condamnation correctionnelle pour délits prévus par la section I et les articles 402, 403, 405, 406 et 407 du chapitre II du titre II du livre III du Code pénal. — 2) d'une condamnation

(1) M. LÉVEILLÉ proposait une série d'autres réformes basées sur une réorganisation des bataillons d'Afrique, dans lesquels il proposait d'admettre par voie d'engagement certains condamnés, dont la suspension de l'exécution totale ou partielle de la peine aurait été subordonnée à cet engagement pour un nombre d'années déterminées,

à une peine correctionnelle d'emprisonnement, et qui en outre a placé le condamné en état d'interdiction de séjour et l'a interdit des droits civiques, civils et de famille.

Ces dispositions s'appliquent à l'armée de mer comme à l'armée de terre, à l'intendance militaire, aux officiers de santé des armées de terre et de mer, à ceux de l'administration des hôpitaux et aux agents du service de l'habillement et du campement (art. 24 et 26, loi 1834).

En outre, aux termes de l'article 27 de la même loi, tout officier condamné par jugement à un emprisonnement de plus de six mois, doit être suspendu de son emploi ou mis en réforme (1).

V. — *Privation du droit d'être juré.*

Le § 3 de l'article 42 autorise les tribunaux correctionnels à prononcer l'interdiction temporaire des fonctions de juré. De même l'article 3 de la loi du 23 janvier 1873 déclare incapable de remplir ces fonctions, tout individu condamné deux fois en police correctionnelle en moins d'un an pour ivresse manifeste.

En outre, l'article 2 de la loi du 21 novembre 1872 prévoit divers cas d'incapacités soit perpétuelles, soit

(1) V. les conséquences de la perte du grade quant à la pension de retraite (Art. 190 3^e, 192 C. just. milit., 26 loi du 11 avril 1831).

temporaires, résultant de condamnations en matière correctionnelle.

1) Incapacités perpétuelles.

Elles frappent : 1 Ceux qui ont été condamnés à des peines correctionnelles pour faits qualifiés crimes par la loi (§ 2 de la loi).

2. Les militaires condamnés aux boulets (1) ou aux travaux publics (§ 3).

3. Les condamnés à un emprisonnement de trois mois au moins pour un délit quelconque autre qu'un délit politique ou de presse (§ 4).

4. Les condamnés à l'amende ou à l'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée, pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires publics, attentats aux mœurs prévus par les articles 330 et 334 du C. pénal, délit d'usure ; les condamnés à l'emprisonnement pour délits commis contre les mœurs par la voie de la presse ou par les autres moyens de publication, pour vagabondage ou mendicité, pour infraction aux dispositions des articles 69, 70, 72 de la loi sur le recrutement du 15 juillet 1889 et aux dispositions de l'article 423 du Code pénal, de l'art. 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, et de l'article 1^{er} de la loi des 5-9 mars 1855 ; pour les délits prévus par les articles 134, 142, 143, 174, 251,

(1) La peine du boulet n'existe plus depuis le Code de justice militaire du 9 juin 1837,

305, 345, 362, 363, 364, §§ 3, 365, 366, 387, 389, 399, §§ 2, 400, §§ 2, 418 du Code pénal (§ 5).

Nous avons dû, en citant le § 5 de la loi de 1872, modifier certaines de ses dispositions aujourd'hui abrogées ou, tout au moins transformées. Ainsi le § 5 parlait « de condamnés à l'emprisonnement pour outrage à la morale publique et religieuse, attaque contre le principe de la propriété et les droits de famille ». Ces délits ont été abrogés par la loi sur la presse du 29 juillet 1881.

De même le § 5 visait « les délits commis contre les mœurs par l'un des moyens énoncés par l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819 ».

Ces délits sont toujours punis, mais en vertu des articles 23 et 28 de la loi de 1881 ; ils n'en entraînent pas moins la privation du droit d'être juré.

Enfin, la disposition que nous étudions, prononçait l'incapacité d'être juré contre les condamnés pour « infraction aux dispositions des articles 60, 63, 65 de la loi sur le recrutement de l'armée » du 27 juillet 1872 remplacée actuellement par la loi du 15 juillet 1889 (voir notamment les articles 69, 70, 72, qui reproduisent les articles cités de la loi de 1872).

5. L'incapacité perpétuelle est encore encourue par ceux auxquels les fonctions de jurés ont été interdites en vertu de l'article 396 du Code d'instruction criminelle (§ 9 de la loi de 1872).

2) Sont incapables, pour cinq ans seulement, à dater

de l'expiration de leur peine, les condamnés à un emprisonnement de moins de trois mois pour quelque délit que ce soit, même pour les délits politiques ou de presse (§ 11). Il en est de même pour les condamnés politiques ou de presse à un emprisonnement de trois mois au moins (§ 4).

VI. — *Déchéance du droit de port d'armes. — Incapacité d'obtenir un permis de chasse.*

Le droit de port d'armes est déjà prévu par le § 4 de l'art. 42, comme pouvant être enlevé à la suite d'une condamnation correctionnelle. Cette disposition est complétée par l'article 3 de la loi du 23 janvier 1873, qui étend cette déchéance aux individus condamnés deux fois en police correctionnelle pour ivresse manifeste.

La loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, déclare certaines personnes incapables d'obtenir un permis ; il en est certaines autres qui, pour n'être pas frappées d'une incapacité absolue, n'en sont pas moins susceptibles de se voir refuser le permis de chasse.

Il ne peut être accordé de permis :

1. A ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes (art. 8) ;

2. A ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par la loi de 1844 (art. 8) ;

3. A tout condamné placé sous la surveillance de la haute police (art. 8) ;

Cette dernière déchéance s'applique maintenant aux condamnés à l'interdiction de séjour, depuis la suppression de la surveillance.

4. Aux délinquants que les tribunaux auront privés du droit d'obtenir un permis de chasse. Cette privation peut être prononcée pour un temps qui n'excèdera pas cinq ans, à propos d'un délit de chasse quelconque (art. 18).

C'est à l'administration qu'incombe la charge de prouver la condamnation ; elle le fait au moyen du casier judiciaire. C'est encore à elle de rechercher si le demandeur a subi sa peine ; ce n'est pas à lui à faire cette preuve.

L'administration qui a, par erreur, accordé un permis, peut le retirer, car le permis a été délivré en violation de la loi, et l'incapacité absolue dont était frappé le bénéficiaire ne comportait aucune appréciation du fonctionnaire appelé à délivrer le permis (1).

L'incapacité peut survenir postérieurement à la délivrance du permis. Dans ce cas, la Cour de Paris a décidé que le jugement qui, en condamnant un individu pour délit de chasse, le prive du droit d'obtenir un permis de chasse pendant un temps déterminé, ne lui enlève ni le droit de chasse ni le droit de port

(1) Rouen, 4 décembre 1880, D., 82, 5, 75,

d'armes et le met seulement dans l'impossibilité d'obtenir un permis de chasse pendant la période fixée. Le permis de chasse délivré antérieurement n'est pas nul de plein droit par l'effet de la condamnation (1).

Le préfet, dit l'article 6, pourra refuser le permis de chasse :

1° A tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou plusieurs des droits énumérés en l'article 42 du Code pénal, autres que le droit de port d'armes.

2° A tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique.

3° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre ; de menaces écrites ou de menaces verbales avec ordre ou sous condition ; d'entraves à la circulation des grains ; de dévastations d'arbres ou de récoltes sur pied de plants venus naturellement ou faits de main d'hommes.

4° A ceux qui auront été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance.

L'article 6 ajoute que le permis de chasse peut être refusé pendant cinq ans après l'expiration de la peine, lorsqu'il s'agit de l'une des condamnations énumérées

(1) Paris, 2 février 1891 (*Pandectes françaises pér.*, 92, 2, 265). — Nogent-sur-Seine, 3 novembre 1866, D., 68, 3, 75. — En sens contraire : V. DEPEIGES, p. 160 et les arrêts cités par cet auteur, note 2.

ci-dessus sous les n^{os} 2, 3 et 4. Dans le cas où la peine prononcée serait une amende, le délai de cinq ans courrait à partir du jour où la condamnation serait devenue définitive. Quant aux condamnés privés d'un ou plusieurs des droits mentionnés dans l'article 42 du Code pénal, la faculté de leur refuser le permis de chasse ne peut être exercée vis-à-vis d'eux que pendant le temps fixé par le tribunal correctionnel pour l'interdiction prononcée.

Le préfet ne peut pas astreindre celui qui sollicite un permis à justifier qu'il n'est dans aucune des conditions prévues par l'art. 6. L'obtention du permis de chasse étant de droit commun, c'est à l'administration qui invoque une exception pour le refuser, à rapporter la preuve de son existence (1).

Contrairement à ce qui a été exposé à propos de l'article 8, dans le cas qui nous occupe l'administration ne peut retirer un permis de chasse délivré à tort à un individu tombant sous l'article 6, car le particulier ne peut être victime des erreurs de l'enquête faite par l'administration ; d'ailleurs il est de bonne foi et il peut croire que le préfet lui a accordé, ainsi qu'il le peut, un permis malgré sa condamnation.

VII. — *Déchéances relatives à l'enseignement.*

L'article 42 n'a pas reproduit la disposition du § 5

(1) Circulaire Minist. int. du 20 mai 1844 (*Bullet. officiel Minist. int.*, 1844, p. 417).

de l'article 34 qui prive les condamnés pour crimes, du droit « de tenir école ou d'enseigner et d'être employé dans aucun établissement d'instruction à titre de professeur-maître ou surveillant ». Plusieurs textes ont heureusement comblé cette lacune regrettable, en interdisant à certains condamnés à des peines correctionnelles la faculté d'enseigner.

D'après l'article 26 de la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement primaire et secondaire, « sont incapables de tenir une école publique ou libre, ou d'y être employés, les individus qui ont subi une condamnation pour crime ou pour un délit contraire à la probité ou aux mœurs, les individus privés par jugement de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal... » L'article 5 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire a reproduit textuellement cette disposition applicable à l'enseignement secondaire en vertu des articles 60 et 65 de la loi de 1850.

Enfin la loi du 12 juillet 1875, relative à la liberté de l'enseignement supérieur, s'exprime ainsi dans ses articles 2 et 8, article 2 : « Tout Français âgé de 25 ans n'ayant encouru aucune des incapacités prévues par l'article 8 de la présente loi... pourra ouvrir librement des cours ou des établissements d'enseignement supérieur... »

L'article 8 donne l'énumération des condamnés à des peines correctionnelles, qui sont incapables « d'ouvrir

un cours et de remplir les fonctions d'administrateur ou de professeur dans un établissement libre d'enseignement supérieur ». Ce sont ceux qui ont subi une condamnation pour délit contraire à la probité ou aux mœurs (§ 2) et ceux qui, par suite du jugement, se trouveront privés de tout ou partie des droits civils, civiques et de famille indiqués dans les n^{os} 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 de l'article 42 du Code pénal (§ 3) ; les incapacités de l'article 8 frappent encore les individus contre lesquels cette privation aura été prononcée en vertu de l'article 16 de la loi du 12 juillet 1875 (§ 4).

Des peines d'amende et d'emprisonnement sont édictées contre ceux qui, malgré l'incapacité dont ils sont atteints, essaieraient cependant d'exercer les droits qui leur sont enlevés en vertu des dispositions qui viennent d'être étudiées (art. 66, loi 15 mars 1850, 16 et 17, loi du 12 juillet 1875).

VIII. — *Incapacités d'exercer certains commerces ou certaines professions.*

Les articles 80, 81, 89, et 109 de la loi du 19 Brumaire an VI, prononcent contre certains délinquants l'interdiction du commerce des matières d'or et d'argent.

— Les condamnés à un emprisonnement d'un mois au moins, pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue

d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé, conformément aux articles 379, 401, 405, 406, 407, 408, 248, 330, 334, 410 du Code pénal et à l'article 2 de la loi du 27 mars 1851, sont incapables d'exploiter des débits de boissons pendant 5 ans à partir de l'expiration de leur peine, si pendant ces 5 années ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement (art. 6, § 2, Loi du 17 juillet 1880).

L'art. 7 de cette loi ajoute : « Les mêmes condamnations, lorsqu'elles seront prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraîneront de plein droit contre lui et pendant le même délai, l'interdiction d'exploiter un débit à partir du jour où lesdites condamnations seront devenues définitives ». — « La même interdiction atteindra aussi tout débitant qui viendrait à être condamné à un mois au moins d'emprisonnement en vertu des articles 1 et 2 de la loi du 23 janvier 1873 ». « Le débitant interdit ne pourra être employé à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme attaché au service de celui auquel il aurait vendu ou loué ou par qui il ferait gérer ledit établissement, ni dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint même séparé ».

Outre les articles 1 et 2 cités dans l'article 7 de la loi du 17 juillet 1880, la loi du 23 janvier 1873 (art. 4 et 1) prévoit différents autres cas dans lesquels le tri-

bunal pourra prononcer contre un débitant, soit la fermeture de son établissement, soit l'interdiction de la faculté de livrer des boissons à consommer sur place.

— La loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine (art. 25) prononce à la suite de certaines condamnations correctionnelles la suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession contre les médecins, officiers de santé, dentistes, sages-femmes qui ont encouru ces condamnations.

IX. — *De la déchéance de la puissance paternelle.*

L'article 42 du Code pénal, de même que l'article 34, est muet sur les effets des peines correctionnelles relativement aux droits de la puissance paternelle. Cependant l'article 335 du Code pénal décide que lorsque le délit d'excitation de mineurs à la débauche sera l'œuvre du père ou de la mère, le coupable encourra en outre d'une peine correctionnelle, la privation des « droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre 1^{er}, titre IX de la puissance paternelle ». L'ascendant condamné perd ainsi les droits de garde, de correction et de jouissance légale. Nous verrons, par la suite, que cet article 335, en tant du moins qu'il prononce la déchéance de quelques-uns des droits de la puissance paternelle, a été implicitement aboli par la loi du 24 juillet 1889 (art. 1^{er}, § 1).

Nous trouvons aussi dans une loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, deux dispositions permettant au juge de prononcer la privation des droits de la puissance paternelle. 1) Contre les père et mère qui auraient livré leurs enfants âgés de moins de 16 ans à des individus exerçant des professions ambulantes, ou qui les auraient placés sous la conduite de vagabonds, gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité (art. 2 de la loi de 1874) ; 2) contre les père et mère qui auraient employé leurs enfants âgés de moins de 16 ans à la mendicité habituelle (art. 3 de la loi de 1874).

Ces dispositions de la loi de 1874 ont été tacitement abrogées par l'article 2, § 3 de la loi du 24 juillet 1889, qui a étendu la privation de la puissance paternelle aux parents qui viendraient à commettre l'un des délits prévus par l'art. 1^{er} de cette même loi de 1874.

Nous arrivons ainsi à la loi du 24 juillet 1889. Elle s'applique également aux délits et, comme lorsqu'il s'agit de crimes, la déchéance de la puissance paternelle qu'elle édicte peut être ou de plein droit ou simplement facultative pour les tribunaux.

La déchéance a lieu de plein droit pour les père et mère et ascendants dans trois cas :

1^o « S'ils sont condamnés par application du § 2 de l'article 334 du Code pénal » (§ 1, art. 1^{er}, loi 1889).

Cette disposition est la reproduction de l'article 335

du Code pénal, qui se trouve ainsi implicitement aboli ; toutefois les §§ 1 et 3 de cet article restent en vigueur. Nous aurons l'occasion, dans la suite, de constater que les conséquences de la déchéance prononcée par la loi de 1889, sont beaucoup plus étendues que celles attribuées par l'article 335 à la privation de la puissance paternelle.

2° « S'ils sont condamnés deux fois comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un délit commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants » (1) (§ 3, art. 1^{er}, loi de 1889).

Le § 2, que nous avons examiné à propos des peines criminelles, n'exigeait qu'une seule condamnation. Ici, comme l'infraction est moins grave, le législateur exige deux condamnations. Remarquons, d'autre part, que la loi, à la différence du § 2, ne prononce pas dans le § 3 d'une façon générale la déchéance de la puissance paternelle contre les parents co-auteurs ou complices d'un délit commis par un ou plusieurs de leurs enfants ; elle ne vise que certains genres de délits spéciaux et qui dénotent chez les parents, non pas une indignité générale qui a paru insuffisante pour justifier la déchéance, mais une indignité particulière à l'égard de leurs enfants.

3° « S'ils sont condamnés deux fois pour excitation

(1) V. NILLUS, *France Judiciaire*, 1891, I, p. 341. Cet auteur indique ce qu'il faut entendre par cette expression « délit commis sur la personne d'un enfant ».

habituelle de mineurs à la débauche » (§ 4, art. 1). La déchéance est facultative lorsqu'il s'agit d'une première condamnation.

La privation de la puissance paternelle peut être prononcée, non plus de plein droit comme dans les dispositions qui viennent d'être énumérées, mais facultativement dans un certain nombre de cas où cette déchéance apparaît moins nécessaire, soit parce que la faute commise par les parents n'affecte pas directement la personne des enfants, soit parce que le délit, tout en ayant trait à eux, ne dénote pas une indignité suffisante pour entraîner de plein droit la déchéance.

L'article 2 débute ainsi : « Peuvent être déclarés déchus des mêmes droits..... 2° les père et mère condamnés deux fois pour un des faits suivants : séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants ou pour vagabondage » (1).

(1) Tous les faits énumérés par ce paragraphe, sauf le vagabondage peuvent, selon les circonstances qui les ont accompagnés, constituer de simples délits, ou au contraire entraîner des peines criminelles. Cependant le mot « faits » est synonyme ici de « délits » (En sens contraire : LELOR, *Code de la puissance paternelle*, I, p. 317. — NILLUS, *op. cit.*, p. 343, n° 77). Il est vraisemblable, en effet, que le législateur a voulu rapprocher et réunir dans une même disposition des faits de même nature. Or, il y parle également du vagabondage qui est un délit (art. 269 C. pénal) ; par conséquent les autres faits énumérés dans ce texte n'ont été envisagés qu'en tant que délits. Ceci résulte également des travaux préparatoires — Rapport présenté à la Ch. des députés, par M. Gerville-Réache. Observations de M. Boreau-Lajonadie : Séance du 25 mai 1889, *Journal officiel*, 26 mai 1889 (Ch. des députés, *Débats parlementaires*, p. 1124). (V. arrêt Crim. cass., 8 mars 1890, D. P., 90, I, 233 et la note de M. de Loynes). L'intérêt de cette question est le suivant : toutes les fois qu'il s'agira d'un crime de séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants commis par

Il paraîtra peut être étrange que la loi ait exigé deux condamnations pour séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants, pour permettre au juge de prononcer la déchéance de la puissance paternelle contre les parents dénaturés qui se débarrasseraient ainsi de leurs enfants. On explique cette disposition par cette raison que le législateur n'a pas voulu attacher la flétrissure de la déchéance à des parents que leur extrême misère ou un accès de découragement a pu déterminer à commettre une fois ce délit. De plus, suivant certains auteurs, ce paragraphe ne prévoirait que les cas où les délits sus-énoncés auraient été commis par des parents sur la personne d'enfants autres que les leurs (1). L'article 2, § 2, exige pour qu'il y ait déchéance deux condamnations pour l'un des faits qu'il énumère. La loi ne semble pas exiger que la deuxième condamnation ait été prononcée pour le même fait que la première (2).

La déchéance de la puissance paternelle peut encore être prononcée « contre les père et mère condamnés par application de l'art. 2, § 2 de la loi du 23 janvier 1873 ou des art. 1, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 » (art. 2, § 3 de la loi de 1889).

des parents sur des enfants autres que les leurs, c'est le § 1^{er} de l'art. 2 qui leur sera appliqué : un seul crime de cette nature pourra donc rendre facultative l'application de la déchéance, tandis que deux délits seront nécessaires pour l'autoriser.

(1) Note de M. de Loynes dans l'arrêt de cassation du 8 mars 1890 précité.

(2) Toutefois voir la distinction très admissible faite par M. LEROY (Code de la puissance paternelle, I, n° 427).

Le premier cas dont s'occupe la loi est celui d'un père qui, pour la quatrième fois, a été arrêté et condamné pour ivresse publique, en moins de trois années.

Les articles 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 prononçaient déjà la déchéance facultative de la puissance paternelle ; la loi de 1889 a heureusement étendu la déchéance, en mentionnant l'article 1^{er}, à tous ceux qui commettraient les délits prévus et punis par la loi de 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

La déchéance est également facultative « contre les père et mère condamnés une première fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche » (art. 2, § 4).

Telles sont les condamnations pénales qui, d'après la loi du 24 juillet 1889, entraînent de plein droit ou permettent de prononcer la privation de la puissance paternelle. Dans tous les cas où elle est appliquée en vertu d'une des dispositions qui vient d'être examinée, il semble bien que la déchéance ait le caractère d'une peine. « C'est méconnaître, dit M. Leloir (1), la complexité de la loi de 1889 que de se borner à lui accorder le caractère d'une loi civile (2). C'est, en effet aussi, une loi administrative et notamment une loi pénale, en ce sens que la déchéance de la puissance paternelle est la sanction sinon toujours d'une infraction à la loi pénale, du moins, dans tous les cas, d'un

(1) *Op. cit.*, n° 402 et s.

(2) En ce sens : M. NILLUS.

manquement à un devoir social ; qu'elle fait subir à celui qu'elle frappe une diminution de capacité et, qu'en considération de cet effet, elle doit être interprétée d'une façon étroite et restrictive ». Le caractère pénal de la loi de 1889 n'est pas douteux toutes les fois que la déchéance est édictée de plein droit et même lorsque son application est laissée à l'appréciation des tribunaux, puisqu'il appartient au ministère public d'intenter l'action en déchéance (art. 3).

Les effets de la loi de 1889 sont très étendus : l'article 1^{er} en donne l'énumération, qu'on ne doit pas considérer comme étant limitative, mais simplement énonciative (1).

La déchéance porte donc sur tous les droits qui, à un titre quelconque, dérivent de la puissance paternelle.

Seulement, deux exceptions viennent tempérer cette règle.

La loi laisse subsister entre les ascendants déchus et l'enfant les obligations alimentaires réciproques (art. 1^{er}, dernier alinéa). D'autre part, la déchéance de la puissance paternelle ne fait pas disparaître les droits naturels qui dérivent de la paternité, droits qu'il ne faut pas confondre avec ceux de la paternité et qui ne sauraient être atteints par aucune déchéance, tel le

(1) V. Rapport de M. Courcelle-Seneuil (LELOIR, *Code de la puissance paternelle*, II, p. 213). — Rapport de M. Gerville-Réache (LELOIR, II, p. 297).

droit des parents à l'honneur et au respect de leurs enfants (art. 371 C. civ.).

La déchéance de la puissance paternelle absolue dans ses effets quant aux droits qu'elle enlève, est encore absolue en ce sens qu'elle doit être prononcée à l'égard de tous les enfants légitimes, adoptifs ou naturels, pourvu qu'ils aient été reconnus (1).

Enfin, ce sont non seulement les père et mère, mais encore les ascendants qui peuvent être déchus de la puissance paternelle (art. 1 et 2, loi 1889) (2).

Ajoutons que deux sortes de juridictions sont compétentes pour statuer sur cette déchéance : la juridiction civile et la juridiction répressive.

Le chapitre II de la loi de 1889 s'occupe de l'organisation de la tutelle en cas de déchéance de la puissance paternelle et le chapitre III détermine dans quelles conditions les parents pourront rentrer dans la jouissance de leurs droits. La réhabilitation ne fait pas cesser de plein droit les effets de la déchéance ; elle est cependant nécessaire pour permettre aux parents d'intenter devant le tribunal l'action en restitution

(1) La question de savoir si la déchéance peut frapper même l'individu non marié et sans enfants est discutée (LELOIR, I, n° 454 et s. — *Contrà* : DIDIER, *Journal Le Droit*, 31 décembre 1890. — LÉON LALLEMAND, *Annuaire de législation française*, 1889, p. 272).

(2) Toutefois l'art. 2 ne parle que des père et mère ; les auteurs sont partagés sur le point de savoir s'il convient ou non d'étendre la disposition aux ascendants (V. en sens divers : NILLUS, n° 52, p. 329. — LELOIR, I, n° 451, p. 342 et la note 1. — *Journal Le Droit*, 31 déc. 1890, art. de M. Louis DIDIER. — DE LOYNES, Relativement à la déchéance qui atteint les ascendants, note D., 90, 2, p. 28).

de la puissance paternelle (art. 15 et 16 de la loi du 24 juillet 1889).

La loi du 24 juillet 1889, en ordonnant ou permettant aux tribunaux de prononcer contre les parents indignes la déchéance des droits de la puissance paternelle, avait réalisé une réforme depuis longtemps réclamée. Comment expliquer alors que les tribunaux se soient montrés, jusqu'à ces derniers temps, si peu empressés à appliquer cette loi et que notamment, on ait pu constater que le tribunal de la Seine n'en ait à peu près pas fait usage ?

Plusieurs considérations, dans le détail desquelles il est inutile d'entrer ici, expliquent ce fait. Nous n'en retiendrons qu'une, car elle concerne certaines déficiences de la loi qui nous occupe, auxquelles s'est efforcée de remédier une loi récente en date du 19 avril 1898.

Le premier reproche important dirigé contre la loi de 1889 avait trait à la déchéance totale qu'elle édictait, non seulement en ce sens qu'elle faisait disparaître en bloc tous les droits de la puissance paternelle, mais aussi parce qu'elle enlevait ces droits aux parents à l'égard de tous leurs enfants. Cette mesure paraissait excessive dans beaucoup de cas et on s'était demandé si pour remédier à cet état de chose, il n'était pas permis de revenir à l'ancienne jurisprudence et d'admettre encore le contrôle des tribunaux dans l'exercice de la puissance paternelle. Les magistrats pouvaient-ils

encore limiter leur décision à la privation d'une partie seulement des prérogatives de la puissance paternelle ? Pouvaient-ils encore décider que leurs jugements n'auraient d'effet qu'à l'égard de tel ou tel enfant spécialement déterminé ? La négative était admise à peu près universellement, car cette jurisprudence, basée sur aucun argument juridique, mais inspirée par le désir très légitime de protéger l'enfant, n'avait plus de raison d'être depuis la loi de 1889 (1).

La sévérité excessive de la loi de 1889 sur le point que nous examinons avait pour conséquence d'empêcher par les tribunaux l'application de cette loi, qui paraissait, dans beaucoup de circonstances, ou trop rigoureuse ou inutile (2).

Trop absolue sur le point que nous venons d'étudier, la loi de 1889 était, par contre, trop restrictive, en ne permettant pas de prendre des mesures contre les personnes qui, n'ayant pas la puissance paternelle sur les enfants, en exerçaient cependant en fait bien des droits et notamment le droit de garde (par exemple le tuteur, le père naturel n'ayant pas reconnu son enfant, le concubin de la mère ou toute autre personne).

Enfin, on reprochait à la loi de 1889 d'entraîner pour son application des frais assez considérables et

(1) V. LÉLOIR, Rapport sur la nécessité d'une révision de la loi du 27 juillet 1889 (*Revue pénitentiaire*, mars 1898, p. 372).

(2) Communication de M. G. Bonjean sur l'application de la loi de 1889 devant le Tribunal de la Seine : Séance du 16 juin 1897 de la Société générale des prisons (*Revue pénitentiaire*, 1897, p. 977 et s.).

d'autre part l'article 5, tout en autorisant les tribunaux à prendre des mesures provisoires, n'avait pas institué une procédure assez rapide.

La loi du 19 avril 1898, dans ses articles 4 et 5, est venue apporter d'heureuses modifications à la loi du 24 juillet 1889.

Grâce à la loi nouvelle, le père indigne peut n'être déchu que de l'un des attributs de la puissance paternelle, le droit de garde. De plus, cette déchéance n'aura d'effet qu'à l'égard de l'enfant victime et le père pourra ainsi conserver sur ses enfants nés et à naître son autorité entière. Dans ces conditions, les tribunaux à qui la loi de 1898 laisse toujours la faculté de se prononcer, ne pourront plus se refuser à prendre cette mesure dans l'intérêt de l'enfant. (1)

Il faut aussi observer que ce droit de garde peut être enlevé non seulement aux parents, mais à toute personne qui en mésuse, qu'elle tienne son autorité de la loi ou d'une situation de fait. Ce droit de garde peut être transféré à un tiers, à une institution charitable ou à l'assistance publique.

De plus, sous l'empire de la loi nouvelle, les mesures provisoires peuvent être rapidement organisées à

(1) Il faut décider, bien que la loi ne se prononce pas sur ce point, que le droit de garde entraîne avec lui le droit de correction (M. BÉRENGER, *Revue pénitentiaire*, 1899, p. 78) et le droit d'éducation (Rapport de M. Bérenger, Annexe 69. Sénat, *Doc. parlement.*, 1898). — *Contrà* : M. H. ROLLET, V. une étude concernant la loi du 19 avril 1898 (*Lois nouvelles*, 15 fév. 1899). Toutefois nous déciderons que le père, déchu du droit de garde, ne perd ni le droit d'administration, ni celui d'usufruit légal.

l'égard de l'enfant, car ce n'est plus la Chambre du Conseil qui les prend, mais le juge d'instruction. L'art. 5 de la loi de 1898 autorise formellement les tribunaux répressifs à statuer définitivement sur la garde de l'enfant. (1)

Telles sont les réformes importantes apportées, quant au point qui nous occupe, par la loi du 19 avril 1898. Ajoutons que cette loi ne remplace pas, mais apporte un remède possible à la loi de 1889 au cas où elle ne se plierait pas aux exigences de telle ou telle espèce. Les principes de la loi du 24 juillet 1889 restent le droit commun en la matière. (2)

(1) Avant la loi de 1898, le droit pour les tribunaux correctionnels et les cours d'assises non seulement de prononcer la déchéance de la puissance paternelle, mais encore de régler la dévolution des droits enlevés aux parents déchus et le cas échéant d'organiser la tutelle, était reconnu par la loi de 1889. En pratique, ces tribunaux usaient peu de cette faculté faute d'éléments de décision et de temps pour s'appesantir sur ces questions (Note au *Bull. off. du Minist. de la justice de 1889*, p. 307. — Circulaire du Procureur général de Paris du 1^{er} mars 1894).

(2) Sur ce point consulter un ouvrage très intéressant de M. A. GALLOIS, *La protection de l'enfance maltraitée (Étude critique de la loi du 19 avril 1898*, Paris, 1899, p. 187 à 190).

CHAPITRE VI

COMMENT PEUVENT S'EFFACER LES DÉCHÉANCES ET INCAPACITÉS PÉNALES

Elles peuvent être, nous le savons, perpétuelles ou temporaires. Dans ce dernier cas, les déchéances et incapacités prennent fin à l'expiration du temps pour lequel elles ont été prononcées. De toutes façons, elles s'éteignent lors de la mort du condamné. Il est aussi certains modes d'extinction, dont nous devons maintenant nous occuper, et qui restituent aux condamnés la jouissance ou l'exercice de tout ou partie de leurs droits, avant l'époque fixée pour l'expiration de la peine. Nous étudierons successivement la revision, la réhabilitation, la prescription, la représentation du contumax, la grâce, l'amnistie et les pouvoirs accordés au Gouvernement à l'égard des transportés.

§ I. -- De la revision.

La revision est une voie de recours extraordinaire contre des décisions judiciaires irrévocablement rendues et que l'on prétend mal fondées à la suite d'une erreur de fait. La procédure de revision est réglée par

les articles 443 et 447 du Code d'instruction criminelle (loi du 8 juin 1895). Elle peut aboutir à un arrêt ou jugement de revision établissant l'innocence du condamné. Dans ce cas, les effets de la condamnation prononcée injustement disparaissent, tant pour le présent que pour le passé. Et, par exemple, le légataire jadis incapable reprendra les biens que son incapacité avait fait attribuer à son co-légataire. Il est de stricte justice, en effet, que dans la mesure du possible, toute trace d'une condamnation basée sur une erreur disparaisse.

§ II. — De la réhabilitation.

L'article 634 du Code d'Instruction criminelle, réformé par la loi du 14 août 1885, énonce en ces termes les effets de la réhabilitation : « Elle efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient ».

Cette définition a besoin d'être expliquée.

Il ne faudrait pas croire que la réhabilitation ait pour résultat d'anéantir la condamnation. Bien au contraire : celle-ci est effacée en ce sens qu'elle cesse de produire des effets pour l'avenir et ne peut plus, par conséquent, soit servir de base pour la récidive, soit continuer à frapper le condamné de déchéances ou d'incapacités.

Il n'en est pas moins vrai, cependant, que la con-

damnation a existé, qu'elle a été justement appliquée et que la réhabilitation n'entend pas méconnaître les effets qu'elle a produits ou peut produire encore dans le passé.

Par application des principes que nous venons de poser, il faut décider que l'individu réhabilité recouvre tous les droits dont il pouvait être privé par l'effet soit de la loi du 31 mai 1854, soit de la dégradation civique ou de l'interdiction des droits civiques, civils ou de famille, soit enfin de textes ou lois créant des déchéances spéciales.

Cependant l'article 15 de la loi du 24 juillet 1889 décide que « si les père et mère sont frappés de déchéances dans les cas prévus par l'article 1^{er} et par l'article 2, paragraphes 1, 2, 3 et 4, ils ne peuvent être admis à se faire restituer la puissance paternelle qu'après avoir obtenu leur réhabilitation » (1).

Voici maintenant les conséquences de ce principe, que la réhabilitation n'a pas d'effet rétroactif.

Le testament fait par le condamné à une peine afflictive perpétuelle restera nul, malgré la réhabilitation accordée à son auteur ; et cela, sans qu'il y ait lieu de distinguer si le testament a été fait pendant le cours de la peine ou si, au contraire, sa confection est antérieure à la condamnation.

(1) Les rédacteurs du projet primitif avaient admis que la réhabilitation ferait de plein droit cesser la déchéance (V. rapport de M. Courcelle-Seneuil dans le *Code de la puissance paternelle* de M. Leloir, II, p. 213).

Le père qui, par suite de l'application de l'article 335 du Code pénal, a été privé de l'usufruit légal des biens de ses enfants mineurs, en recouvrira la jouissance à partir de la réhabilitation, mais il n'aura droit à aucune répétition pour les fruits perçus et même seulement échus, pendant la durée de l'interdiction.

De même, l'acte à la rédaction duquel le condamné a concouru comme témoin en étant incapable, restera nul malgré la réhabilitation de celui-ci.

Enfin, s'il est certain que, par suite de la réhabilitation, le condamné redevient apte à être investi de fonctions publiques, d'offices, de certains grades ou dignités, il n'en est pas moins vrai que cette faveur ne saurait le réintégrer dans les charges ou honneurs, dont il a été privé par suite de sa condamnation.

Ainsi un condamné, rayé des contrôles de la Légion d'honneur, ne peut prétendre à la suite de sa réhabilitation, être réintégré de plein droit dans son grade (1). Il en est de même pour un officier destitué de son grade à la suite d'une condamnation (2).

— Avant de terminer cette étude, il est nécessaire de donner quelques explications sur une réhabilitation d'un genre particulier et que l'on qualifie de légale par opposition à la réhabilitation judiciaire, dont il vient d'être parlé.

(1) Arrêts du Conseil d'État, 20 février 1885, D., 86, 3, 17. — 1^{er} mars 1889, D., 90, 3, 52).

(2) Arrêt du Conseil d'État, 8 août 1888, D., 89, 3, 117.

Lorsque, par suite de l'application de la loi du 26 mars 1891, plus communément connue sous le nom de « loi Bérenger », la suspension à l'exécution de la peine a été accordée au condamné correctionnel, le bénéfice de ce sursis ne s'étend pas aux incapacités pénales dont il a pu être frappé (art. 2, § 2, loi de 1891). Celles-ci produiront donc leurs effets pendant le délai d'épreuve fixé à cinq ans.

Elles cesseront toutefois si, à l'expiration de ce délai de cinq ans, le condamné n'ayant encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime et délit de droit commun, la condamnation est réputée non avenue à son égard (art. 1^{er}, § 2 — art. 2, § 3 de la loi de 1891).

Il y a alors une sorte de réhabilitation légale, dont les effets sont identiques à ceux de la réhabilitation judiciaire, notamment en ceci que le condamné ne recouvre pas rétroactivement l'usage de ses droits. De même l'individu déchu de la puissance paternelle ne rentre pas *de plano*, à l'expiration du délai de cinq ans passé sans nouvelle condamnation, dans ses droits de famille : la règle posée par l'article 15 de la loi du 24 juillet 1889 est, en effet, applicable (1).

§ III. — De la prescription.

La prescription s'applique aux peines corporelles,

(1) LEROY, *Code de la Puissance paternelle*, t. I, p. 387.

aux peines privatives de liberté, aux peines pécuniaires, mais elle est en principe sans influence sur les peines privatives de droits. Il s'ensuit que la prescription de la peine principale ne peut libérer le condamné de la déchéance encourue accessoirement ; d'autre part, ce dernier ne peut pas, non plus, prescrire directement et isolément la peine privative de droits elle-même.

Cette imprescriptibilité s'explique. En effet, puisque les peines se prescrivent par la raison qu'elles n'ont pas reçu leur exécution pendant le temps fixé par la loi, il est évident que la prescription suppose des peines qui ont besoin d'être exécutées, qui n'existent que lorsqu'un fait matériel leur a donné naissance. Or, nous savons que les déchéances et incapacités pénales n'ont besoin pour être mises à effet d'aucun acte physique ; elles atteignent l'individu au moment même où la condamnation qui les prononce ou dont elles sont la conséquence, devient irrévocable. Il importe peu, du reste, que le condamné exerce pendant un temps plus ou moins long les droits dont il a perdu la jouissance. « Cette possession d'état qu'il a perdue la prescription est impuissante à le lui faire recouvrer, car il est de principe que l'état des personnes ne peut pas plus s'acquérir que se perdre par prescription » (1).

Cependant l'interdiction légale présente une parti-

(1) NORMAND, *Droit criminel*, n° 604.

cularité. Elle s'éteint avec la peine dont elle est l'accessoire. A proprement parler, l'interdiction légale n'est pas prescrite, mais comme elle ne saurait exister indépendamment de la peine dont elle dépend quant à la durée, elle subit par contre-coup la prescription de cette peine (1). Il n'y a pas lieu de distinguer suivant que cette dernière peine est perpétuelle ou seulement temporaire.

§ IV. — De la représentation du contumax.

Tant que l'expiration des vingt années n'a pas, en la prescrivant, rendu irrévocable la condamnation par contumace, celle-ci n'est que provisoire. Elle est rendue sous une condition résolutoire. Aussi la représentation volontaire ou forcée du condamné dans le délai de vingt ans a pour résultat d'anéantir l'arrêt de contumace et d'effacer toutes ses conséquences. Le contumax reprend la plénitude de ses droits ; ce n'est plus un condamné, c'est un accusé ordinaire.

La dégradation civique est rétroactivement détruite : il s'ensuit qu'un contumax ayant été par exemple témoin dans un acte, ne saurait plus de ce fait affecter l'acte d'un vice.

L'interdiction légale ne nous arrêtera pas, puisqu'il

(1) En ce sens : LABORDE, *Cours de droit criminel*, n° 795. — BERTAULD, *Cours de Code pénal*, p. 577 et 578. — GARRAUD, *Précis*, n° 410. — V. aussi le rapport de M. Richer à propos de la loi du 31 mai 1854.

a été admis qu'elle ne s'appliquait pas aux condamnations par contumace.

Par contre, on discute beaucoup la question de savoir si la comparution volontaire ou forcée du condamné a pour résultat d'effacer rétroactivement les incapacités prévues par l'article 3 de la loi de 1854, entre l'expiration des 5 années de grâce et la représentation du contumax, ou si, au contraire, les effets de ces incapacités cessent pour l'avenir et sont maintenus pour le passé ?

Aux termes des articles 30 du Code civil et 476, Code instruct. crim., les effets de la mort civile ne cessaient que pour l'avenir et subsistaient pour le passé. Or, certains auteurs soutiennent que l'art. 3 de la loi de 1854 n'étant qu'une application restreinte de l'ancien système de la mort civile, les incapacités qu'il prévoit doivent en bonne logique subsister aux mêmes conditions que la mort civile (1).

On objecte encore : pourquoi le sursis de 5 ans autorisé par l'article 3, si l'application de cet article est en suspens, tant que vingt années ne se sont pas révolues ? (2)

Remarquons que cette question a une importance relativement considérable, puisqu'il y va de la nullité ou de la validité des donations ou des dispositions

(1) ORTOLAN et DESJARDINS, *Éléments de droit pénal*, p. 600 et 601. — AUBRY et RAU, I, p. 546. — GARRAUD, *Droit criminel*, II, n° 49.

(2) BERTAULD, XIII^e leçon, p. 288.

testamentaires faites soit au profit du contumax soit par lui dans l'intervalle qui sépare l'expiration des cinq années de grâce, pendant lesquelles ces actes sont certainement valables et le moment où le condamné se représente.

Il est préférable d'admettre que la nullité des donations ou du testament faits par le contumax dans l'intervalle indiqué est subordonnée à la condition qu'il ne se représentera pas dans les vingt ans qui courent depuis l'exécution par effigie. En effet, l'article 476, § 1 du Code d'instruction criminelle établit d'une façon générale la règle que la constitution du contumax, avant la prescription de la peine, anéantit dans le passé comme dans l'avenir tous les effets de la condamnation. D'autre part, rien n'indique que le législateur de 1854, en abolissant la mort civile, ait entendu maintenir l'exception inscrite dans les articles 30 et 476, § 2, du Code d'instruction criminelle et l'on ne saurait, à défaut d'une disposition précise, maintenir « une exception exorbitante qui a toujours été considérée comme l'une des grandes énormités parmi toutes celles que l'on reprochait à l'ancienne organisation de la mort civile » (1). Quant au sursis de cinq ans, c'est une disposition de faveur qu'il ne faut pas retourner contre celui-là même qui en est l'objet.

Nous concluons donc, que quelle que soit l'issue du

(1) NORMAND, *Traité élémentaire de droit criminel*, p. 246 et 247. — DEPEIGES, p. 224.

jugement contradictoire, soit que le contumax ait été acquitté, absous ou condamné à une peine temporaire, soit même qu'il ait été condamné à une peine perpétuelle, les incapacités édictées par la loi du 31 mai 1854 sont effacées pour le passé. Ce raisonnement s'applique également à la dégradation civique, ainsi qu'aux déchéances spéciales qui auraient pu être provisoirement encourues à la suite de la condamnation par contumace.

§ V. — De la grâce.

La grâce est le pardon que le chef de l'État accorde au condamné, en lui faisant remise de l'exécution de tout ou partie de sa peine (1).

La condamnation n'est pas infirmée par la grâce, puisqu'elle ne s'attaque qu'à l'exécution, et l'individu grâcié se trouve dans la même situation que les autres condamnés, une fois libérés. En principe, la grâce ne peut donc exercer aucune influence sur les déchéances et incapacités résultant d'une condamnation.

Cette règle comporte toutefois une exception qui concerne l'interdiction légale : cette incapacité est, en effet, intimement liée à l'exécution de la peine principale, dont elle est destinée à assurer toute l'efficacité. Dès lors, l'interdiction légale commençant avec la peine, finit avec elle et, par contre, cette incapacité

(1) V. *Loi constitutionnelle du 25 fév. 1875*, art. 3, § 2.

ne saurait être remise par une grâce qui ne s'appliquerait pas en même temps à la peine principale.

Sauf cette exception, nous croyons, avec la majorité des auteurs (1), que la grâce ne peut que remettre ou adoucir l'exécution de la peine matérielle, sans effacer la condamnation, et qu'elle laisse subsister toutes les déchéances, toutes les incapacités attachées à la peine principale.

Une opinion contraire a été soutenue par M. Pradier-Fodéré (2), mais elle n'a rencontré d'autres partisans que cet auteur. Son avis est, en effet, difficilement soutenable.

Les arguments donnés à l'appui de la thèse à peu près universellement adoptée, sont nombreux ; toutefois, ils sont loin d'avoir tous la même valeur. Suivant M. Gauraincourt (3), la grâce ne s'applique pas aux incapacités, parce que celles-ci « ne sont pas véritablement des peines au sens légal du mot ». Pour des motifs que nous avons déjà développés, cette raison ne saurait être admise.

On a dit encore que la grâce, en effaçant les déchéances et incapacités, rendrait inutiles les formalités de la réhabilitation. Cet argument, qui avait certaine-

(1) GARRAUD, I, p. 153. — BLANCHE et DUTRUC, *Code pénal*, I, p. 210. — GAURAINCOURT, *Traité du droit de grâce sous la République*, p. 86. — NORMAND, *Traité élémentaire de droit criminel*, n° 623. — AUBRY et RAU, I, p. 542 et 574. — ORTOLAN et DESJARDINS, *Éléments de droit pénal*, II, n° 1923. — DALLOZ, *Suppl.*, *Grâce*, n° 40 et s.

(2) *Précis de droit administratif*, p. 455.

(3) *Op. cit.*, p. 35 et 36.

ment une grande valeur antérieurement à la loi du 15 août 1885 sur la réhabilitation, alors que cette institution n'avait pour but que de faire disparaître les incapacités, a perdu actuellement beaucoup de son importance.

En effet, la réhabilitation étant désormais susceptible d'effacer la condamnation elle-même, sa raison d'être n'en subsisterait pas moins, alors même que la grâce aurait le pouvoir d'enlever les incapacités.

M. Demolombe (1) a exprimé encore cette opinion, que la loi doit se montrer plus rigoureuse pour faire cesser les incapacités, qui sont des garanties données soit à la société, soit aux tiers, garanties que la grâce ne saurait pas plus atteindre que toute autre disposition prise en faveur des tiers.

En somme, le véritable argument décisif en faveur de notre opinion est le suivant : La grâce porte sur l'exécution de la peine ; elle ne peut donc s'exercer que sur une peine en cours d'exécution manifestée par un acte matériel ; ainsi on comprend qu'elle puisse avoir effet sur une peine ou corporelle ou pécuniaire, ou sur une peine privative de liberté, telle que l'interdiction de séjour, même sur les mesures de publicité qui accompagnent certaines condamnations. Les pénalités, au contraire, qui ont un caractère purement moral, qui consistent dans la privation de certains

(1) Cours de C. C., I, n° 235.

droits, produisent leurs effets indépendamment de tout acte matériel, par la seule puissance de la loi, dès que la condamnation a acquis force de chose jugée. « On ne trouverait donc pas le moment où la grâce pourrait intervenir à l'encontre des peines privatives de droits, puisque la diminution de capacité s'accomplit juste au moment où la condamnation devient irrévocable. Or la grâce ne peut intervenir, ni avant cet instant, parce que la condamnation n'est pas encore définitive, ni après, parce qu'elle est complètement exécutée. Il ne faut pas confondre, en effet, l'incapacité, qui est l'exécution de la condamnation, avec les conséquences de cette incapacité, c'est-à-dire les actes qu'elle empêche, les mesures matérielles qu'elle autorisera à prendre » (1).

Cette opinion a été consacrée par la jurisprudence (2).

Tout en admettant qu'en principe, la grâce ne fait pas cesser les incapacités, on a parfois essayé de soutenir que cette règle comportait des exceptions :

Aussi, d'après certains auteurs (3), une disposition spéciale des lettres de grâce pourrait relever le condamné des incapacités encourues. Toutefois M. Blanche déclare son opinion seulement admissible sous un régime qui confondrait entre les mains du chef de

(1) LABORDE, *op. cit.*, p. 401.

(2) Avis du Conseil d'État des 8 et 17 janv. 1823 ; 14 nov. 1873, D., 74, 3, 68 ; 31 mars 1882, D., 83, 3, 70. — Cass., 10 avril 1849, D., 49, 1, 142 ; 30 janv. 1862, D., 62, 1, 199 ; 4 août 1886, S., 87, 1, 37.

(3) BLANCHE, I, p. 215. — MERLIN, *Rép.*

l'Etat le pouvoir de faire grâce et d'accorder des amnisties (Constitution de 1852) ; il reconnaît lui-même qu'elle serait sans valeur sous un régime, qui, comme la constitution de 1875, divise entre le chef de l'État et le pouvoir législatif le droit de grâce et celui d'amnistie.

Il est enfin deux solutions, admises en pratique par la chancellerie, mais que l'on ne saurait adopter comme contraires à cette règle, que les incapacités sont encourues au moment où la condamnation devient définitive.

L'une consiste à admettre que la grâce est susceptible de s'appliquer aux peines privatives de droits prononcées par le juge comme peines principales ou complémentaires (1).

L'autre a été consacrée par un avis célèbre du conseil d'État, en date des 8-25 janvier 1823 ; cette décision avait adopté qu'en matière criminelle, nul jugement de condamnation ne pouvait produire d'effet avant son exécution ; que, par conséquent, la grâce intervenant avant celle-ci, empêchait d'encourir les incapacités légales attachées à la peine.

En l'absence d'un texte précis définissant les effets de la grâce, nous avons essayé d'indiquer quelle devait être rationnellement l'étendue de cette mesure. Le résultat auquel nous avons abouti est-il satisfaisant ?

(1) GAURAINCOURT, *op. cit.*, p. 34 et 35.

Nous ne le pensons pas. Il serait à souhaiter, en effet, que le législateur étendît le droit de grâce aux incapacités. Nous estimons, avec M. le Poittevin (1), qu'il n'existe aucune objection théorique contre cette généralisation du droit de grâce. Elle ne rend pas inutile la réhabilitation, qui aura toujours sur la grâce cet énorme avantage d'effacer la condamnation elle-même.

C'est ainsi qu'en Belgique, depuis que la loi du 25 avril 1896, a confié à l'autorité judiciaire le pouvoir de réhabiliter, le roi n'en a pas moins conservé son droit de remettre, par voie de grâce, dans les limites de la législation en vigueur, les incapacités prononcées par les juges ou attachées par la loi à certaines condamnations (2).

L'article 41 du projet de réforme du Code pénal français déclare : « La relégation, l'interdiction de certains droits politiques ou civils, l'interdiction de séjour..... peuvent être remis en tout ou en partie par voie de grâce ».

§ VI. — Amnistie.

L'amnistie est un acte du pouvoir souverain, qui couvre du voile de l'oubli les infractions d'une cer-

(1) *Projet de réforme du Code pénal*, Partie générale, Melun 1893, p. 28-29.

(2) Exposé des motifs de la loi du 25 avril 1896 (*Pasinomie belge*, année 1896).

taine catégorie, en abolissant soit les poursuites faites ou à faire, soit les condamnations prononcées à raison de ces délits.

L'amnistie n'a d'intérêt à être étudiée ici que lorsqu'elle s'applique à des faits déjà réprimés. Dans ce cas, elle a pour effet de faire réputer la condamnation non avenue ; par conséquent, la peine ne peut plus être exécutée, et les incapacités sont effacées. A l'avenir, le condamné jouira des droits dont il était privé. De plus, comme l'amnistie, ainsi que l'indique l'étymologie de ce mot (*αμνηστία*, sans mémoire, sans souvenir), constitue un acte d'oubli, elle a un effet rétroactif : l'amnistié est considéré comme ayant toujours joui de sa capacité, et tous les actes antérieurement faits par lui devront être appréciés comme ayant été accomplis par une personne en possession de tous les droits qu'elle aurait dû avoir, si telle incapacité n'avait été la suite de la condamnation prononcée contre elle. Ainsi l'amnistie, en s'appliquant à un condamné ayant encouru les déchéances de la loi du 31 mai 1854, a pour effet de rendre valable le testament fait soit avant la condamnation, soit en cours de peine.

Toutefois la fiction de non existence du délit, conséquence de l'amnistie, a deux limites. Cette mesure gracieuse ne peut avoir pour effet de supprimer les faits naturels produits à la suite de la condamnation, qu'elle efface. La jurisprudence a eu plusieurs fois

l'occasion d'appliquer ce principe. Nous ne citerons qu'un exemple. Aucune fiction de droit ne peut tenir lieu du fait matériel de résidence de l'amnistié dans la commune, et l'amnistié qui n'a quitté sa commune que pour subir sa peine ne peut être considéré comme ne l'ayant jamais abandonnée; il ne peut, par suite, exercer immédiatement les droits attachés à la résidence par la loi du 7 juillet 1874, relative à l'électorat municipal (art. 5, § 1^{er}) (1).

L'autre limite qui vient tempérer les effets de l'amnistie consiste dans le respect dû aux droits acquis par les tiers. Il pourrait cependant arriver que dans l'intérêt général, le législateur crût devoir anéantir ces droits acquis. Il y aurait dans ce cas une sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique et il serait équitable que l'état se chargeât d'indemniser les tiers du préjudice qui en résulterait (2). Donc, sauf une clause contraire insérée dans la loi d'amnistie, celle-ci ne porte pas atteinte aux droits des tiers. Les cohéritiers ou colégataires, par exemple, garderont les legs déclarés caducs par suite de l'incapacité du condamné.

§ VII. — Dispenses des déchéances et incapacités qui peuvent être accordées par le Gouvernement aux transportés.

Les peines qui s'exécutent par la transportation ont

(1) Conseil d'État, 11 juin 1880, D., 81, 3, 101. — V. d'autres cas intéressants tranchés par les arrêts suivants du Conseil d'État : 7 mai 1880, D., 81, 3, 7 et 8; 23 janvier 1880, D., 80, 3, 63; 13 mai 1884, D., 82, 3, 99.

(2) LABORDE, *Droit criminel*, p. 397.

non seulement pour but d'éloigner de la métropole les malfaiteurs dangereux; elles cherchent encore, au moyen de la colonisation, à moraliser les condamnés. Ceux-ci peuvent se voir attribuer des concessions de terrains; les femmes et les enfants de certains d'entre eux peuvent obtenir d'aller les rejoindre.

C'est dans le but de favoriser ces différentes mesures dont le condamné peut être susceptible de bénéficier, que la loi a autorisé le Gouvernement à lui faire remise de tout ou partie des incapacités encourues par lui. Nous examinerons à ce point de vue la situation des condamnés aux travaux forcés, à la déportation et à la relégation, dont les quatre lois suivantes se sont occupées : la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés; la loi du 31 mai 1854 sur l'abolition de la mort civile; celle du 25 mars 1873 sur la condition des déportés; enfin la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes.

I. — *Condamnés aux travaux forcés.*

L'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits, dont les condamnés à perpétuité ou à temps se trouvent privés par suite de l'interdiction légale, peut être rendu à ces derniers par le Gouvernement (art. 12, alin. 1, loi du 30 mai 1854; — art. 4, alin. 2, loi du 31 mai 1854).

Toutefois la capacité du condamné est limitée au

territoire de la colonie. En principe, il ne peut pas engager les biens qu'il possédait au jour de sa condamnation ou ceux qui lui sont échus depuis à titre gratuit. « Capable dans la colonie, le forçat est incapable partout ailleurs. Il ne reprend pas l'administration des biens de France qui reste confiée au tuteur. Il a donc deux patrimoines comme il a deux capacités » (1).

L'une des règles que nous venons d'exposer comporte toutefois une exception en faveur du condamné aux travaux forcés à temps. L'article 12, alinéa 2 de la loi du 30 mai 1854 dispose, en effet : que le Gouvernement pourra autoriser ces condamnés à jouir ou disposer de tout ou partie de leurs biens. Et l'alinéa 3 de la même loi ajoute que dans ce cas, le condamné pourra, par les actes qu'il fera dans la colonie, engager les biens dont la remise aura été autorisée.

L'alinéa 4 de l'article 12 de la loi du 30 mai 1854 permet, en outre, au Gouvernement, d'accorder aux condamnés aux travaux forcés à temps l'exercice dans la colonie, après leur libération, des droits dont ils sont privés par les paragraphes 3 et 4 de l'article 34 du Code pénal.

En étudiant les incapacités édictées par la loi du 31 mai 1854, nous avons dit que les conséquences rigoureuses et critiquables de ce texte pouvaient être en partie atténuées par la disposition de l'article 4, ainsi

(1) GARRAUD, *Précis*, n° 213.

conçue : « Le Gouvernement peut relever le condamné à une peine afflictive perpétuelle de tout ou partie des incapacités prononcées par l'article précédent ». Ainsi le Gouvernement peut, selon les cas, relever complètement le condamné de toutes ces incapacités ou le relever de l'une d'elles seulement, par exemple de l'incapacité de disposer par testament, ou, restreignant encore plus sa faveur, ne relever le condamné que d'une certaine incapacité et en vue d'un cas déterminé seulement, par exemple l'autoriser à faire une donation entre vifs à son enfant pour le doter, ou à recevoir, à ce titre, d'un ascendant qui veut opérer le partage de ses biens entre ses descendants.

D'autre part, en principe et sauf les réserves expresses qui pourraient être faites, la restitution du droit de disposer et de recevoir à titre gratuit s'étendra à tous les biens du condamné et pourra exercer ses effets même en France (1). Mais il faut bien remarquer que l'article 4 de la loi du 31 mai 1854 a seulement pour but de restituer la jouissance du droit de disposer et de recevoir au condamné, qui continue à être frappé, au moins en France, par l'interdiction légale.

II. — *Déportés.*

Plusieurs dispositions de la loi du 25 mars 1873,

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES FOURCADE, *Des personnes*, I, p. 500. — DEPEIGES, p. 227. — AUBRY et RAU, p. 568, n. 13. — GARRAUD, *Précis*, p. 259 et 260.

s'occupent de notre sujet à l'égard de cette catégorie de condamnés.

Il faut distinguer entre les déportés dans une enceinte fortifiée et les déportés simples.

Les condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée sont soumis à la loi du 31 mai 1854 et leur condition est, en principe, la même que celle des condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Leur situation est cependant susceptible de devenir meilleure que celle de ces derniers.

L'article 13 de la loi de 1873 dispose, en effet, que tous les déportés « pourront, dans les limites autorisées « par les articles 1094 et 1098 du Code civil, disposer « de leurs biens, dans quelque lieu qu'ils soient « situés, soit par acte entre vifs, soit par testament « en faveur de leur conjoint habitant avec eux ». « Ce n'est pas une faveur administrative, dit M. Garraud (1), c'est un bienfait légal, dont le but est de permettre au déporté de récompenser la fidélité du conjoint qui a voulu associer son sort à celui de son époux ».

Le Gouvernement pourra, en outre, sur l'avis du Gouverneur en Conseil, accorder aux déportés l'exercice dans la colonie de tout ou partie des droits dont ils sont privés par l'article 34 du Code pénal. Cette disposition comporte donc des effets beaucoup plus étendus que celle prévue par la loi du 30 mai 1854 (art. 12,

(1) *Précis*, p. 260.

alin. 4) et qui vise les condamnés aux travaux forcés à temps libérés. Les déportés peuvent ainsi être complètement affranchis de la dégradation civique.

Quelque favorable que soit susceptible de devenir la situation des déportés dans une enceinte fortifiée, ceux-ci ne peuvent prétendre arriver à une condition aussi avantageuse que celle réservée par la loi aux condamnés à la déportation simple.

Outre les règles que nous avons énumérées et qui leur sont applicables, ceux-ci peuvent encore avoir les privilèges suivants :

L'article 16 de la loi de 1873 décide, en effet, que les condamnés à la déportation simple auront de plein droit l'exercice des droits civils dans le lieu de la déportation. Ainsi, à la différence des autres déportés ou des condamnés aux travaux forcés qui ne peuvent reprendre l'exercice de leurs droits civils dans la colonie que par une faveur du Gouvernement, les déportés simples tiennent ce bienfait de la loi elle-même.

Il pourra, de plus, leur être remis, avec l'autorisation du Gouvernement, tout ou partie de leurs biens (art. 16, loi du 25 mars 1873).

III. — *Rélégués.*

L'article 17 de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation permet au Gouvernement d'accorder aux relégués

l'exercice, sur les territoires de relégation, de tout ou partie des droits civils dont ils auraient été privés par l'effet des condamnations encourues.

La relégation n'est pas, par elle-même, privative d'aucun droit ; mais, parmi les condamnations dont elle est l'accessoire, certaines peuvent avoir enlevé au condamné la jouissance ou l'exercice de ses droits civils. La disposition rapportée au texte a évidemment visé cette hypothèse ; mais on a très justement remarqué qu'à ce point de vue elle était inutile. En effet, et en premier lieu, elle ne peut s'appliquer aux condamnations à des peines afflictives temporaires, qui ont pour conséquence l'interdiction légale ; l'interdiction légale prend fin au moment où la peine expire, elle ne frappera donc jamais le relégué puisque la relégation n'atteint le condamné que le jour où sa peine est entièrement subie. Elle ne s'appliquera pas davantage aux condamnations à des peines afflictives perpétuelles qui, outre l'interdiction légale, entraînent l'incapacité de disposer ou de recevoir à titre gratuit par donation ou testament, car, d'une part, la relégation ne semble pas pouvoir accompagner les peines perpétuelles (1) ; de l'autre, le Gouvernement trouvait déjà, dans l'article 4 de la loi du 31 mai 1854, le pouvoir de relever le condamné de la déchéance édictée par l'article 3 de ladite loi. Enfin, si la relégation est

(1) V. en ce sens des arrêts des 26 juin et 1^{er} juill. 1886, D., 86, 1, 478 ; *Gazette des Tribunaux*, 20 juill. 1886.

l'accessoire d'une condamnation correctionnelle, l'article 17 ne pourra présenter quelque utilité que dans le cas bien rare où le tribunal aurait prononcé en même temps l'interdiction des droits civils mentionnés en l'article 42 du Code pénal (1).

Les mesures administratives, que nous avons examinées et qui ont pour but de restituer aux transportés certains de leurs droits, sont irrévocables.

(1) DEPEIGES, p. 230 et s. — GARRAUD, *Précis*, n° 213.

CONCLUSION

Nous terminons ainsi l'analyse que nous nous étions proposée, en cette matière des déchéances et incapacités pénales, en droit positif français. Chemin faisant, nous avons apprécié à maintes reprises les dispositions admises par le législateur et contre plus d'une nous avons dirigé nos critiques, les trouvant peu satisfaisantes.

Il ne nous reste plus pour terminer qu'à présenter en un tableau, d'ailleurs rapide, comme une vue d'ensemble des solutions auxquelles nous avons abouti, des *desiderata* que nous avons formulés.

De tout temps, parmi les moyens multiples de réaction contre les faits attentatoires à la sécurité des individus, au bon ordre public, le législateur a placé la privation pour le coupable de certains droits, la déchéance de certaines capacités. Le droit romain, l'ancien droit connurent ces déchéances. Notre législation actuelle en a organisé pour ainsi dire une série comportant plusieurs degrés. C'est, d'abord, comme accessoire des peines criminelles perpétuelles, la dégradation civique, à laquelle vient se joindre la double incapacité de recevoir et de disposer à titre gratuit par

donation entre vifs et testamentaire. C'est ensuite, soit comme peine principale, soit comme accessoire des peines criminelles temporaires, cette même dégradation civique, mais seule, cette fois. C'est enfin pour les délits correctionnels l'interdiction facultative de certains droits civils, civiques et de famille et de nombreuses déchéances prévues par des lois spéciales. Et puis encore en dehors de ces déchéances, pour certains condamnés criminels, la privation du droit de gérer, d'administrer leur patrimoine, l'interdiction légale.

Que le législateur puisse et doive user d'un semblable procédé de répression, c'est chose, nous l'avons vu, qui n'est en principe guère contestable. A l'égard de l'interdiction légale, l'affirmation semble même vraie jusqu'à l'évidence. Car l'interdiction légale, nous l'avons établi, est moins une pénalité, au sens propre du mot, qu'une mesure d'ordre administratif, moins un châtiment et une souffrance qu'un moyen pris dans l'intérêt même du condamné et de sa famille. Telle peine a été prononcée, il importe qu'elle soit exécutée par ceux qui l'ont encourue sur le pied d'une égalité parfaite. Il n'est pas admissible que tel condamné, parce qu'il a pour lui la fortune, puisse apporter au régime pénitentiaire auquel il est soumis, des adoucissements que tel autre condamné, parce qu'il est pauvre, ne pourra pas se procurer. Il est à craindre aussi que cette fortune ne serve au condamné à favoriser son évasion, par l'achat de complaisances, de

complicités criminelles. Et c'est pourquoi il faut enlever au condamné le droit de disposer de sa fortune. Ainsi, sous ce premier point de vue, l'incapacité dont est frappé le condamné ne nous apparaît point comme une peine adjointe à la peine principale, mais comme un moyen d'en assurer purement et simplement la complète exécution.

Mais ces considérations ne sauraient à elles seules justifier l'interdiction légale, car, après tout, l'organisation des prisons doit être assez parfaite pour qu'aucun danger d'évasion ou d'adoucissement au régime ne soit à craindre. Elle est aussi, cette interdiction légale, la mise en accord de la situation de droit du condamné et de sa situation de fait. En fait, le condamné le plus souvent est éloigné, et pour une durée souvent longue, du lieu où s'agitent ses intérêts; il ne peut donc matériellement administrer sa fortune. Dès lors, à quoi bon lui en conserver en droit la possibilité? Mieux vaut souvent pour lui, pour sa famille, qu'on lui enlève cette capacité dont il est dans l'impossibilité matérielle d'user et qu'on remette aux mains d'un tiers la surveillance, la sauvegarde de ses intérêts. Ainsi, non seulement la nécessité d'assurer l'exécution complète de la peine prononcée, mais encore et surtout l'intérêt lui-même du condamné, réclament du législateur l'organisation de cette mesure : l'interdiction légale.

Seulement ici comme partout le fondement même

de l'institution en doit déterminer la portée d'application. Là donc où les dangers que l'interdiction légale a pour but de prévenir, là où les intérêts auxquels elle doit donner satisfaction disparaissent ou s'atténuent au moins dans une large mesure, cette interdiction n'a plus de motif d'exister. Comme toute peine inutile elle doit disparaître. Et c'est ce que notre législateur a parfaitement compris. L'interdiction légale frappe les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion, mais elle n'atteint qu'eux seuls et c'est la mesure suffisante, car l'emprisonnement correctionnel n'est prononcé en général que pour une durée relativement courte, le condamné qui le subit n'est point détenu dans un lieu éloigné de celui où il a ses intérêts et jamais il n'est expatrié. Le cas échéant, par conséquent, lui-même pourra être appelé à intervenir personnellement si la nécessité s'impose de quelque acte d'administration intéressant son patrimoine. Et le plus souvent encore, cette nécessité ne sera point si pressante qu'on ne puisse attendre la libération du condamné. En fait, une situation semblable ne rend pas impossible l'administration directe de son patrimoine par le condamné ; toute raison sérieuse manquait de l'en rendre juridiquement incapable.

Ainsi, tout au moins dans la limite que nous venons de déterminer, l'interdiction légale s'impose.

Les déchéances de droits et incapacités que le législateur a consacrées à côté d'elle ne sont pas moins en

principe, pleinement justifiées. Contre celui-là qui a fait mauvais usage de tel droit dont il jouissait et s'est révélé capable d'en mésuser à nouveau, la société doit prendre ses mesures et se mettre en garde. Elle ne saurait admettre à voter celui qu'elle a puni pour avoir falsifié un bulletin de vote, elle ne saurait permettre que celui-là soit investi à nouveau des fonctions de tuteur, qui a déjà dans une précédente tutelle abusé de ses pouvoirs au préjudice de son pupille. Tel individu a été condamné pour abus de confiance, pour escroquerie, comment admettrait-on qu'il vienne ensuite remplir tel emploi, telle charge publique dans laquelle il n'aurait évidemment la confiance de personne ? La privation du droit dont le coupable fait mauvais usage apparaît ainsi comme la conséquence naturelle jusqu'à l'évidence et comme la répression la mieux en rapport, la plus adéquate à la faute commise.

Et cette mesure, on n'en saurait douter, est bien une peine et une peine susceptible d'efficacité. Car ces droits dont nous jouissons sont des biens véritables ; des jouissances matérielles pécuniaires y sont attachées et aussi des jouissances d'ordre moral, d'une valeur incontestable. C'est source de profit pécuniaire que d'accepter tel emploi, telle charge publique, et c'est source d'estime, de considération, d'honneur, de pouvoir exercer tous ses droits politiques et civils. La privation de l'un ou l'autre de ces biens ne saurait être indifférente. Tout au contraire, cette privation est

une souffrance pour le condamné auquel sont ainsi enlevés la fortune et l'honneur. Eh bien, le législateur a le droit de s'emparer de cette souffrance et de s'en faire contre le coupable un moyen de châtiment et de correction. Le déclarer déchu du droit dont il a usé pour faire le mal c'est le mettre dans l'impuissance matérielle de récidiver, c'est lui donner de ce droit un plus juste sentiment, lui en montrer toute la valeur, l'amener par le préjudice matériel ou moral qu'il subit au regret de son action, c'est le préparer, en un mot, pour le jour où il recouvrira l'exercice de ce droit, à en faire bon et utile usage. Et c'est non seulement châtier et corriger le coupable lui-même, mais c'est aussi agir par l'exemple de son châtiment sur ses imitateurs possibles et les éloigner de la même infraction.

Et pourtant, contre ce procédé de répression, des critiques se sont élevées nombreuses, tirées de considérations les plus diverses.

Et d'abord n'est-il pas à craindre, en effet, que les déchéances ainsi admises, loin de châtier le condamné, n'aboutissent parfois pour lui à une véritable satisfaction ? Etre privé du droit de venir témoigner en justice, d'être juré, de servir dans l'armée, est-ce donc bien pour tous, au sens strict des mots, la privation d'un droit ; pour beaucoup ne sera-ce pas bien plutôt l'exemption d'une charge ennuyeuse et pénible ? Et si le condamné a perdu tout sentiment d'honneur, qu'il

ne compte plus pour rien la considération et l'estime de ses concitoyens, l'incapacité dont on entend le frapper n'est-elle pas dépourvue de tout caractère afflictif ?

D'autre part, ces déchéances n'ont-elles pas parfois aussi une répercussion regrettable en dehors du condamné, nous voulons dire une répercussion dommageable pour les tiers et pour la société elle-même ?

L'exemple topique est celui du témoignage. Celui-là qui est atteint par la dégradation civique devient incapable d'être témoin. Or, est-ce bien au coupable seul que préjudicie cette mesure ? Le témoignage n'est-il pas beaucoup plus qu'un droit profitable à l'individu, une charge imposée dans l'intérêt général et supérieur de la bonne administration de la justice. Et s'il en est ainsi, est-il rationnel et admissible que la société se prive et prive ceux-là qui pourraient en avoir besoin du témoignage du condamné ?

Mais ce sont là deux considérations qui n'ont rien de décisif. Il est possible, en effet, que les déchéances dont nous parlons perdent à l'égard de certains coupables tout effet afflictif, qu'elles ne constituent point pour eux un véritable châtiment et soient par là même impuissantes à produire en eux une amélioration morale quelconque. Mais le fait, remarquons-le, n'a rien de particulier à ces déchéances. Il est des condamnés sur lesquels la prison la plus dure est aussi sans effet et qui, en dépit des plus pénibles traitements, restent incorrigés. Est-ce donc une raison pour ne point les

mettre en prison ? Evidemment non, car la peine, bien qu'elle puisse et doive tendre à l'amendement, bien qu'elle puisse et doive être par suite un châtement, une souffrance, n'en a pas moins un autre but, un but préventif. Or, à supposer que la privation de tel droit n'aboutisse jamais à donner à celui qui en a fait mauvais usage le regret de son action, à lui montrer toute la valeur de ce droit, il reste qu'il faut l'en priver quand même, car il faut de toute nécessité le mettre dans l'impossibilité matérielle de récidiver.

Au surplus, là où la privation de droits n'est prononcée que comme peine accessoire, le juge saura bien, par une mesure exacte de la peine principale, obtenir cet effet afflictif dont nous parlons. Et s'il s'agit de déchéances de droits prononcées à titre de peines principales, on pourrait permettre au juge de prononcer une autre peine, qui produira, elle, l'effet que la déchéance seule est, dans l'espèce particulière, impuissante à produire.

La crainte de priver les tiers ou la société des services du condamné ne nous paraît point davantage une fin de non-recevoir contre l'admission des déchéances et incapacités pénales. Car enfin, de deux choses l'une, ou bien le condamné s'est rendu coupable d'une infraction qui entache sa véracité, qui fait planer un soupçon de mauvaise foi sur sa parole, un faux par exemple, et laisse craindre qu'il ne se serve un jour de son témoignage pour le triomphe du mensonge et de l'injustice

et alors cet individu n'est certainement plus digne d'être appelé à témoigner et ce n'est point aller contre l'intérêt de la société que de lui interdire un témoignage désormais suspect. Ou bien le fait criminel accompli par le coupable n'entache en rien sa vérité, aucune crainte n'existe qu'il vienne un jour mentir à la justice, et alors la conséquence est claire et enlève toute force à l'objection, la déchéance ne doit pas exister, il ne faut pas enlever à ce condamné le droit d'être témoin. Prononcer contre lui cette déchéance est une mesure qui n'est point nécessaire, ni même utile, elle n'a donc plus lieu d'intervenir, car si la loi ne peut punir que les actes injustes, elle ne peut punir ces actes eux-mêmes que dans la mesure de la nécessité, c'est-à-dire, par conséquent, qu'il faut que pour telle déchéance soit possible, qu'un rapport, qu'une affinité existe entre la nature de cette déchéance et celle du fait commis. Or, à cet égard, et en ce qui concerne la dégradation civique, le législateur s'est mépris, car les déchéances encourues par le dégradé civique ne sont point attachées à la nature de l'infraction commise, elles le sont à la gravité de la condamnation prononcée. Peu importe la nature du fait criminel accompli, peu importe les motifs qui ont poussé le coupable ; dès lors que la condamnation est une condamnation à une peine criminelle, la dégradation est encourue. Tout un ensemble de déchéances atteignent le condamné, et pourtant ce condamné a pu se

rendre coupable d'un fait qui, malgré sa gravité, ne constitue point certainement un abus de tels ou tels des droits dont on lui enlève la jouissance ; il se peut que rien dans son action ne donne à cet égard une crainte quelconque pour l'avenir.

Est-ce à dire pourtant que le législateur doive lui-même indiquer pour chaque infraction qu'il édicte quelles en seront, au point de vue qui nous occupe, les conséquences, quelles incapacités en découleront ? Le procédé serait peut-être la perfection même, mais il faut bien reconnaître qu'il n'est point susceptible de réalisation effective et pratique. On en conçoit l'application à certaines hypothèses particulières, mais un pareil système de prévisions spéciales et minutieuses n'est point acceptable.

Aussi bien une telle précision n'est pas absolument indispensable. Le législateur fait apparemment œuvre suffisante en procédant par catégories et en sériant les hypothèses et c'est ainsi qu'a procédé notre législateur. Il a considéré, et c'est chose certaine, qu'il n'est point admissible de limiter l'application de telles ou telles déchéances aux seuls cas de méconnaissance des droits eux-mêmes que ces déchéances ont pour but d'enlever au coupable, en d'autres termes que rationnellement et pratiquement la déchéance d'un droit donné ne pouvait être la sanction de la seule méconnaissance de ce droit. Nous reconnaissons qu'il est des infractions dont la portée criminelle, pour ne point s'appli-

quer à tel objet précis, n'en est pas moins considérable, parce qu'elles constituent, ces infractions, une atteinte grave à la justice, au bon ordre public.

Peu importe alors que l'agent n'ait point directement fait mauvais usage de tel droit politique ou civil, la gravité générale de son action emporte présomption qu'il est capable d'en user mal. Lui enlever ce droit est légitime. Voilà pourquoi, dans certains cas, on peut reconnaître au législateur le droit de frapper ceux-là qui se rendent coupables de crimes, par exemple de déchéances, qui n'ont qu'une lointaine affinité avec le crime accompli. Et voilà pourquoi aussi on peut parfois justifier le législateur, lorsqu'il réunit tout un ensemble de déchéances pour en frapper les auteurs de certains crimes particulièrement graves, de ces crimes qui ne laissent rien subsister, pourrait-on dire, de l'honnêteté, de la sociabilité du coupable. Il n'est point dangereux à tel égard et sur tel point seulement, il l'est d'une façon générale et pour toutes choses. Dans ces conditions, qu'il soit frappé d'une incapacité complète, la chose paraît juste et utile. Et, dans ces espèces graves auxquelles nous faisons allusion, on n'aperçoit point que le législateur fasse fausse route en attachant de plein droit à la condamnation l'ensemble des déchéances qu'il édicte.

Toutefois, il faut bien le reconnaître, et nous insistons particulièrement sur ce point, un tel système pour être acceptable ne saurait avoir qu'une portée

d'application très limitée, pour ainsi dire exceptionnelle et circonscrite aux infractions les plus compromettantes pour l'intérêt social. Mais, en règle générale, le procédé législatif doit être écarté. Après tout, il arrive souvent que l'auteur d'un acte délictueux, présentant même une certaine gravité, ne fait preuve que d'une criminalité limitée à tel ou tel objet précis. Son honnêteté, son honorabilité ne sont point atteintes entièrement. C'est peut-être dans l'emportement de la colère, de la passion politique, qu'il a agi ; pour grave que soit son action, est-elle donc la preuve d'un mauvais usage de tous ses droits civils ?

On aperçoit la conclusion. Oui, le législateur peut établir comme une masse générale des déchéances susceptibles d'application, parce qu'elles sont susceptibles d'être réclamées par l'intérêt social, mais cet ensemble de déchéances, il n'en fera point d'abord un tout indivisible et il n'en fera pas ensuite l'accessoire obligé de toutes condamnations. En dehors des hypothèses très graves (encore la limite sera-t-elle bien difficile à trouver par le législateur entre elles et les autres), et en dehors de ces hypothèses particulières où la nature de l'infraction appelle nécessairement la déchéance correspondante (par exemple, privation du droit électoral pour quiconque a falsifié un bulletin de vote), en dehors de ces hypothèses, si tant est que la nécessité de distinguer s'impose, plus de déchéances de plein droit et plus de déchéances indivisibles.

Notre dégradation civique a l'un et l'autre défaut ; elle s'applique de plein droit à toute une catégorie d'infractions, et le juge ne peut faire entre les déchéances, dont elle se compose, aucun choix. Aussi la dégradation civique frappe-t-elle fatalement à tort et à travers, privant le condamné de droits dont il n'a jamais méconnu et ne méconnaîtra jamais la valeur, dont il n'a jamais fait et ne fera jamais mauvais usage. Rien de plus contraire aux saines notions. La peine ne saurait avoir pour mesure une telle appréciation générale et faite *à priori*. Ce n'est point le crime qui appelle la répression, c'est le criminel, c'est lui qu'il faut frapper, non point d'après une commune mesure fixée d'avance, mais d'après une étude, une appréciation concrète de son individualité personnelle.

La dégradation civique d'ailleurs, telle que l'a organisée le Code pénal, joint un troisième défaut aux deux qui précèdent : c'est d'être perpétuelle. Mais ici encore il faut se garder de toute exagération, car n'est-il pas des déchéances dont la perpétuité s'impose ? Le législateur a interdit à perpétuité, l'accès de toute fonction publique au comptable de deniers publics qui les a détournés (art. 171), au fonctionnaire qui aura pris ouvertement ou par actes simulés des intérêts dans des actes ou entreprises dont il avait l'administration et la surveillance (art. 175). La solution est-elle critiquable et peut-elle être taxée de sévérité excessive ? Est-ce qu'en effet de tels faits, si loin qu'ils

remontent, peuvent ne point être pris en considération ?

Et n'en est-il pas de même des droits politiques et certains droits civiques, tels que celui d'être juré par exemple.

Ainsi donc la perpétuité de la déchéance ne saurait être blâmée d'une façon générale en tout et partout. Mais ce qu'il faut dire, c'est que le législateur ne saurait l'admettre que dans des cas de rigoureuse nécessité. C'est qu'en effet, cette perpétuité entraîne avec elle un autre inconvénient grave, c'est de maintenir et de faire revivre à chaque instant la note de déshonneur et d'infamie qui est venue, à un moment donné, frapper le condamné.

Sans doute on ne peut faire que ce condamné n'ait point failli à l'honneur, subi une flétrissure et perdu la considération, l'estime de ses concitoyens. Mais ce qu'on peut et ce qu'il faut faire, c'est que cette flétrissure, cette infamie ne soit point perpétuée à jamais, alors que le cours normal et régulier des événements l'aurait atténuée et fait disparaître.

Toute action honnête, tout effort vers le bien, compte pour chacun et c'est de la réunion de ces actions et de ces efforts que se constitue l'honnêteté et par elle l'estime, la confiance. Il importe que le condamné puisse reconquérir cet estime et cette confiance, reprendre, en un mot, une place honorable dans la société. Cela importe, car la peine, sans cela,

n'atteindra jamais un des buts qui lui sont assignés, c'est-à-dire l'amélioration, la correction du coupable. Si, en effet, le condamné est à jamais flétri, à quoi bon pour lui devenir meilleur ? Or, la perpétuité dans les déchéances qui l'ont frappé, c'est la flétrissure sans cesse renouvelée, car par là le condamné ne cessera d'être signalé à l'attention de ceux qui l'entoureront.

On s'éloignera de lui, on persistera à lui refuser confiance, alors que sans ces marques permanentes d'infamie, la vie nouvelle, entièrement honnête, que le condamné a su mener, aurait depuis longtemps effacé le souvenir de sa faute.

Et s'il ne peut aussi se réhabiliter aux yeux de ses semblables, se reclasser dans la société des honnêtes gens, que fera-t-il, sinon de perdre tout sentiment de sa dignité, de considérer le bien comme impossible et sans profit pour lui et de retourner au vice et au mal.

Le dégradé civique, remis en liberté, se voit retirer les moyens de vivre comme les individus qui l'entourent. La grâce ne peut rien sur les déchéances et les incapacités qui le frappent et la réhabilitation est entourée de formalités telles qu'il reculera souvent à en demander le bénéfice. Ainsi organisée l'institution est mauvaise.

En résumé, les déchéances et incapacités pénales doivent être, en principe, facultatives pour le juge, en rapport avec la nature de l'infraction qu'elles ont pour

but de punir et elles doivent être temporaires. Telles sont les trois idées que nous considérons comme les assises fondamentales d'une bonne organisation législative sur ce point.

Le législateur qui a méconnu cette organisation rationnelle en matière de dégradation civique, l'a au contraire consacrée, en instituant l'interdiction des droits civiques, civils et de famille. L'avenir, nous n'en doutons pas, appartient à cette institution.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu :

L'Assesseur,

GÉRARDIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I. — Caractères des déchéances et incapacités pénale	7
CHAPITRE II. — Aperçu historique.....	28
§ I. — DROIT ROMAIN	28
§ II — ANCIEN DROIT FRANÇAIS.....	34
§ III. — DROIT INTERMÉDIAIRE	40
CHAPITRE III. — Déchéances et incapacités pénales résultant de condamnations à des peines afflictives perpétuelles.....	42
§ I. — DE LA MORT CIVILE.....	42
§ II. — DÉCHÉANCES ET INCAPACITÉS QUI REMPLACENT DEPUIS 1854 LA MORT CIVILE.....	50
CHAPITRE IV. — Déchéances et incapacités pénales résultant de condamnations à des peines crimi- nelles temporaires.....	72
§ I. — DÉGRADATION CIVIQUE	72
§ II. — INTERDICTION LÉGALE	91
§ III. — DE CERTAINES DÉCHÉANCES SPÉCIALES QUI PEUVENT ATTEINDRE LES CONDAMNÉS A DES PEINES CRIMINELLES... ..	111
CHAPITRE V. — Déchéances pénales résultant de condam- nations à des peines correctionnelles....	118
§ I. — DE L'INTERDICTION DES DROITS CIVIQUES, CIVILS ET DE FAMILLE..	118
§ II. — DE CERTAINES DÉCHÉANCES PRÉVUES PAR DES LOIS SPÉCIALES ET QUI PEUVENT ATTEINDRE LES CONDAMNÉS A DES PEINES CORREC- TIONNELLES	134
I. — Déchéance du droit de participer aux élections poli- tiques et communales.....	134
II. — Déchéance du droit de participer à certaines élections spéciales.....	140
III. — Incapacité d'exercer les fonctions publiques.. ..	143
IV. — Exclusion des armées de terre et de mer.....	143
V. — Privation du droit d'être juré.....	152

	Pages.
VI. — Déchéance du droit de port d'armes. — Incapacité d'obtenir un permis de chasse.....	155
VII. — Déchéances relatives à l'enseignement.....	158
VIII. — Incapacités d'exercer certains commerces ou certaines professions.....	160
IX. — Déchéance de la puissance paternelle.....	162
CHAPITRE VI. — Comment peuvent s'effacer les déchéances et incapacités pénales.....	174
§ I. — DE LA RÉVISION.....	174
§ II. — DE LA RÉHABILITATION.....	175
§ III. — DE LA PRESCRIPTION.....	178
§ IV. — DE LA REPRÉSENTATION DU CONTUMAX.....	180
§ V. — DE LA GRACE.....	183
§ VI. — DE L'AMNISTIE.....	188
§ VII. — DISPENSES DES DÉCHÉANCES ET INCAPACITÉS QUI PEUVENT ÊTRE ACCORDÉES PAR LE GOUVERNEMENT AUX TRANSPORTÉS.....	190
I. — Condamnés aux travaux forcés.....	191
II. — Déportés.....	193
III. — Relégués.....	195
CONCLUSION.....	198

